

GRIDAUH

Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit
de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Textes officiels

*Lois, ordonnances
Décrets
Circulaires*

&

Revue bibliographique

*Articles
Chroniques de jurisprudence
Rapports d'information en ligne
Ouvrages parus récemment*

2007

Alexandra Cocquière
Amélie Delattre
Nathalie Wolff

Sous la direction de
Jean-Philippe Brouant
et Jean-Pierre Lebreton

AVERTISSEMENT

Cette revue documentaire, établie notamment à partir de revues juridiques et non juridiques, se rapporte aux différentes rubriques traitées dans le DAUH (un article peut être référencé dans plusieurs rubriques). Elle contient également des liens vers des rapports d'information disponibles sur internet.

Malgré le soin apporté à la constitution de cette revue, elle ne prétend pas être exhaustive, et nous restons à votre disposition pour toute observation ou suggestion afin d'améliorer la qualité de ce document.

En vous souhaitant bonne lecture, nous espérons que cette revue constituera un outil utile à votre travail.

L'équipe du GRIDAUH

LISTE DES REVUES ANALYSEES

Actualité Juridique du Droit Administratif (AJDA)	
Actualité Juridique du Droit Immobilier (AJDI)	
Bulletin d'Actualité du Droit de l'Aménagement	
Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel (BDEI)	
Bulletin Juridique des Collectivités Locales (BJCL)	
Bulletin Juridique du Droit de l'Urbanisme (BJDU)	Manquent n° 5 et 6
Construction et urbanisme (Constr.-urb.)	
Contrats publics	Manquent n° 70 et 72
Diagonal	Manque n° 177
Droit Administratif (éd. Jurisclasseur) (Dr. adm.)	
Droit de l'Environnement (éd. Jurisclasseur) (Dr. env.)	
Droit et Ville	
Environnement (Env.)	
Etudes Foncières	
La Gazette des communes	
La Gazette du Palais	
La Semaine juridique éd. Administration et Collectivités Territoriales (JCP A)	
Le Moniteur (MTP)	
Les Cahiers de l'IAURIF	Manque n° 147
Les Petites Affiches (LPA)	
Pouvoirs locaux	
Répertoire notarial (Defrénois)	
Revue de Droit Immobilier (RDI)	Manque n° 6
Revue de Droit Public (RDP)	
Revue de Droit Rural (RD rur.)	
Revue Européenne de Droit de l'Environnement (REDE)	
Revue Française de Droit Administratif (RFDA)	
Revue juridique de l'Entreprise publique (RJEP)	
Revue juridique de l'Environnement (RJE)	
Revue Trimestrielle de Droit Européen (RTDE)	Manque n° 4

SOMMAIRE

TEXTES OFFICIELS.....	5
Directives	6
Lois.....	6
Ordonnances.....	7
Décrets.....	8
Circulaires	18
Instructions	23
DOCTRINE et JURISPRUDENCE COMMENTEE	24
0. Généralités.....	25
1. Acteurs	29
2. Aménagement du territoire.....	36
3. Planification stratégique.....	38
4. Planification et règles d'urbanisme	41
5. Environnement	50
6. Patrimoine	65
7. Politiques foncières	68
8. Fiscalité et participations d'urbanisme.....	78
9. Opérations d'aménagement.....	80
10. Autorisations d'occupation des sols.....	86
11. Contentieux	100
12. Habitat	108
13. Politique de la ville.....	114
14. Urbanisme outre-mer.....	118

TEXTES OFFICIELS

Directives

Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (JO UE 6/11/2007 – L288/27)

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2007/l_288/l_28820071106fr00270034.pdf

Lois

LOI n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (rectificatif)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVX0400302Z>

LOI n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale (1)

Cf. art. 72 : Report de l'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTX0500294L>

LOI organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (1)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DOMX0500203L>

LOI n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (1)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DOMX0500204L>

LOI n° 2007-254 du 27 février 2007 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense (1)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUX0709981L>

LOI n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (1)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCX0600231L>

LOI n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (1)

Cf. art. 14 et 15 : Dispositions tendant à limiter les atteintes aux biens et à prévenir les troubles de voisinage. Modification des art. L 111-3-1 et L. 160-1 C. urb et de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTX0600091L>

Loi ordinaire 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (1)

Modification de l'art. L 353-21 CCH par l'art. 41 de la loi

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ESRX0757893L>

Loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit (1)

Modification des art. L. 122-18 et L. 423-1 du code de l'urbanisme (art. 15 et 16 de la loi)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=BCFX0710942L>

Loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 (1)

Voir notamment : art. 42, 51, 137, 138, annexe IV

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=BCFX0765271L>

Loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 (1)

Voir notamment : art. 3, 25, 45, 73, 94

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=BCFX0770033L>

Ordonnances

Ordonnance n° 2007-137 du 1er février 2007 relative aux offices publics de l'habitat

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCX0600206R>

Ordonnance n° 2007-1134 du 25 juillet 2007 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie de diverses dispositions relatives aux communes et aux sociétés d'économie mixte locales

« Au premier alinéa de l'article L. 1523-4, les mots : "concessions passées sur le fondement de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme sont remplacés par les mots : "conventions passées sur le fondement de l'article L. 1525-5 »

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=IOCX0758060R>

Décrets

Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0601334D>

Décret n° 2007-45 du 9 janvier 2007 portant approbation de la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0602049D>

Décret n° 2007-69 du 19 janvier 2007 pris pour l'application au nouvel aérodrome destiné à desservir le Grand Ouest des dispositions de l'article 155 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUA0601455D>

Décret n° 2007-88 du 24 janvier 2007 portant création de l'Etablissement public d'aménagement de Saint-Etienne

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0700102D>

Décret n° 2007-89 du 24 janvier 2007 inscrivant les opérations d'aménagement et de rénovation urbaine de Saint-Etienne parmi les opérations d'intérêt national mentionnées à l'article R. 490-5 du code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0700103D>

Décret n° 2007-92 du 24 janvier 2007 portant approbation du cahier des charges social mentionné au g de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0612573D>

Décret n° 2007-104 du 26 janvier 2007 relatif aux conditions d'octroi des prêts conventionnés pour des opérations de location-accession et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611859D>

Décret n° 2007-204 du 15 février 2007 modifiant le code de la construction et de l'habitation
Nouvelles modalités pour la gestion du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECOT0726385D>

Décret n° 2007-244 du 23 février 2007 relatif aux aérodromes appartenant à l'Etat et portant approbation du cahier des charges type applicable à la concession de ces aérodromes

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUA0700001D>

Décret n° 2007-266 du 27 février 2007 créant le parc national dénommé « Parc amazonien de Guyane »

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710009D>

Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0710470D>

Décret n° 2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de la Réunion

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710010D>

Décret n° 2007-316 du 8 mars 2007 relatif aux conventions globales de patrimoine des organismes d'habitations à loyer modéré

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCX0600227D>

Décret n° 2007-347 du 14 mars 2007 relatif au parc naturel régional de la Martinique (région Martinique)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710015D>

Décret n° 2007-355 du 14 mars 2007 relatif au parc naturel régional de la Forêt d'Orient (Champagne-Ardenne)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0750059D>

Décret n° 2007-356 du 14 mars 2007 relatif au parc naturel régional de la Montagne de Reims (Champagne-Ardenne)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0750060D>

Décret n° 2007-361 du 19 mars 2007 relatif à l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux, pris en application de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTB0700056D>

Décret n° 2007-407 du 23 mars 2007 relatif aux refuges et modifiant le code du tourisme (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTR0700059D>

Décret n° 2007-428 du 25 mars 2007 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif à l'information en cas de non-renouvellement de convention

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0612578D>

Décret n° 2007-443 du 25 mars 2007 relatif à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0710022D>

Décret n° 2007-452 du 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés et modifiant le code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0700470D>

Décret n° 2007-464 du 27 mars 2007 relatif aux avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0710467D>

Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCB0700262D>

Décret n° 2007-520 du 4 avril 2007 relatif au parc naturel régional du Morvan (région Bourgogne)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710006D>

Décret n° 2007-521 du 5 avril 2007 relatif au parc naturel régional du Queyras (région Provence-Alpes-Côte d'Azur)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710019D>

Décret n° 2007-532 du 6 avril 2007 modifiant le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut du Centre des monuments nationaux

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCB0700252D>

Décret n° 2007-535 du 10 avril 2007 relatif aux avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DOMB0700013D>

Décret n° 2007-559 du 16 avril 2007 relatif aux modifications de l'assiette et aux conditions de versement des subventions accordées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et complétant le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0710505D>

Décret n° 2007-599 du 24 avril 2007 relatif au parc naturel régional du Luberon (région Provence-Alpes-Côte d'Azur)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0710018D>

Décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCB0700217D>

Décret n° 2007-645 du 30 avril 2007 pris pour l'application de l'article L. 621-29-8 du code du patrimoine

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCB0751114D>

Décret n° 2007-673 du 2 mai 2007 portant diverses dispositions relatives aux parcs naturels régionaux et aux parcs nationaux

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVN0751450D>

Décret n° 2007-674 du 2 mai 2007 modifiant le décret n° 76-1323 du 29 décembre 1976 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil supérieur des installations classées

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVP0752386D>

Décret n° 2007-690 du 3 mai 2007 relatif à l'agrément prévu à l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTD0752575D>

Décret n° 2007-738 du 7 mai 2007 modifiant le décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PMED0751055D>

Décret n° 2007-743 du 9 mai 2007 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0751727D>

Décret n° 2007-746 du 9 mai 2007 pris pour l'application des articles 793 et 885 H du code général des impôts et relatif aux modalités de délivrance du certificat de garantie de gestion durable ainsi qu'au régime d'exploitation normale et modifiant le décret du 28 juin 1930 fixant les conditions d'application de l'article 15 de la loi de finances du 16 avril 1930

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=BUDL0750852D>

Décret n° 2007-762 du 10 mai 2007 approuvant les modifications apportées aux statuts de l'Union d'économie sociale du logement
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611342D>

Décret n° 2007-779 du 10 mai 2007 portant approbation de la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0700602D>

Décret n° 2007-783 du 10 mai 2007 délimitant des opérations d'intérêt national et modifiant le code de l'urbanisme
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752874D>

Décret n° 2007-780 du 10 mai 2007 modifiant le décret n° 2002-477 du 8 avril 2002 modifié portant création de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine de France
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752891D>

Décret n° 2007-776 du 10 mai 2007 modifiant le décret n° 96-325 du 10 avril 1996 modifié portant création de l'Etablissement public d'aménagement du Mantois-Seine aval
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752879D>

Décret n° 2007-785 du 10 mai 2007 portant création de l'Etablissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine amont
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752887D>

Décret n° 2007-817 du 11 mai 2007 relatif à la restauration immobilière et portant diverses dispositions modifiant le code de l'urbanisme
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752915D>

Décret n° 2007-833 du 11 mai 2007 relatif au Comité national de l'eau
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0752576D>

Décret n° 2007-864 du 14 mai 2007 portant modification de l'article R. 510-6 du code de l'urbanisme
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0752644D>

Décret n° 2007-891 du 15 mai 2007 d'application de l'article 101 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement, portant abrogation de diverses mesures devenues sans objet et modifiant le code de la construction et de l'habitation
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0753164D>

Décret n° 2007-892 du 15 mai 2007 relatif aux résidences hôtelières à vocation sociale et modifiant le code de la construction et de l'habitation
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0752960D>

Décret n° 2007-896 du 15 mai 2007 relatif à l'attribution de prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs et modifiant le code de la construction et de l'habitation
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0750795D>

Décret n° 2007-897 du 15 mai 2007 relatif aux conditions de financement des opérations réalisées dans le cadre d'une convention d'usufruit et modifiant le code de la construction et de l'habitation
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0750491D>

Décret n° 2007-936 du 15 mai 2007 relatif à la réhabilitation des ensembles commerciaux dans les zones urbaines sensibles et modifiant le code de l'urbanisme
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0754370D>

Décret n° 2007-934 du 15 mai 2007 relatif au contrôle technique et de sécurité de l'Etat portant sur les remontées mécaniques et les tapis roulants mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQU0752194D>

Décret n° 2007-943 du 15 mai 2007 relatif à la participation des employeurs agricoles à l'effort de construction et modifiant le code rural
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRF0754532D>

Décret n° 2007-977 du 15 mai 2007 relatif au comité technique paritaire commun aux agences de l'eau institué auprès du directeur de l'eau
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0752708D>

Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0753356D>

Décret n° 2007-984 du 15 mai 2007 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux comités de bassin
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0753478D>

Décret n° 2007-985 du 15 mai 2007 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0753479D>

Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux agences de l'eau

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0753290D>

Décret n° 2007-995 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVX0755105D>

Décret n° 2007-1177 du 3 août 2007 pris pour l'application de l'article L. 111-3-1 du Code de l'urbanisme et relatif aux études de sécurité publique

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0756371D>

Décret en Conseil d'Etat 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux et modifiant le code de l'environnement

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVO0750915D>

Décret en Conseil d'Etat 2007-1222 du 20 août 2007 relatif aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0758269D>

Décret n° 2007-1326 du 10 septembre 2007 modifiant le décret n° 98-923 du 14 octobre 1998 modifié portant création de l'Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0756729D>

Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifie le Code de la construction et de l'habitation et le Code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0762082D>

Décret n° 2007-1354 du 13 septembre 2007 relatif à la composition du comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable et modifiant le décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0762597D>

Décret n° 2007-1394 du 27 septembre 2007 pris pour l'application de l'article 1529 du code général des impôts relatif à la taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles et modifiant les annexes II et III à ce code

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECEL0764629D>

Décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques et adaptation au droit communautaire des règles applicables à la restauration des immeubles classés

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCB0761126D>

Décret n° 2007-1464 du 12 octobre 2007 relatif aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré et modifiant le code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0762253D>

Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code. Les dispositions réglementaires du code de l'environnement font l'objet d'une publication spéciale annexée au Journal officiel de ce jour (voir à la fin du sommaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVG0750611D>

rectificatif : <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVG0750611Z>

Décret n° 2007-1479 du 12 octobre 2007 relatif à la qualité de l'air et modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVP0759498D>

Décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives (voir art. 72 : *servitudes d'utilité publique, modif. art. R. 425-27 C. urb.*)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVQ0762539D>

Décret n° 2007-1576 du 6 novembre 2007 relatif aux organismes d'information sur le logement et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0753661D>

Décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) (*voir art. 1*)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SJSP0760948D>

Décret n° 2007-1586 du 8 novembre 2007 relatif aux schémas de mise en valeur de la mer et modifiant le décret n° 86-1252 du 5 décembre 1986 ainsi que le code de l'urbanisme et le code de l'environnement

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVT0762936D>

Décret n° 2007-1589 du 8 novembre 2007 relatif à l'aide personnalisée au logement et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0757692D>

Décret n° 2007-1595 du 9 novembre 2007 relatif aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0759657D>

Décret n° 2007-1599 du 12 novembre 2007 relatif à la procédure d'agrément de locaux ou installations et modifiant le code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0761871D>

Décret n° 2007-1633 du 19 novembre 2007 pris pour l'application de l'article 199 decies I du code général des impôts relatif à la réduction d'impôt sur le revenu pour investissement locatif dans une résidence hôtelière à vocation sociale et modifiant l'annexe III à ce code

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=ECEL0765623D>

Décret n° 2007-1660 du 23 novembre 2007 pris pour l'application des articles L. 633-1 à L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux logements-foyers

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0759993D>

Décret n° 2007-1677 du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0766743D>

Décret n° 2007-1684 du 29 novembre 2007 relatif à l'Etablissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense et modifiant le code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0761366D>

Décret n° 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0752784D>

Décret n° 2007-1689 du 29 novembre 2007 relatif à la cotisation additionnelle à la caisse de garantie du logement locatif social et modifiant le code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0758261D>

Décret n° 2007-1709 du 5 décembre 2007 portant création de l'Etablissement public foncier de Vendée

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0770814D>

Décret n° 2007-1798 du 20 décembre 2007 modifiant le décret n° 95-1102 du 13 octobre 1995 portant création de l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0766366D>

Décret n° 2007-1803 du 20 décembre 2007 relatif aux conditions d'actualisation des redevances des accédants à la propriété ayant conclu un contrat de location-accession dans le cadre d'opérations financées par des prêts conventionnés pour la location-accession

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0764135D>

Décret n° 2007-1840 du 24 décembre 2007 portant diverses dispositions relatives au logement social et modifiant le code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0763278D>

Décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVU0768059D>

Décret n° 2007-1941 du 26 décembre 2007 relatif à la convention de garantie des organismes d'habitation à loyer modéré et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MLVU0762969D>

Circulaires

Circulaire du 1er décembre 2006 relative aux installations classées information de la société civile en cas d'incident dans les « installations Seveso » (BO Ecologie n° 3/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200703/eat_20070003_0100_0032.pdf

Circulaire n° 2006-102 ANAH 2006-01 du 22 décembre 2006 relative aux plafonds de ressources applicables en 2007 (propriétaires occupants) (BO Equipement n° 6/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20076/A0060058.htm>

Circulaire n° 2006-97 du 26 décembre 2006 relative à la pratique du partenariat au sein des agences d'urbanisme et à leur financement (BO Equipement n° 2/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20072/A0020035.htm>

Circulaire du 27 décembre 2006 relative aux thèmes d'action nationale de l'inspection des installations classées pour l'année 2007 (BO Ecologie n° 4/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200704/eat_20070004_0100_0022.pdf

Circulaire n° 2007-8 du 3 janvier 2007 relative aux décrets n° 2006-1228 et n° 2006-1229 du 6 octobre 2006 relatifs à la partie réglementaire du code du tourisme (BO Equipement n° 2/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20072/A0020036.htm>

Circulaire n° 2007-1 du 6 janvier 2007 relative à la réforme du permis de construire et des autorisations d'urbanisme (BO Equipement n° 1/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/bo20071/a0010035.htm>

Circulaire UHC/SH n° 2007-2 du 9 janvier 2007 relative à la mise en œuvre de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) (BO Equipement n° 2/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20072/A0020037.htm>

Circulaire no 2007-9 ANAH 2007-01 du 10 janvier 2007 relative à la programmation de l'action et des crédits de l'ANAH en 2007 (BO Equipement n° 6/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20076/A0060059.htm>

Circulaire DCE 2007/18 du 16 janvier 2007 relative à la définition et au calcul des coûts pour l'environnement et la ressource pour l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (BO Ecologie n° 6/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200706/eat_20070006_0100_0007.pdf

Circulaire no 2007-07 du 22 janvier 2007 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements prévues aux articles L. 301-3, L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la constructions et de l'habitation issus de l'article 61 de la loi no 2004-809 du 13 août 2004 modifiés par la loi no 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale (BO Equipement n° 3/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20073/A0030069.htm>

Circulaire du délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité des territoires du 23 janvier 2007, relative à l'ingénierie territoriale dans les contrats de projets (DIACT)

[http://www.diact.gouv.fr/Datar_Site/ActuJuridiques.nsf/7abac3c1555cb08dc125655a004fdece/2d36d185fa820c16c125726f00384eaa/\\$FILE/Ing%C3%A9nierie%20Territoriale%20ds%20les%20Contrats%20de%20Projet%20-%20courrier%20du%2023-01-07.pdf](http://www.diact.gouv.fr/Datar_Site/ActuJuridiques.nsf/7abac3c1555cb08dc125655a004fdece/2d36d185fa820c16c125726f00384eaa/$FILE/Ing%C3%A9nierie%20Territoriale%20ds%20les%20Contrats%20de%20Projet%20-%20courrier%20du%2023-01-07.pdf)

Circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles (BO Ecologie n° 13/2007)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-13-du-15,8706.html>

Circulaire du 8 février 2007 relative aux installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués (BO Ecologie n° 13/2007)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-13-du-15,8706.html>

Circulaire du 8 février 2007 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables (BO Ecologie n° 13/2007)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-13-du-15,8706.html>

Circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués (BO Ecologie n° 15/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200715/eat_20070015_0100_0025.pdf

Circulaire UHC/FB 3 n° 2007-27 du 17 avril 2007 concernant la mise en œuvre de l'usufruit locatif social (BO Equipement n° 9/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20079/A0090082.htm>

Circulaire du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRMX0710066C>

Circulaire UHC/QC2 n° 2007-16 du 20 février 2007 relative à l'application de l'article 5 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement portant à trente ans la durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logements sociaux neufs à usage locatif respectant certains critères de qualité environnementale (BO Equipement n° 4/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20074/A0040059.htm>

Circulaire interministérielle n° 2007-17 du 20 février 2007 relative à l'intervention du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres sur le domaine public maritime-élaboration de la stratégie nationale et géographique d'intervention du Conservatoire du littoral sur le domaine public maritime en concertation avec les services de l'Etat concernés (BO Equipement n° 4/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20074/A0040060.htm>

Circulaire du 28 février 2007 relative à la modernisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRMX0710100C>

Instruction 8 A-1-07 – BO Impôts n° 30 du 21 février 2007

Aménageur de ZAC - fiscalité immobilière et délai pour revendre

<http://alize.finances.gouv.fr/dgibo/boi2007/8FIPUB/textes/8a107/8a107.pdf>

Circulaire du 6 mars 2007 relative aux règles à appliquer lors du classement des centrales d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers. - Rubrique n° 2521-1 de la nomenclature des installations classées (texte non paru au Journal officiel) (BO Ecologie n° 9/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200709/eat_20070009_0100_0027.pdf

Circulaire du 13 mars 2007 relative aux installations classées : arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos modifié le 23 février 2007 (texte non paru au Journal officiel) (BO Ecologie n° 9/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200709/eat_20070009_0100_0028.pdf

Circulaire du 14 mars 2007 relative aux installations classées : élevages (texte non paru au Journal officiel) (BO Ecologie n° 9/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200709/eat_20070009_0100_0029.pdf

Circulaire du 28 mars 2007 relative à la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) (BO Intérieur, 2007)

http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/lois_decrets_et_circulaires/2007/mctb0700039c/downloadFile/file/MCTB0700039C.pdf?nocache=1175513781.2

Circulaire du 23 avril 2007 relative au financement par le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) de certaines mesures de prévention (BO Ecologie n° 12/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200712/eat_20070012_0100_0077.pdf

Circulaire n° 5213 SG du 25 avril 2007 relative à la mise en œuvre des contrats de projets 2007-2013 et ses annexes

[http://www.diact.gouv.fr/Datar_Site/ActuJuridiques.nsf/7abac3c1555cb08dc125655a004fdece/1328e9d38023cbfa412572f0003e4fd2/\\$FILE/35_circ_25avril2007_cper.pdf](http://www.diact.gouv.fr/Datar_Site/ActuJuridiques.nsf/7abac3c1555cb08dc125655a004fdece/1328e9d38023cbfa412572f0003e4fd2/$FILE/35_circ_25avril2007_cper.pdf)

Circulaire n° 2007-29 du 30 avril 2007 relative aux orientations à prendre en compte dans le cadre des conventions d'assistance technique fournie par l'Etat aux collectivités pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT) pour la période 2007-2009 (BO Equipement n° 9/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20079/A0090084.htm>

Circulaire n° 2007-30 du 2 mai 2007 relative à l'association des architectes-conseils et des paysagistes-conseils dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des projets de rénovation urbaine (BO Equipement n° 9/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20079/A0090085.htm>

Circulaire UHC/IUH 2 n° 2007-32 du 2 mai 2007 relative à la mise en œuvre des plans départementaux de l'habitat (BO Equipement n° 10/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200710/A0100086.htm>

Circulaire UHC n° 2007-33 du 4 mai 2007 relative à l'application des dispositions de la loi no 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures relatives à la cohésion sociale (BO Equipement n° 10/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200710/A0100088.htm>

Circulaire n° 2007/008 du 4 mai 2007 relative à l'application du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (BO Culture n° 161, 2007, p. 11)

http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo_pdf/bo161.pdf

Circulaire interministérielle du 10 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits (BO Culture n° 161, 2007, p. 32)

http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo_pdf/bo161.pdf

Circulaire du 11 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits (BO Ecologie n° 13/2007)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-13-du-15,8706.html>

Circulaire UHC/OC no 2007-46 du 25 juillet 2007 relative aux offices publics de l'habitat (BO Equipement n° 15/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200715/A0150042.htm>

Circulaire no 2007-50 du 31 août 2007 relative aux conditions d'application du décret no 2007-452 du 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés (BO Equipement n° 17/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200717/A0170043.htm>

Circulaire du 1er octobre 2007 relative à l'application de l'article L.111-3-1 du code de l'urbanisme (BO Intérieur 2007, NOR : INTK0700103C)

Etudes de sûreté et de sécurité publiques préalables à la réalisation de projets d'aménagement

http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/lois_decrets_et_circulaires/2007/intk0700103c/downloadFile/file/INTK0700103C.pdf?nocache=1192624792.19

Circulaire n° 2007/013 du 1^{er} octobre 2007 relative à la réforme du régime des autorisations de travaux sur les immeubles protégés au titre des monuments historiques (BO Culture n° 163/2007, p. 20)

http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo_pdf/bo163.pdf

Circulaire du 2 octobre 2007 concernant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L. 411-5 du code de l'environnement (BO Ecologie n° 21/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200721/eat_20070021_0100_0004.pdf

Circulaire du 18 octobre 2007 relative à la mise en oeuvre des dispositions régissant le droit d'accès à l'information relative à l'environnement (BO Ecologie n° 22/2007)

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200722/eat_20070022_0100_0001.pdf

Circulaire n° 2007/016 du 19 octobre 2007 relative à la communicabilité de la documentation et des informations concernant les objets mobiliers, meubles proprement dits ou immeubles par destination, classés ou inscrits au titre des monuments historiques (BO Culture n° 163/2007, p. 34)

http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/bo/bo_pdf/bo163.pdf

Circulaire n° 2007-59 du 29 octobre 2007 relative à la revalorisation annuelle de la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement (BO Equipement n° 21/2007)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200721/A0210053.htm>

Instructions

Instruction 13 K-8-07 du 23 octobre 2007 relative à la transmission aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation des éléments d'information au sujet des valeurs foncières (BO Impôts n° 116/2007)

<http://alize.finances.gouv.fr/dgiboi/boi2007/13RCPUB/textes/13k807/13k807.pdf>

Instruction 8 A-4-07 du 6 décembre 2007 - Taxe sur la valeur ajoutée - Taux applicable aux ventes et livraisons à soi-même de logements situés dans les zones faisant l'objet d'une convention de rénovation urbaine – (BO Impôts n° 128/2007)

<http://alize.finances.gouv.fr/dgiboi/boi2007/8FIPUB/textes/8a407/8a407.pdf>

**DOCTRINE et
JURISPRUDENCE
COMMENTEE**

0. Généralités

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Généralités »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Les finances locales et la réforme organique des lois de finance du 1 ^{er} août 2001, J.-F. BOUDET	BJCL	3	2007	151-154	
Urbanisme et délinquance. Loi n° 2007-297, 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, art. 14, note G. GODFRIN	Constr.-urba.	5	Mai 2007	25	9
Colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, Université de Reims : - Les rapports d'hétéronomie entre droit de l'urbanisme et droit français de l'environnement, H. GROUD, pp. 22-27 - Le droit de l'urbanisme : de l'organisation générale de l'utilisation des espaces urbains à la garantie d'octroi du droit de construire ?, J.-P. LEBRETON, pp. 28-31 - Conclusion générale : où va le droit de l'urbanisme ?, H. JACQUOT, pp. 36-38	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	7-38	1-4-5-6-8
Les mutations du droit de l'urbanisme, S. TRAORE	Droit administratif	6	Juin 2007	3-4	
La probable utilité de l'étude d'impact social, G. MONEDIAIRE	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	20-25	5
Le malthusianisme foncier, E. CHARMES	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	12-16	
Chine. Emergence chaotique d'un marché foncier, J. ALLAIRE	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	30-34	
Nouakchott. Régularisation foncière ou instrumentalisation de l'opacité ? B. DESTREMAU, P. TANGUY	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	35-39	
Le devenir des blocs de la période socialiste, I. TUDORA	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	35-39	
La réforme du logement municipal britannique (1975-2007), R. GRAEFFLY	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	14-19	12
Marché foncier et habitat informel dans la banlieue de Johannesburg, L. ROYSTON, M. NARSOO	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	36-40	12
Les déterminants économiques de l'étalement urbain, O. PIRON	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	24-26	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Le zonage réglementaire toujours nécessaire, souvent insuffisant et parfois contre-productif, M. FALQUE	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	27-29	5
Bilan annuel 2006-2007 de la décentralisation	Gaz. communes	29	23/07/2007	Cah. dét. 276 et s.	
Le rapport Lafon sur la simplification de l'activité des collectivités territoriales	JCP-A	13	26/03/2007	42-46	
"Les justifications économiques et juridiques au critère de l'aménagement indispensable", C. BALLANDRAS-ROZET	JCP-A	15	10/04/2007	30-33	
Pour une approche globale du développement durable du territoire	MTP	5386	16/02/07	71	13
L'application des dispositions de l'article L. 600-1 aux plans de prévention des risques naturels ou du caractère attractif du code de l'urbanisme, F. DIEU	RDI	2	Mars-avril 2007	103-109	5, 11
Deux ans de modernisation de l'Etat, E. MARCUS. Dossier « Eléments de la modernisation de l'Etat ».	RFDA	3	Mai-juin 2007	457-465	
Comité des directeurs pour le développement urbain - Codirdu 1999-2006 Bilan et perspectives, Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, Paris <i>Le comité des directeurs pour le développement urbain, créé en 1998, rassemble une vingtaine de directeurs d'administrations centrales appartenant à sept ministères différents, ceux en charge de l'équipement et des transports, de l'écologie et du développement durable, de la culture, de l'agriculture, de l'intérieur, ainsi que le délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité du territoire, le délégué interministériel à la ville et le délégué interministériel au développement durable. Ce comité a pour mission de développer la mise en cohérence des politiques urbaines et territoriales et de favoriser les approches transversales et interministérielles. Ce rapport présente les comptes rendus des vingt séances tenues à ce jour par le Codirdu, sur des sujets tels que les politiques urbaines européennes, le Projet de loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et les résultats du recensement de l'INSEE, la recherche urbaine, les fonds structurels européens, les projets territoriaux de l'Etat, l'ingénierie territoriale...</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000690/index.shtml?xtor=EPR-526	-	-	2007	162 p.	1

➤ **CODES**

- Code de l'environnement commenté, Dalloz, 2007, 2733 p.
- Code de l'urbanisme, éd. Dalloz, 2007, 16^e éd., 2959 p.
- Code de l'urbanisme, D. MORENO et B. LAMORLETTE, Litec, 16^e éd., 2007, 1372 p.
- Code de l'urbanisme 2008, Berger-Levrault, novembre 2007, 991 p.
- Code de l'expropriation, R. HOSTIOU, Litec, 11^e éd., 2008.

➤ **AUTRES OUVRAGES**

- AUBERT Bernard et CAILLAUD Martine, *Les projets d'urbanisme en 80 questions*, 3^e éd., Le Moniteur, 2007
- BAUER A., SOULLEZ C., *Violence et insécurité urbaines*, PUF, Que sais-je ?, 11^e éd., 2007
- BECET E., *Le guide de l'adjoint à l'urbanisme*, Territorial éditions, 2007
- BOOTH P. , BREUILLARD M., PARIS D. , FRASER C., *Aménagement et urbanisme en France et en Grande-Bretagne. Etude comparative*, Paris, L'Harmattan, juin 2007, 339 p.
- CAMOUS D.-A., *L'essentiel du droit de l'urbanisme*, Ellipses, 2007, 186 p.
- DAVIGNON J.-F., *Droit de l'urbanisme*, 2^e éd., 2008.
- DEMOUVEAUX Jean-Pierre et LEBRETON Jean-Pierre, *La naissance du droit de l'urbanisme, 1919-1935*, éd. des Journaux officiels, 2007, 474 p.
- GERARD P., *Pratique du droit de l'urbanisme*, Eyrolles, 5^e éd., 2007
- HAUMONT Francis, *Le droit européen de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*, Bruylant, Bruxelles, 2007, 392 p.
- HUET Michel, *L'architecte auteur*, Edition le Moniteur, coll. Etudes juridiques, 2006, 244 p.
- LEFEBVRE F., *Urbanisme-Construction 2008-2009*, Mémento pratique, 2007
- MALINVAUD Ph. (dir), *Droit de la construction 2007-2008*, Dalloz, Dalloz Action, février 2007
- MELANGES LACHAUME, *Le droit administratif : permanences et convergences*, Dalloz, 2007
- MERLIN P., *L'urbanisme, Que-sais-je*, n° 187, 7^{ème} éd., juin 2007
- MERLIN P., *L'aménagement des territoires en France*, Les études de la Documentation française, n° 5251, avril 2007
- OFFNER Jean-Marc et POURCHEZ Carole, *La ville durable. Perspectives françaises et européennes*, La Documentation française, Paris, 2007,
- PAILLOT C., *L'arrondissement parisien : entre déconcentration et décentralisation*, L'Harmattan, 2007
- SAINT-ALARY R., SAINT-ALARY-HAOUIN C., *Droit de la construction*, 8^{ème} éd. Dalloz, Mémentos, octobre 2006

- SAVARIT-BOURGEOIS, *L'essentiel du droit de l'urbanisme*, Gualino, 5^e éd., 2007
- VAN YPERSELE J., LOUVEAUX B., *Le droit de l'urbanisme en Belgique et dans ses trois régions*, 2^{ème} éd., éd. Larcier, Bruxelles, 2006, 1152 p.
- VADELORGE Loïc, *Habiter les villes nouvelles*, éd. Le Manuscrit

1. Acteurs

➤ Doctrine et rapports publics

Rubrique « Acteurs »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Les enjeux du transfert de la compétence « organisation des transports urbains » aux intercommunalités à fiscalité propre, F. BENCHENDIKH	AJDA	9/2007	2007	459-464	
Les enjeux du transfert de la compétence « organisation des transports urbains » aux intercommunalité à fiscalité propre, F. BENCHENDIKH	AJDA	9/2007	2007	459-464	
Intercommunalité et politique de la ville : un cadre juridique à parfaire, G. CHAVRIER	AJDA	16	2007	834-839	1
La décentralisation de la gestion des fonds structurels : une expérimentation au milieu du gué, R. DEGRON	AJDA	17	30/04/07	896-901	
Les collectivités territoriales et le nouvel établissement public de gestion de La Défense, M. VERPEAUX	AJDA	20	04/06/07	1072-1075	
Dossier : La coopération intercommunale à la croisée des chemins - Vers un nouvel élan pour la coopération intercommunale, M. CENSI, p. 1841 - Etat des lieux de la coopération intercommunale, quinze ans après la loi ATR, E. DURU, pp. 1852-1859 - La rationalisation des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale, M. DEGOFFE, pp. 1860-1864 - Mutualisation des services et mise en concurrence, J.-D. DREYFUS, pp. 1865-1870 - Essai de prospective, N. PORTIER, pp. 1871-1877	AJDA	34	08/10/07	1841 et 1852-1877	2
Le transfert de propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales, M. LE ROUX	AJDA	39	19/11/07	2117-2124	6
Les chassés-croisés de l'intérêt local et de l'intérêt national, D. BORDIER	AJDA	40	26/11/07	2188-2194	
Réformer l'enquête publique et/ou repenser les procédures de participation du public ?, J.-C. HELIN	AJDA	40	26/11/07	2169	5
Le rapport Lambert préconise un effort de rationalisation dans les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, J.-M. PASTOR	AJDA	43	17/12/07	2345	
L'association syndicale en lotissement, J.-P. MAS et L. CALMELS	AJDI	9	2007	625-635	9
Le contrôle des installations classées soumises à déclaration : renaissance ou naissance ? M. BAUCOMONT	BDEI	7	Janvier 2007	7-11	5
Aperçu des nouveautés apportées par la nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques, M.L de LA VILLE-BAUGE	BDEI	8	Mars 2007	27-30	
Dossier : La réforme du droit de l'eau (1 ^{ère} partie) - La LEMA : une réforme nécessaire pour appliquer la directive cadre sur l'eau, C. TRUCHOT, pp. 5-9 - Les nouveaux schémas d'aménagement et de gestion des eaux : de l'orientation à une subtile contrainte ?. V.	BDEI	12	Déc. 2007 Suppl.	5-34	5

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
CHIASSEINI et M. PONS SERRADEIL, pp. 11-17 - La LEMA entérine les évolutions des agences de l'eau, R. SCHNEIDER, pp. 18-30 - Les collectivités territoriales et l'eau : dispersion des actions et éloignement des acteurs ?, C. RIBOT, pp. 31-34					
Le préfet et la création des EPCI, M. HOUSER	BJCL	4	2007	224-228	
Transports publics et intercommunalité : questions autour de l'adhésion d'un syndicat mixte « classique » à un syndicat mixte de transports, C. DELAUAUD et D. RACINE	BJCL	8	Sept. 2007	540-543	
La participation du public aux décisions en matière d'urbanisme : une intégration ambiguë ? (colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, Université de Reims), J.-C. HELIN	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	15-21	
Schéma de mise en valeur de la mer, comm. H. COULOMBIE sur le décret n° 2007-1586, 8 nov. 2007 relatif aux SMVM	Constr.-urb.	12	Déc. 2007	27-28	4-5
Eau et intercommunalité, P. BLANQUEFORT	Contrats publics	71	Nov. 2007	48-52	5
Le couple communes/communauté vers un nouvel équilibre territorial des pouvoirs ?, N. LAVAL MADER	Droit administratif	10	Oct. 2007	9-17	
Des agences de l'eau et des comités de bassin renouvelés. Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux agences de l'eau. Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin, comm. E. GUYARD	Droit de l'environnement	149	Juin 2007	159-161	
Numéro Spécial : Actes de la Journée d'Etude GIDE-THEMA : La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) - Introduction, P. BILLET, p. 241 - La LEMA et le renouvellement des institutions de l'eau, M.-P. LAVOILLOTTE et J. OLIVIER, pp. 242-246 - La gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques : une garantie du droit à l'eau ?, N. BELAIDI, pp. 247-252 - La LEMA et les redevances perçues par les agences de l'eau, S. CAUDAL, pp. 253-259 - La LEMA et la tarification « sociale » de l'eau, P. BILLET, pp. 260-264 - La LEMA et les ouvrages hydrauliques, M. BOUTELET-BLOCAILLE, pp. 265-272 - L'agriculture dans la LEMA, L. THIEBAUT, pp. 273-275	Droit de l'environnement	152	Oct. 2007	241-275	5
Convergences sur le droit à l'information en matière d'environnement ?, C. HUGLO	Environnement	10	Oct. 2007	1-2	
Dix ans de débat public. Un bilan global positif, P. VIALATTE	Environnement	12	Déc. 2007	9-13	
Pour un Conservatoire national des villes, J. GORISSE	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	20-21	13
Intercommunalité : le boom de la mutualisation, J.-B. FORRAY	Gaz. communes	37	01/10/2007	28-35	
L'article L. 514-20 c. env. : une obligation d'information tronquée, J. ASSCHER	GP	355-356	21/12/07	15-22	5
Dossier: l'intérêt communautaire - Intérêt communal et intérêt communautaire, M.-C. ROUAULT - Bilan de la jurisprudence administrative relative à la notion d'intérêt communautaire, J. MONTAIN DOMENACH - L'intérêt communautaire à l'épreuve des délais, E. DURU - Etat des lieux des compétences communautaires, N. PORTIER, E. DURU	JCP A Cahiers de droit de l'intercommunalité	1	Jan-fév.-mars 2007		

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
« Plan d'occupation des sols. Report de la date limite de recours à la révision simplifiée du plan d'occupation de sols », L. programme n°2006-450, 18 avril 2006, note F. BILLET	JCP A	13	26/03/2007	47-48	
Le « in house » dans tous ses états : du pluri-contrôle public appliqué à l'intercommunalité, E. de FENOYL	JCP A	24	11/06/2007	31-34	9
L'intérêt communautaire : contours d'une notion indéfinie, G. ABLINE	JCP A	50	10/12/07	27-33	
La coopération intercommunale depuis la loi du 12 juillet 1999 : un exemple de simplification réussie, P. MOZOL	LPA	104	24/05/2007	36	
Les nouveaux offices publics de l'habitat, T. ROUYERAN et G. FOUCAULT	MTP	5392	30/03/07	94-96	12
Bretagne : Mise en place d'un établissement public foncier régional	MTP	5402	08/06/07	35	7
La simplification des enquêtes publiques. Ministres des Transports, de l'Equipement, du Tourisme et de la Mer ; de l'Ecologie et du développement durable ; du Budget et de la Réforme de l'Etat. Rapport remis en novembre 2005 par MM. C. MARTINAND et J.-L. LAURENT.	MTP	5404	22/06/07	Cah. dét. n°2	
Logement : la conférence métropolitaine suggère une autorité régionale organisatrice, H. BOULET	MTP	5407	13/07/2007	25	12
Commissions départementales d'équipement commercial : conditions de composition, F. ROSE-DULCINA	MTP	5431	28/12/2007	52	10
Intercommunalité : la transformation programmée d'un modèle, C. ROULAND	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	23-28	
L'intercommunalité a réussi, rendons-la à la démocratie !, E. FRIEDBERG	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	36-40	
Comment répartir les compétences au sein du couple « communautés-communes » ?, Y. JEGOUZO	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	19-22	
Il faut revoir la distribution des responsabilités au sein du couple « communes-communautés... », M. PIRON	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	29-32	
Communes, intercommunalités : osons la réforme !, J.-P. BALLIGAND	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	33-35	
Après l'intercommunalité : l'intercommunautaire ?, D. BEHAR	Pouvoirs locaux	73	Mai 2007	15-20	
L'intercommunalité sur un plateau, V. CHOMENTOWSKI	Pouvoirs locaux	73	Mai 2007	11-14	
Développement durable et collectivités territoriales. Proposition de loi n° 3475 du 22 décembre 2006, chron. Y. JEGOUZO, G. TREBULLE, L. FONBAUSTIER	RDI	3	Mai-juin 2007	246-247	5
L'impact de la loi ENL sur le droit de l'urbanisme, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	6	Nov.-déc. 2006	407-416	3, 4, 10, 12
Le droit, le développement durable et l'entreprise éco-citoyenne : la place des accords environnementaux, M-P. BLIN-FRANCHOMME	REDE	1	Mars 2007	3-26	
Le comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus : un panorama des procédures et de la jurisprudence, V. KOESTER	REDE	3	2007	251-275	
Démocratie participative : de l'échec de l'organisation étatique à l'avenir du projet citoyen, M.-F. DELHOSTE	RFDA	5	Sept.-oct. 2007	1061-1070	
Un statut très « particulier » : le statut des architectes en chef des monuments historiques. Comm. du décret n° 2007-1405 du 28 sept. 2007, P. DELVOLVE	RFDA	6	Nov.-déc. 2007	1227-1237	6
Parcs nationaux : fin ou renouveau d'un modèle juridique ? R. ROMI	RJE	1	Mars 2007	37-52	5
La loi sur l'eau et les milieux aquatiques : entre attermoissements et renoncements, B. DROBENKO	RJE	2	Juin 2007	141-171	5
Un nouveau regard sur les tours - Eléments pour un débat public, DGUHC http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/Tours_cle28a5c3.pdf			Fév. 2007		12

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p>Evaluation de la qualité juridique de l'action du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, rapport n° 2005-0217-01 Conseil général des Ponts et Chaussées, rapport et avis, A. LAVOISIER, M-G. DELACOURT http://www2.equipement.gouv.fr/rapports/themes_rapports/administration/2005-0217-01.pdf</p>			Mai 2007		
<p>Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442</p>	-	-	2007	-	
<p>Rapport annuel 2005-2006 de la Commission nationale du débat public Autorité administrative indépendante, la Commission nationale du débat public a pour objectif de faire participer le public à la réflexion sur les grandes opérations d'aménagement d'intérêt national de l'État avant que les principales caractéristiques de ces projets ne soient fixées. Si les dossiers routiers et ferroviaires restent en 2005 encore les plus nombreux et représentent à eux deux plus de la moitié des débats publics qui ont eu lieu depuis l'origine, le président de la CNDP note un développement des dossiers touchant à la filière nucléaire. Il remarque par ailleurs que le gouvernement a eu recours à deux reprises à une disposition nouvelle de la loi du 27 février 2002 jusque-là inutilisée : la possibilité d'un débat public non pas sur un projet mais sur un problème ou une politique (par exemple le problème de la gestion des déchets radioactifs). http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000550/index.shtml?xtor=EPR-526</p>	-	-	2007	134 p.	
<p>Comité des directeurs pour le développement urbain - Codirdu 1999-2006 Bilan et perspectives, Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, Paris <i>Le comité des directeurs pour le développement urbain, créé en 1998, rassemble une vingtaine de directeurs d'administrations centrales appartenant à sept ministères différents, ceux en charge de l'équipement et des transports, de l'écologie et du développement durable, de la culture, de l'agriculture, de l'intérieur, ainsi que le délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité du territoire, le délégué interministériel à la ville et le délégué interministériel au développement durable. Ce comité a pour mission de développer la mise en cohérence des politiques urbaines et territoriales et de favoriser les approches transversales et interministérielles. Ce rapport présente les comptes rendus des vingt séances tenues à ce jour par le Codirdu, sur des sujets tels que les politiques urbaines européennes, le Projet de loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et les résultats du recensement de l'INSEE, la recherche urbaine, les fonds structurels européens, les projets territoriaux de l'Etat, l'ingénierie territoriale...</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000690/index.shtml?xtor=EPR-526</p>	-	-	2007	162 p.	0

➤ **Jurisprudence commentée**

Rubrique « Acteurs »

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CE, Tab.	08/03/06	X, n° 273352	Habitat social - Organisme d'HLM – OPAC -Directeur	RDI, 1/2007, p. 83, chron. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ,	
TA Nouvelle Calédonie	14/06/06	Comité Rheebeu Nuu et M. Raphaël X, n° 0536	Etude d'impact - enquête publique	RJE, 2/2007, pp. 225-237, concl. J.-P. BRISEUL	5-13
CJCE	09/11/06	Commission des Communautés européennes c/ Irlande, C-216/05	Manquement d'Etat - Evaluation des incidences de certains projets sur l'environnement - Directives 85/337/CEE et 97/11/CE - Législation nationale - Participation du public à certaines procédures d'évaluation contre paiement de redevances.	REDE, 1/2007, pp. 79-89 REDE, 2/2007, pp. 171-180, comm. B. JADOT.	5
TA Châlons-en-Champagne	30/11/06	Sté Keolis, n° 0601311	Quel est le contenu de la compétence voirie d'intérêt communautaire ?	BJCL, 4/2007, pp. 253-260, concl. C. MONBRUN	
CE	13/12/06	Cne Issy-les-Moulineaux, n° 264115	Défaut d'intérêt pour agir. Agrément association de protection de l'environnement	RFDA, 1/2007, pp. 26-31, concl. C. VEROT BJCL, 2/2007, pp. 117-121, concl. C. VEROT	11
CAA Nantes	19/12/06	Sté Expan Lanvallay, n° 05NT01988 et n° 05NT01989	Commission départementale d'équipement commercial, composition	AJDA, 13/2007, pp. 683-686, chron. D. ARTUS	10
CE	24/01/07	Assoc. du Toulois pour la préservation du cadre de vie, n° 287248	Conditions de l'organisation d'un nouveau débat par la Commission nationale du débat public	Env., 3/2007, pp. 35-36, note P. TROUILLY	
CE	26/01/07	Sté Logidis, n° 278642	La représentation des maires en Commission départementale d'équipement commercial : elle est régulière et peut reposer sur différents textes	Constr.-urb., 4/2007, pp. 27-28, note M.-A. RENAUX	10
CE	14/02/07	Cté de Cnes Blangy Pont-l'Evêque, n° 290327	Plan de prévention des risques : un cas d'école	JCP-A, 26/2007, pp. 37-42, note P. BILLET	5
CAA Marseille	21/02/07	N° 03MA00068	Les travaux de construction portant sur une installation classée relevant du régime de l'autorisation sont soumis à la procédure d'étude d'impact	Env., 5/2007, pp. 27-28, note D. GILLIG	10
TA Bordeaux, Rec.	01/03/07	Assoc. Aquitaine Alternatives et a.	Débat public, illégalité d'une décision interministérielle prise avant la fin de la procédure	RFDA, 4/2007, pp. 754-756, note M.-F. DELHOSTE	
CE, Tab.	02/03/07	Cne Saint-Brandan. n°	Les modalités d'expression de l'avis des communes	JCP A, 20/2007, pp. 36-38	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		284704	concernées par un projet d'extension de l'EPCI précisées		
CE	09/03/07	Synd. CFDT Culture, n° 285289	La décentralisation menace-t-elle les architectes des bâtiments de France et les architectes en chef des monuments historiques ?	BJCL, 2/2007, pp. 343-346, concl. F. SENERS	6
CAA Marseille	15/03/07	N° 04MA01996	Permis de construire et système d'assainissement non collectif	Env., 6/2007, pp. 29-30, note D. GILLIG	10
CAA Douai, Tab.	12/04/07	Ville de Dunkerque, n° 06DA01277	Des difficultés rencontrées par les communes pour fusionner	AJDA, 37/2007, pp. 2026-2027, note P. LE GARZIC	2
CAA Versailles	26/04/07	Min. Int. et Aménag. Terr., n° 06VE01636	L'absence dans l'arrêté attaqué du document qui « expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération » entraîne-t-il l'annulation de celui-ci ?	JCP A., 40/2007, pp. 23-24, note A. BEAL	
CE	27/04/07	Cne de Bourgoin-Jallieu et a., n° 304402	OGM et droit à l'information	Dr. env., n° 150, juill.-août/2007, pp. 186-188, note L. VERDIER	5
CE, Rec.	06/06/07	Assoc. Le réseau Sortir du nucléaire, n° 292386	Le principe de participation et d'information à nouveau devant le Conseil d'Etat	AJDA, 30/2007, pp. 1659-1664, note M.-B. LAHORGUE Dr. Adm., 8-9/2007, p. 30 Env., 7/2007, pp. 28-29, note P. TROUILLY RJEP, n° 648, déc. 2007, pp. 406-409, note I. LECOMTE et L. TILMANT	5
CE, Tab.	06/07/07	Ville de Paris c. M. Galy-Dejean, n° 298032	Insertion de l'avis du conseil d'arrondissement dans le dossier d'enquête publique	Etudes foncières, 129/2007, p. 42, J-P DEMOUVEAUX	4
CE, Tab.	13/07/07	Cne de Pourcieux, n° 270500	Dissolution de droit d'un EPCI qui ne compte plus qu'un seul membre	AJDA, 31/2007, pp. 1707-1710, concl. F. SENERS JCP-A, 37/2007, p. 35, note L. ERSTEIN	
CE, Tab.	07/08/07	Assoc. des habitants du littoral du Morbihan, n° 266668	Primauté de la directive 90/313 sur l'article L. 124-1 c. env. : un document préparatoire est communicable	AJDA, 29/2007, p. 1563, J.-M. PASTOR BJDU, 4/2007, pp. 272-277, concl. C. LANDAIS et obs. J.-C. BONICHOT JCP A, 50/2007, pp. 19-21, note P. BILLET	5-10

- **Ouvrages**

- BENJAMIN O., CREUSOT S., *Le financement des nouvelles compétences locales*, LGDJ, Politiques locales, vol. 17, avril 2007
- BERNARD- GELABERT M.-C., *L'intercommunalité.*, LGDJ, 6^{ème} éd., avril 2007

- BOEUF J.-L., MAGNAN M., *Les collectivités locales et la décentralisation*, 3^{ème} éd., La documentation française, avril 2007
- BRAS J.-P., ORANGE G., *Les ports dans l'acte II de la décentralisation*, L'Harmattan- GRALE, mars 2007
- HOSTIOU René, STRUILLLOU Jean-François, *La participation du public aux décisions de l'administration en matière d'aménagement et d'environnement. Journée d'études, Nantes 6 octobre 2006*, GRIDAUH, Paris, 2007, 261 p.
- MARCOU G., WOLLMANN H., *Les collectivités territoriales et l'énergie*, 27^e éd., CNRS, 2007
- Ministère de l'Intérieur, *La décentralisation en mouvement*, La Documentation française - travaux du CEP, janvier 2007
- PAILLOT C., *L'arrondissement parisien : entre déconcentration et décentralisation*, L'Harmattan, 2007
- REVEL Martine, BLATRIX Cécile, BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean-Michel, HERARD DUBREUIL Bertrand et LEFEBVRE Rémi, *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, La Découverte, Paris, 2007, 412 p.
- TAPIE-GRIME Muriel, BLATRIX Cécile, MOQUAY Patrick, *Développement durable et démocratie participative*, coll. Recherches du PUCA, 2007

2. Aménagement du territoire

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Aménagement du territoire »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Dossier : La coopération intercommunale à la croisée des chemins - Vers un nouvel élan pour la coopération intercommunale, M. CENSI, p. 1841 - Etat des lieux de la coopération intercommunale, quinze ans après la loi ATR, E. DURU, pp. 1852-1859 - La rationalisation des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale, M. DEGOFFE, pp. 1860-1864 - Mutualisation des services et mise en concurrence, J.-D. DREYFUS, pp. 1865-1870 - Essai de prospective, N. PORTIER, pp. 1871-1877	AJDA	34	08/10/07	1841 et 1852- 1877	1
La décentralisation et la place du secteur public en matière portuaire, R. REZENTHEL	BJCL	3	2007	146- 150	
Périurbain et intermodalité. Le maquis des AOT, I. BERTHIER	Diagonal	174	2007	33-36	
CPER 2007-2013. La place du volet territorial, Association pour la fondation des Pays	Gaz. communes	40	22/10/2007	Cah. dét.	
Le nouveau dispositif de la prime à l'aménagement du territoire (PAT) pour 2007-2013, G. RIVEL	JCP A	22	28/05/2007	3-4	
Une comparaison franco-italienne des projets institutionnels des métropoles, F. DI CIOMMO	Pouvoirs locaux	71	Déc. 2006	35-42	
Dossier : La « compétitivité des territoires ». Vertus et limites d'une politique - Développement urbain, attractivité et vie démocratique locale, J.-P. CHARBONNEAU, pp. 72-75 - Les conditions de développement des territoires hors métropolisation, G. DORE, pp. 76-82 - Les territoires pourraient-ils avoir un projet pour l'Etat ?, L. DEVISME, pp. 98-102	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	72-102	
Contrats de projets 2007-2013 à télécharger http://www.diact.gouv.fr/Datar_Site/DATAR_contrat_projet.nsf/\$ID_Dossier/CLAP-6SKLAJ	-		-		
Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée sous la direction de Philippe Langevin et Jean-Claude Juan Premier port de la Méditerranée, deuxième et plus ancienne ville de France, Marseille souhaite être reconnue comme la grande métropole du sud, trait d'union entre l'Europe et le monde méditerranéen. A-t-elle les moyens de cette ambition ? Les Études de La Documentation française n°5255 http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303331952558/index.shtml	-		2007	224 p.	
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	
Rapport de M. Hervé Mariton sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 276 annexe 19 - Écologie, développement et aménagement durables - Transports routiers, ferroviaires, fluviaux et maritimes - Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	-	-	11 oct. 2007	211- 222	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/b0276-a19.asp#P8545_449954					
Avis de M. J. LE NAY sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189), n° 278 tome V, Politique des territoires http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/a0278-tv.asp	-	-	11 oct. 2007	47 p.	
Avis de M. J. LE NAY sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189), n° 278 tome V, politique des territoires http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/a0278-tv.asp	-	-	11 oct. 2007	47 p.	
Politique des territoires, Rapport général annexe 20 de M. R. BESSE, fait au nom de la commission des finances http://www.senat.fr/rap/107-091-320/107-091-320.html	-	-	22 nov. 2007	48 p.	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
C. Const.	22/02/07	Loi relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense, n° 2007-548 DC	PIG. Domaine de la loi. Etablissement public. Décentralisation. Contrôle de constitutionnalité. Petit pas supplémentaire dans la constitutionnalisation du droit de l'urbanisme	AJDA 14/2007, pp. 759-765, note J.-E. SCHOETTL BJDU, 2/2007, pp. 99-101, note J. TREMEAU et E. CARPENTIER	
CAA Douai, Tab.	12/04/07	Ville de Dunkerque, n° 06DA01277	Des difficultés rencontrées par les communes pour fusionner	AJDA, 37/2007, pp. 2026-2027, note P. LE GARZIC	1

➤ **Ouvrages :**

- HAUMONT Francis, *Le droit européen de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*, Bruylant, Bruxelles, 2007, 392 p.

3. Planification stratégique

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Planification stratégique »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Intégrer l'urbanisme commercial dans l'urbanisme général, J.-F. JOYE	AJDA	20	04/06/07	1063-1071	4-10
La victoire de l'urbanisme dérogatoire à La Défense, J. TREMEAU	AJDA	42	10/12/07	2307-2311	4-7-9
Le nouveau régime juridique des unités touristiques nouvelles, D. n° 2006-1683, 22 décembre 2006, note C. LE MARCHAND	Constr.-urba.	3	Mars 2007	35-37	
Un décret pour la plage de Pampelonne. Décret n° 2006-1741, 23 déc. 2006, relatif aux schémas d'aménagement prévus par l'article L. 146-6-1 c. urb., note G. GODFRIN	Constr.-urba.	4	Avril 2007	20-21	5
Approbation de la DTA des Bouches-du-Rhône. D. n° 2007-779, 10 mai 2007, portant approbation de la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône, G. GODFRIN	Constr.-urba.	6	Juin 2007	27-28	
Périurbain et intermodalité. Priorité à la cohérence du projet, C. ATGER	Diagonal	174	2007	37-42	
La dialectique des transports et de l'urbanisme, I. BERTHIER	Diagonal	174	2007	28-31	
Plans et programmes aujourd'hui, J.-B. AUBY	Droit administratif	10	Oct. 2007	1-2	
Montagne et littoral toujours plus réglementés !, A. IZEMBARD	MTP	5388	02/03/07	90	5
Agglomération de Montpellier : Le programme local de l'habitat révisé, J. LELONG	MTP	5402	08/06/07	48	
Les SCOT tentent de mieux définir les rapports ville-campagne, C. PERRUCHOT	MTP	5420	12/10/07	62-65	
L'impact de la loi ENL sur le droit de l'urbanisme, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	6	Nov- déc. 2006	407-416	1, 4, 10, 12
Cohérence, compatibilité, opposabilité : teneur et portée de l'obligation créée par la charte des parcs naturels, R. ROMI	RJE	NS	2006	55-60	5
Intercommunalité dans les transports publics en milieu urbain. Actes du séminaire d'échanges entre chercheurs et acteurs, organisé par le groupe opérationnel 11 du Predit. Paris, 24 mai 2005 <i>Le séminaire abordait la question des relations entre l'intercommunalité et les politiques de transports publics en milieu urbain. Il avait pour double objectif de rapporter les résultats d'une recherche réalisée par une équipe de chercheurs de l'INRETS (laboratoire Ville Mobilité Transports), de l'Institut d'Urbanisme de Paris (Créteil) et de l'université de Lille 1, et d'inviter des interlocuteurs locaux (acteurs et universitaires) à les discuter. La première partie des actes évoque l'histoire et les transformations récentes de l'intercommunalité des transports ; la seconde partie présente les diverses études de cas abordées ; la troisième partie propose une synthèse ainsi que les débats et discussions qui en découlent.</i> http://urbamet.documentation.equipement.gouv.fr/documents/Urbamet/0278/Urbamet-0278112/CETTEXST006181.pdf	-	-	2007		

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir notamment bilan des SCOT et DTA) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	
Indicateurs de suivi de la politique de transport - Volet "Objectifs généraux" Rapport 1996 – 2005, Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, Paris <i>Les orientations de la politique nationale pour un développement durable des transports en Europe, adoptées par le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) du 18 décembre 2003, portent à la fois sur l'amélioration de la qualité de service à l'utilisateur, le rééquilibrage nécessaire entre les différents modes de transport et la lutte contre les nuisances locales des transports et les émissions de gaz à effet de serre. Ce rapport présente les indicateurs, actualisés sur les observations de l'année 2005, des objectifs généraux de suivi de la politique de transport, qui traitent respectivement, du contexte macro-économique, des flux de voyageurs et marchandises et de leur évolution selon le mode de transport. Il indique aussi quels sont les indicateurs de l'offre et de la qualité des services de transport, des facteurs explicatifs de l'évolution des transports, de la répartition modale des flux et des prix, des aspects environnementaux (pollution, consommations d'énergie, gaz à effet de serre).</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000440/index.shtml?xtor=EPR-526	-	-	2007	66 p.	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	10/01/07	Fédération départementale de l'hôtellerie de plein air de Charente-Maritime, n° 269239	Un schéma directeur peut-il encadrer les activités touristiques de camping et de caravaning ?	BJDU 1/2007, pp. 54-59, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT RDI 2/2007, pp. 186-188, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Bordeaux	20/02/07	N° 04BX01510	Plan d'exposition au bruit et développement de l'urbanisation	Env., 5/2007, pp. 13-14, note D. GILLIG	5-10
CE, Tab.	31/05/07	SCI Russie, n° 298545	DPU. Précisions sur la condition d'urgence et admission de la motivation par référence au PLH	BJDU, 3/2007, pp. 198-202, concl. L. DEREPA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 35, note N. ROUSSEAU RDI 4/2007, pp. 366-367, obs. P. SOLER-COUTEAUX	7-11
TA Réunion	27/09/07	Cne de St-André c/ Région de la Réunion, n° 07-00.032	Sur la portée de l'obligation du Schéma d'aménagement régional	RDI 5/2007, pp. 442-446, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	15/10/07	Féd. Déptale de l'hôtellerie de plein air de Charente-Maritime, n° 269301	L'exception tirée de l'illégalité d'un schéma directeur n'est pas opérante à l'appui d'un recours contre un POS	AJDA, 37/2007, p. 2010, note A. VINCENT BJDU, 4/2007, pp. 297-302, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT JCP A., 43/2007, p. 8 RDI 5/2007, pp. 446-448, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4, 11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	14/11/07	Guitteny-Moreau c/ Cne de Rouans, n° 290147	Quelles sont les conditions d'ouverture à l'urbanisation des zones NA des communes non couvertes par un SCOT ?	AJDA, 40/2007, p. 2176, obs. A. VINCENT Constr.-urb., 12/2007, pp. 28-30, note G. GODFRIN	4

➤ **Ouvrages :**

- CERTU, *Scot et développement durable*, 92 p.

4. Planification et règles d'urbanisme

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Planification et règles d'urbanisme »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Intégrer l'urbanisme commercial dans l'urbanisme général, J.-F. JOYE	AJDA	20	04/06/07	1063-1071	3-10
La victoire de l'urbanisme dérogatoire à La Défense, J. TREMEAU	AJDA	42	10/12/07	2307-2311	3-7-9
La réorganisation des dispositions relatives au tourisme, C. MAUGUE	BJDU	2	2007	82-86	10
Les plans locaux d'urbanisme et la réforme des autorisations d'urbanisme, J.-P. STREBLER	BJDU	4	2007	250-256	10
Déclaration de projet : l'hydre aux pieds d'argile, E. LANDOT, Y. LANDOT	BJDU	6	2006	410-415	
N° spécial- Réforme des autorisations d'urbanisme. La réforme inaboutie du règlement national d'urbanisme, G. GODFRIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	7-9	
La réformette des secteurs sauvegardés (suite). D. n° 2007-452, 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés et modifiant le Code de l'urbanisme	Constr.-urba.	6	Juin 2007	24-26	5
De la non-indemnisation des servitudes d'urbanisme à la récupération des plus-values dues à l'ouverture à l'urbanisation des zones du PLU (colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, université de Reims), P. SUBRA DE BIEUSSES	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	32-35	
Le COS au secours de la planète !, C. LE MARCHAND et G. GODFRIN	Constr.-urb.	10	Oct. 2007	1-2	
Adaptation de la réglementation d'urbanisme au renouveau de la Défense, G. GODFRIN	Constr.-urb.	11	Nov. 2007	24-28	
Schéma de mise en valeur de la mer, comm. sur le décret n° 2007-1586, 8 nov. 2007 relatif aux SMVM, H. COULOMBIE	Constr.-urb.	12	Déc. 2007	27-28	1-5
Périurbain et intermodalité. Adapter la règle à sa fin, I. BERTHIER	Diagonal	174	2007	31-32	
Le PLU, instrument de maîtrise foncière, P. IBANEZ	Droit et Ville	62/2006	Juin 2007	95-103	
La loi Engagement national pour le logement et le droit de l'urbanisme, P. BILLET	JCP A	5	29/01/2007	31-52	1, 3, 7, 10, 12
Le décret réformant le droit de l'urbanisme, F. BOUYSSOU	JCP A	7	12/02/2007	25-29	10, 11
La division de l'immeuble bâti et l'article 12 du PLU, S. LELIEVRE et S. CHAIX-BRYAN	LPA	179	06/09/07	43	
Un PLU intercommunal à la campagne	MTP	5391	23/03/07	61	
A qui profite la prime de COS ?, J.-M. PETIT	MTP	5397	04/05/07	69	
Plan local d'urbanisme : s'adapter n'est pas déroger, G. STOURM	MTP	5400	25/05/07	100	
Le PLU est validé malgré l'annulation de certaines dispositions, N. MOUTARDE	MTP	5411	10/08/07	18	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Le PLU de Nantes entérine une densification de la ville, J. LE BRIGAND	MTP	5421	19/10/07	68	
Planification : des outils pour une urbanisation durable, Y. NODIN	MTP	5428	07/12/07	64-66	
La modification du PLU arrêté avant l'enquête publique, B. CHAUSSADE et I. PIQUEMAL	MTP	5428	07/12/07	102-103	
L'impact de la loi ENL sur le droit de l'urbanisme, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	6	Nov- déc. 2006	407-416	1, 3, 10, 12
Le changement de destination des bâtiments agricoles (à propos de l'art. L. 123-3-1 c. Urb.), E. DORISON et S. DEHAUDT	Revue Droit Rural	355	Août-sept. 2007	40-45	10
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir bilan des PLU) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	23/11/05	Ville de Nice, SA Nissarenas, n° 262105, n° 262945	Notions d'équipement collectif et d'équipement public	BJDU, 1/2006, p. 19, concl. Y. AGUILA RDI 6/2006, pp. 510-512, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Douai	29/03/06	Cne de Gouvieux, n° 06DA01087	Zonage : classement d'une parcelle construite et desservie en secteur naturel	Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 51-52, note N. ROUSSEAU	11
TA Amiens	13/06/06	n° 0402044	Un PLU peut édicter une interdiction de construction d'antenne de radiotéléphonie sans porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie. Les prescriptions ainsi imposées ne sauraient toutefois, sans erreur manifeste d'appréciation, compromettre l'exécution des obligations de service public auxquelles sont soumises les sociétés autorisées à établir un réseau radioélectrique ouvert au public et au nombre desquelles figurent notamment l'obligation de couverture du territoire national, la continuité du service, l'égalité de traitement des usagers et l'acheminement des appels d'urgences. Par ailleurs, et en application de l'art. R. 123-2 C. urb., l'institution de ces règles est au nombre de celles qui imposent au rédacteur du PLU d'exposer dans le rapport de présentation dudit plan, de manière au moins sommaire, les motifs qui ont déterminé leur institution.	G.P., 17-18/01/2007, pp. 29-32, note F. FORSTER Les feuillets du TA d'Amiens, n° 22, juill. 2006, p. 7 : http://www.ta-amiens.juradm.fr/ta/amiens/rtf/feuille22.rtf	

Rubrique « Planification et règles d'urbanisation »

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE	19/06/06	M. Cloix et a., n° 278361	Peut-on tolérer un dépassement minime de « COS de fait » ?	BJDU, 6/2006, pp. 424-427, concl. Y. STRUILLOU	
CAA Versailles	22/06/06	Mme Nicole Guiteau, n° 05VE00087	Qu'est-ce que le pignon d'un bâtiment ?	BJDU, 6/2006, pp. 428-432, concl. G. PELLISSIER	11
TA Marseille	22/06/06	Soc. AVIMMO SA/ Cne de Joucas	Les huguenots, les chevaliers de Maltes en Lubéron et l'art. L. 111-3 al. 2 c. urb.	Dr. env., 145/2007, pp. 18-19 note A. COQUE	10
CE, Rec.	10/07/06	Assoc. interdépartementale et intercommunale pour la protection du lac de Ste-Croix, des lacs et des sites du Verdon et a., n° 288108, n° 289396, n° 289777 et n° 289968	L'intérêt exceptionnel d'un site justifie l'annulation d'une déclaration d'utilité publique d'une ligne électrique	Env., 1/2007, pp. 15-25, concl. C. VEROT	7-5
CAA Marseille	28/06/07	Sté d'exploitation Energie Sud, n° 05MA01007	Utilisation de l'art. R. 111-21 c. urb. et permis de construire d'éoliennes	Env., 11/2007, p. 31, note J.-M. FEVRIER	10
CAA Nancy	04/08/06	Jean-Louis X c/ Cne d'Aussonce, n° 05NC00237	L'approbation de la carte communale par le conseil municipal serait un acte préparatoire	Constr.-urb., 1/2007, pp. 21-22, note G. GODFRIN	
CAA Marseille	04/09/06	Moracchini, n° 04MA02245	Certificat d'urbanisme et POS	JCP A., 23/2007, pp. 13-14, obs. S. DELIANCOURT	10
CE	11/09/06	M. Couderc, n° 243535	L'action possessoire n'a pas d'incidence sur la propriété d'un fonds – Art. 111-19 . urb.	AJDA, 1/2007, pp. 50-52, concl. D. CASAS	
CE,	27/09/06	Cne du Lavandou, n° 275922 et n° 275923	Quelles sont les conditions et la portée d'un classement en espace remarquable protégé au titre de l'art. L. 146-6 ?	BJDU, 1/2007, pp. 40-45, concl. C. DEVYS, obs. L. TOUVET	5
CE, Tab.	27/09/06	Cne du Lanvandou, n° 275924	Que signifie « zone urbanisée » au sens du I de l'art. L. 146-4 ?	BJDU, 1/2007, pp. 46-49, concl. C. DEVYS , obs. L. TOUVET	5
CE	02/10/06	SA Marcelli et a., n° 271327, n° 271330 et n° 271757	Quels sont les critères qui	BJDU, 2/2007. pp. 103-107. concl. Y. AGUILA et obs. L.	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			permettent d'apprécier le caractère « limité » d'une urbanisation ?	TOUVET	
CE, Tab.	18/10/06	Synd. des copropriétaires de l'immeuble « Les jardins d'Arago », n° 294096	Notions d'équipement collectif et d'équipement public	RDI, 6/2006, pp. 510-512, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE	06/11/06	Sté. Cogedim, n° 258565	Comment apprécier la hauteur d'un bâtiment ?	BJDU, 2/2007, pp. 122-129, concl. L. VALLEE, obs. L. TOUVET	10
CE	06/11/06	Assoc. Les Amis du château d'Hénonville, n° 277829	Comment rejeter le moyen tiré du détournement de pouvoir ?	BJDU 2/2007, pp. 146-152, concl. C. DEVYS, obs. J.-C. BONICHOT	11
CAA Bordeaux	06/11/06	N° 02BX00757	Zonage et réglementation du POS face à un futur site Natura 2000	Env., 1/2007, p. 38, note J.-M. FEVRIER	5
TA Clermont-Ferrand	07/11/06	Gungah, n° 0601027,	Nature de la délibération du conseil municipal qui vise à écarter la règle de constructibilité limitée	Constr.-urb., 3/2007, pp. 34-35, note S. DELIANCOURT	10
Cass. civ. 3, Bull.	08/11/06	Chambre de commerce et d'industrie de Paris, n° 05-17. 462	Une DUP mettant un POS en compatibilité avec un projet d'urbanisme peut-elle étendre le droit de préemption urbain ?	BJDU, 1/2007, pp. 74-76, obs. F. NESI RDI, 2/2007, p. 196, obs. P. SOLER-COUTEAUX Defrénois, n° 9, 15/05/2007, pp. 723-726, note P. BENOIT-CATTIN	
CE	10/11/06	Cne de Planguenoual, n° 279973	Comment interpréter un document d'urbanisme dont les délimitations de zones sont imprécises ?	BJDU, 1/2007, pp. 60-63, concl. C. VEROT, obs. L. TOUVET	
CE, Tab.	10/11/06	MTETM c/ Degrenne, n° 283201	Comment combiner le dispositif anti-mitage avec l'art. L. 111-1-2 ?	BJDU, 1/2007, pp. 64-66, concl. C. VEROT	10
TA Versailles	21/11/06	Assoc. des habitants et amis du Chesnay, n° 0503456	Les zones spécialisées sont-elles encore possibles ?	Constr.-urb., 4/2007, pp. 19-20, note G. GODFRIN	
TA Limoges	23/11/06	Dauriat et a. c/ Cne Isle et Cnauté agglo de Limoges, n° 0500801	Aire d'accueil des gens du voyage et droit de l'urbanisme : la sécurité prise en défaut	JCP A., 27/2007, pp. 33-36, note P. BILLET	10-11-12
CE, Tab.	11/12/06	Callamard c/ Sté MGM, n° 278154	Comment calculer la	BJDU, 1/2007, pp. 67-70. concl. Y. STRUILLOU, obs. J.-C.	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			SHON ? Les trémies d'escalier n'entrent pas dans le calcul de la SHOB	BONICHOT Constr.-urb. 4/2007, p. 18, note G. GODFRIN	
CE réf., Tab.	01/12/06	Sté GFLBI, n° 296543	Le PADD peut fonder un sursis à statuer	BJDU, 3/2007, pp. 183-187, concl. M.-H. MITJAVILE, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 1/2007, pp. 22-23, note G. GODFRIN RDI 2/2007, pp. 191-192, obs. P. SOLER-COUTEAUX LPA, n° 234, 22/11/2007, note N. FOUILLEUL	10
TA Nîmes, ord.	26/12/06	Cne Richerenches, n° 0630054 et n° 0630083	La modification du projet de PLU après l'enquête publique	Dr. adm., 6/2007, pp. 38-40, note S. PLUNIAN	
CAA Versailles	28/12/06	Cne Orgerus, n° 05VE01622,	Sur l'appréciation de la constructibilité d'un terrain issu d'une division parcellaire au regard de l'article 5 du règlement local d'urbanisme	Constr.-urb., 3/2007, pp. 37-38, note P. E. DURAND	
CE, Tab.	22/01/07	M. Ducommun, n° 279284	Hauteur maximale des constructions	BJDU, 2/2007, pp. 122-129, concl. R. KELLER, obs. L TOUVET Etudes Foncières, 125/2007, p. 41, chr. J.-P. DEMOUVEAUX JCP A., 31-35/2007, pp. 37-38, note P. BILLET	10
CE	24/01/07	Cne de Rumilly, n° 284017	Interprétation d'un règlement de POS	Etudes Foncières, 125/2007, p. 40, chr. J.-P. DEMOUVEAUX	
CE, Tab.	07/02/07	Sté Sagace, n° 287252	Quel contrôle exerce le juge de l'excès de pouvoir sur le refus de reconnaître la qualité de « projet d'intérêt général » à la création d'un centre de stockage de déchets ?	BJCL, 3/2007, pp. 205-207, concl. AGUILA BJDU, 3/2007, pp. 166-172, concl. Y AGUILA, obs. S. HERCE Env., 4/2007, pp. 30-31, obs. D. GILLIG RDI 4/2007, pp. 358-359, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
TA Rouen	08/02/07	Matière, n° 0402183	Annulation du PLU pour erreur manifeste d'appréciation	Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 50-51, note G. GODFRIN	
CE Tab.	14/02/07	Min. Transports c/ Paillardin, n° 282398	Gîte rural, droit de l'urbanisme et indépendance des	BJDU, 3/2007, pp. 173-177, concl. E. PRADA BORDENAVE, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 48-50, G. GODFRIN	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			législations. Notion de construction nécessaire à l'exploitation agricole.	RDI 4/2007, pp. 359-360, obs. P. SOLER-COUTEAUX Revue Droit Rural, 352/2007, pp. 44-45, note P. BILLET	
CAA Bordeaux	22/02/07	N° 02BX00376	La légalité d'une autorisation de mise en service d'une installation classée s'apprécie au regard des dispositions du POS/PLU applicable au terrain d'assiette de cette installation	Env., 5/2007, pp. 25-26, note D. GILLIG	10
CE	12/03/07	Cne de Lancieux, n° 280326	Comment appliquer la loi Littoral dans les espaces proches du rivage ?	BJDU, 1/2007, pp. 50-53, concl. C. LANDAIS, obs. J.-C. BONICHOT	10
CE	12/03/07	MTETM, n° 289031	L'exploitation des plages à l'épreuve de la loi Littoral	BJDU, 2/2007, pp. 108-112, concl. P. COLLIN, obs. L. TOUVET Dr. env., 148/2007, pp. 123-124, note L. BORDEREAUX	5
CAA Versailles	29/03/07	Assoc. pour la défense de l'environnement de Jouy-en- Josas, n° 06VE01147	Quand le respect du COS dépend des stipulations de la promesse de vente !	Constr.-urb., 9/2007, pp. 28-29, note G. GODFRIN RDI 5/2007, pp. 451-453, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
CAA Marseille	12/04/07	Palmade, Cne Ramatuelle, n° 04MA02240	Partie non actuellement urbanisée de la commune	Constr.-urb., 6/2007, p. 22, note P. CORNILLE	10
CAA Nancy	19/04/07	Cne de Réguisheim, n° 05NC00632	Plan d'exposition au bruit et illégalité du plan local d'urbanisme	Env., 7/2007, pp. 15-16, note D. GILLIG	
Cass. civ. 3, Bull.	25/04/07	Durcos c. EPF de Normandie, n° 06-10.662	Annulation du POS et autorité de la chose jugée par le juge de l'expropriation	AJDI, 9/2007, pp. 671-673, obs. R. HOSTIOU	7
CE	16/05/07	SCI La Batisienne, n° 280100	Comment interpréter les dispositions du règlement d'un POS sur les constructions existantes ?	BJDU, 3/2007, pp. 179-182, concl. L. VALLEE, obs. J.-C. BONICHOT	10
CE, Tab.	25/05/07	MTETM, n° 277960	Une construction peut être nécessaire à l'exploitation agricole nonobstant son	BJCL, 10/2007, concl. Y. STRUILLOU RDI, 4/2007, p. 360, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			éloignement de l'exploitation. Les dérogations au principe d'interdiction des changements d'affectation des locaux à usage d'habitation revêtent-elles un caractère personnel ou réel ?		
CE	25/05/07	MTETM, n° 299767	Une construction peut être nécessaire à l'exploitation agricole nonobstant son éloignement de l'exploitation	RDI 4/2007, p. 360, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	06/06/07	Cnauté urbaine Marseille-Provence-Métropole, n° 266656	Peut-on prendre en compte les risques d'incendie pour classer une parcelle en zone NC ?	BJDU, 2/2007, pp. 113-117, concl. S. VERCLYTTE, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 7-8/2007, p. 51, note G. GODFRIN	
CAA Nancy	21/06/07	Cne de Saint-Sauveur, n° 06NC00889	POS : Règlement d'une zone AU subordonnant la construction à l'adoption d'un plan d'aménagement d'ensemble.	Constr.-urb., 9/2007, pp. 27-28, note N. ROUSSEAU	
CEDH	26/06/07	Perinelli et cts c/ Italie	Terrain constructible au plan d'urbanisme. Interdiction absolue de construire en raison d'un intérêt archéologique. Ingérence légale. Absence de droit à indemnisation en raison de l'immobilisme des propriétaires avant l'édiction de l'interdiction de construire	Etudes foncières, n° 129, sept.-oct. 2007, p. 45, F. HAUMONT et P. STEICHEN	6
CE, Tab.	27/06/07	M. Mielle, n° 280693	Comment appliquer l'art. L. 160-5 lorsqu'un lotissement est rendu inconstructible par la loi Littoral ?	AJDA, 25/2007, p. 1328 BJDU, 3/2007, pp. 233-236, concl. F. SENERS, obs. J.-C. BONICHOT RDI 5/2007, pp. 449-451, obs. P. SOLER-COUTEAUX	5-9-11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Lyon, Tab.	05/07/07	Cnauté Cnes Senonais, n° 04LY00564	Application à la décision qualifiant un projet de projet d'intérêt général	Dr. adm., 11/2007, pp. 39-40	
CE, Tab.	06/07/07	Ville de Paris c/ M. Galy-Dejean, n° 298032	Insertion de l'avis du conseil d'arrondissement dans le dossier d'enquête publique	Etudes foncières, 129/2007, p. 42, J-P. DEMOUEAUX	1
CE, Tab.	13/07/07	Sté carrières et matériaux, n° 298772	Les PLU entrent dans le champ d'application du référé de l'art. L. 554-12 du CJA	AJDA, 27/2007, p. 1440, obs. A. VINCENT Dr. env., n° 151, sept. 2007, pp. 223-225, concl. Y. AGUILA RDI 5/2007, pp. 448-449, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
TA Paris	02/08/07	Préfet de Paris c/ Ville de Paris, n° 0700962	PLU Ville de Paris. Règlement. Protection des bâtiments. Changement de destination des locaux. Règles d'implantation des constructions.	Constr.-urb., 10/2007, pp. 25-26, note G. GODFRIN et pp. 26-27, note N. ROUSSEAU Constr.-urb., 11/2007, p. 28, obs. G. GODFRIN MTP, 5411, 10/08/07, cah. dét. 1, pp. 2-5	
CE	07/08/07	Sté Garnier et Fils, n° 302021	Avis défavorable du conseil départemental d'hygiène et compétence liée du préfet	Env., 11/2007, p. 21, note D. GILLIG	
CAA Paris	20/09/07	Mme Christine X, n° 03PA02005	PLU et risques technologiques	Env., 11/2007, pp. 31-32, note D. GILLIG	
CAA Paris	20/09/07	M. X, n° 04PA02566	Le critère et les effets du classement d'un terrain en espace boisé	Env., 11/2007, pp. 30-31, note D. GILLIG	
CE, Tab.	15/10/07	Féd. Déptale de l'hôtellerie de plein air de Charente-Maritime, n° 269301	L'exception tirée de l'illégalité d'un schéma directeur n'est pas opérante à l'appui d'un recours contre un POS	AJDA, 37/2007, p. 2010, note A. VINCENT BJDU, 4/2007, pp. 297-302, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT JCP A., 43/2007, p. 8 RDI 5/2007, pp. 446-448, obs. P. SOLER-COUTEAUX	3, 11
CAA Paris	18/10/07	Sté immob. d'économie mixte de la ville de Paris c/ M. Vacher, n° 05PA04089	Déclaration d'utilité publique et modification du PLU : une ou plusieurs enquêtes publiques	AJDA, 44/2007, pp. 2451-2453, note R. HOSTIOU Etudes foncières, n° 130, nov.-déc./2007, p. 49, note J.-P. DEMOUEAUX	7
CE	19/10/07	M. et Mme Grima c/ Cne du Lavandou, n° 306074 et n° 306123	Que signifie « agglomérations et villages existants » au sens du I de	BJDU, 4/2007, pp. 262-266, concl. T. OLSON, obs. J.-C. BONICHOT	5

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			l'art. L. 146-4 c. urb. ?		
Cass. crim., Bull.	30/10/07	N° 06-88.355	Quid du délit d'utilisation du sol non conforme aux règles d'urbanisme en cas d'annulation du POS ?	Droit Env., n° 154, déc. 2007, pp. 327-328, note D. GUIHAL	10
CAA Nancy	08/11/07	M. Billy, n° 06NC01082	Interprétation des articles d'un POS	Etudes foncières, n° 130, nov.-déc./2007, pp. 48-49, note J.-P. DEMOUVEAUX	
CE	09/11/07	Cne de Miremont, n° 296114	Interprétation des articles d'un POS	Etudes foncières, n° 130, nov.-déc./2007, pp. 48-49, note J.-P. DEMOUVEAUX	
CE, Tab.	14/11/07	Mme Guitteny-Moreau, n° 290147	Quelles sont les conditions d'ouverture à l'urbanisation des zones NA des communes non couvertes par un SCOT ?	AJDA, 40/2007, p. 2176, obs. A. VINCENT Constr.-urb., 12/2007, pp. 28-30, note G. GODFRIN	3
CE, Avis	28/11/07	Mme Flory, n° 303421	Nature de la délibération d'approbation d'une carte communale	AJDA, 42/2007, p. 2287, obs. E. ROYER	
CE, Tab.	30/11/07	MTETM c/ M. Chevrand et Mme Padilla, n° 284721	La création d'un emplacement réservé au profit de l'Etat n'est pas obligatoirement soumise à la procédure des projets d'intérêt général	AJDA, 42/2007, p. 2286, obs. A. VINCENT	

➤ **Ouvrages :**

- CASSIN I., *Le PLU. Régime et champ d'application, prévention des contentieux, l'impact de la réforme des autorisations d'urbanisme*, 3^e éd., 2007
- CERTU, *Rédiger un cahier des charges de PLU*, Guide pratique, 2007

5. Environnement

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Environnement »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Dossier : Codification et réforme du droit du tourisme, contributions de G. BARREY, J-F DAVIGNON, G. MOLLION, I. CASSIN, L. JEGOUZO,	AJDA	7/2007	2007	339-357	
Dossier : Renovation du régime de l'eau La loi du 30 décembre 2006, de très diverses dispositions relatives à l'eau, Y. JEGOUZO, pp. 1162-1168 Les services de l'eau potable et de l'assainissement dans la loi sur l'eau, L. RICHER, pp. 1168-1176 La directive-cadre sur l'eau : transposition encadrée, mise en oeuvre au fil de... l'eau, P. THIEFFRY, pp. 1177-1183	AJDA	22	18/06/07	1162-1183	
Parc national de la Réunion, un facteur de nouvelles solidarités territoriales, E. NAIM-GESBERT	AJDA	23	25/06/07	1226-1230	14
La décentralisation dans le droit des espaces naturels protégés, P. JANIN	AJDA	27	23/07/07	1445-1452	
Et pourtant, elles tournent : la réglementation applicable aux éoliennes offshore, C. ROCHE	AJDA	33	01/10/07	1785-1792	
Réformer l'enquête publique et/ou repenser les procédures de participation du public ?, J.-C. HELIN	AJDA	40	26/11/07	2169	1
Le Grenelle de l'environnement : nouveaux horizons pour le droit administratif, J.-P. BOIVIN	AJDA	43	17/12/07	2337	
Le contrôle des installations classées soumises à déclaration : renaissance ou naissance ? M. BAUCOMONT	BDEI	7	Janvier 2007	7-11	1
Financement des PPRT : l'éclairage apporté par la circulaire du 3 mai 2007, I. MOURATILLE	BDEI	9	Juin 2007	7-9	
<u>Dossier : La réforme du droit de l'eau (1^{ère} partie)</u> - La LEMA : une réforme nécessaire pour appliquer la directive cadre sur l'eau, C. TRUCHOT, pp. 5-9 - Les nouveaux schémas d'aménagement et de gestion des eaux : de l'orientation à une subtile contrainte ?, V. CHIASSERINI et M. PONS SERRADEIL, pp. 11-17 - La LEMA entérine les évolutions des agences de l'eau, R. SCHNEIDER, pp. 18-30 - Les collectivités territoriales et l'eau : dispersion des actions et éloignement des acteurs ?, C. RIBOT, pp. 31-34	BDEI	12	Déc. 2007 Suppl.	5-34	1
Sites anciens et responsabilités nouvelles des communes. Derniers développements en matière de police des sites pollués, P. BILLET	BJCL	10	Nov. 2007	706-711	
Bilan des douze premières années de déclaration préalable dans l'affichage publicitaire, P. BONFILS	BJCL	10	Nov. 2007	712-715	
Code de l'environnement : le livre V de la partie réglementaire est codifié, S. PHEULPIN	Bull. Act. Droit	4	Nov. 2007	4-5	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
	Aménagement				
Les rapports d'hétéronomie entre droit de l'urbanisme et droit français de l'environnement (colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, université de Reims), H. GROUD	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	22-27	0
Le nouveau régime des autorisations d'urbanisme et la protection de l'environnement, P. BILLET	Constr.-urb.	9	Sept. 2007	13-17	10
Schéma de mise en valeur de la mer, comm. D' H. COULOMBIE sur le décret n° 2007-1586, 8 nov. 2007 relatif aux SMVM	Constr.-urb.	12	Déc. 2007	27-28	1-4
Quatorze ans après... la première directive paysagère. Décret n° 2007-21 du 4 janv. 2007, note G. GODFRIN	Constr.-urba.	2	Fév. 2007	18-19	
Un décret pour la plage de Pampelonne. Décret n° 2006-1741, 23 déc. 2006, relatif aux schémas d'aménagement prévus par l'article L. 146-6-1 c. urb., note G. GODFRIN	Constr.-urba.	4	Avril 2007	20-21	3
La réformette des secteurs sauvegardés (suite). D. n° 2007-452, 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés et modifiant le Code de l'urbanisme, G. GODFRIN	Constr.-urba.	6	Juin 2007	24-26	4
Police de la publicité extérieure et contrat, Y-R. GUILLOU et X. LOIRE	Contrats publics	63	Fév 2007	31-33	
Eau et intercommunalité, P. BLANQUEFORT	Contrats publics	71	Nov. 2007	48-52	1
Vers une gestion plus limpide de l'eau. Réforme de l'eau : les apports de la loi du 30 décembre 2006, Y. LANDOT	Contrats publics	71	Nov. 2007	36-38	
La loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques entre volontarisme et renoncements, S. CAUDAL et P. JANIN	Droit administratif	4	Avril 2007	11-20	
La loi sur l'eau : un « parchwork » impressionnant pour une ambition réduite, R. ROMI	Droit de l'environnement	146	Mars 2007	48-51	
Les établissements de plage à l'assaut du littoral ?, commentaire du Décret n° 2006-1741 du 23 décembre 2006 relatif aux schémas d'aménagements prévus par l'article L. 146-6-1 c. urb., L. BORDEREAUX	Droit de l'environnement	146	Mars 2007	47	
Quelle est la définition juridique d'un cours d'eau ?, S. DELIANCOURT	Droit de l'environnement	147	Avril 2007	106-107	
Les parcs nationaux : un patrimoine exceptionnel à protéger, commentaire de l'arrêté du 23 fév. 2007 définissant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, S. MABILE	Droit de l'environnement	148	Mai 2007	133-134	
La fiscalité des parcs nationaux, note sur l'arrêté du 5 avril 2007 relatif au mode de calcul de la superficie du coeur des parcs nationaux, S. MABILE	Droit de l'environnement	148	Mai 2007	134	
La mise en oeuvre des mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, comm. de la circulaire du 3 mai 2007 relative aux modalités de financement, de suivi et de contrôle de la mise en oeuvre des mesures foncières et supplémentaires prévues par les PPRT, Y. RAZAFINDRATANDRA	Droit de l'environnement	151	Sept. 2007	228-229	
Numéro Spécial : Actes de la Journée d'Etude GIDE-THEMA : La loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Introduction, P. BILLET, p. 241 - La LEMA et le renouvellement des institutions de l'eau, M.-P. LAVOILLOTTE et J. OLIVIER, pp. 242-246 - La gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques : une garantie du droit à l'eau ?, N. BELAIDI, pp. 247-252 - La LEMA et les redevances perçues par les agences de l'eau, S. CAUDAL, pp. 253-259 - La LEMA et la tarification « sociale » de l'eau, P. BILLET, pp. 260-264 - La LEMA et les ouvrages hydrauliques, M. BOUTELET-BLOCAILLE, pp. 265-272	Droit de l'environnement	152	Oct. 2007	241-275	1

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
- L'agriculture dans la LEMA, L. THIEBAUT, pp. 273-275					
La création du Parc naturel marin d'Iroise : « chèque en blanc » à l'Etat ou nouvelle forme de gouvernance locale ?, comm. Décret n° 2007-1406 du 28 sept. 2007 portant création du Parc naturel marin d'Iroise, S. MABILE	Droit de l'environnement	153	Nov. 2007	301-303	
Le décret sur les « Sage » entre approche globalisante et imprécisions, comm. Décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux Sage et modifiant le code de l'environnement, S. GRATRAUD	Droit de l'environnement	153	Nov. 2007	299-300	
Réflexions sur le droit des sols : l'expropriation des sites pollués, L. LANOY	Droit de l'environnement	154	Déc. 2007	334-338	7
La nouvelle géographie juridique des sites industriels pollués : points de relief et zones de méandres de l'obligation de remise en état, M-P. BLIN-FRANCHOMME	Droit et Ville	62/2006	Juin 2007	8-59	
Les nuisances sonores causées par les équipements commerciaux et les droits des riverains, A. GRABOY-GROBESCO	Droit et Ville	62/2006	Juin 2007	61-94	
Esquisse de méthodologie juridique de délimitation des zones inondables, P. BILLET	Environnement	8-9	Août-sept. 2007	8-14	
Principales dispositions financières et fiscales en matière d'environnement issues de la loi de finances rectificative pour 2006 et de la loi de finance de 2007, Ph. BILLET	Environnement	1	Janv. 2007	8-14	
Remarques critiques sur la notion de développement durable, J-M FEVRIER	Environnement	2	Fév. 2007	11-13	
Chronique de jurisprudence relative à la Charte de l'environnement, L. FONBAUSTIER	Environnement	12	Déc. 2007	14-19	
Protection communautaire des sols : l'érosion parlementaire, P. BILLET	Environnement	12	Déc. 2007	2-3	
La probable utilité de l'étude d'impact social, G. MONEDIAIRE	Etudes foncières	125	Janv-fév. 2007	20-25	0
Coût et emprise foncière des compensations environnementales, F. HAUMONT	Etudes foncières	125	Janv-fév. 2007	17-19	
La rareté de l'espace littoral saisie par le juge administratif, J-F. CALMETTE	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	20-23	
Le zonage réglementaire toujours nécessaire, souvent insuffisant et parfois contre-productif, M. FALQUE	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	27-29	0
Les parcs naturels régionaux. Territoires d'expérimentation, G. BANI	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	30-31	
Plages. Avis de tempêtes sur les concessions, D. GERBEAU	Gaz. Communes	27	02/07/07	22-29	
Réhabilitation des sites et sols pollués : qui, quand, comment ?, M.-P. MAITRE et E. MITEVA	GP	355-356	21/12/07	23-36	
L'article L. 514-20 c. env. : une obligation d'information tronquée, J. ASSCHER	GP	355-356	21/12/07	15-22	1
“Sous les pavés, la plage !” ou les incidences environnementales de la reconversion urbanistique d'un slogan. D. n° 2006-1741, 23 déc. 2006, note P. BILLET	JCP A	24	11/06/2007	35-37	
Codification du droit de l'environnement : un code presque achevé, P. BILLET	JCP A	43	22/10/07	3-5	
Le nouveau cadre juridique des services publics de distribution et d'assainissement de l'eau et les droits fondamentaux, B. GRAEFFCHAGASPINTO	LPA	98	16/05/2007	4	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Montagne et littoral toujours plus réglementés !, A. IZEMBARD	MTP	5388	02/03/07	90	3
Sols pollués. Vigilance pour les établissements sensibles, P. SAVIN	MTP	5405	29/06/07	106	
Eoliennes. Des zones de développement à partir du 14 juillet, A. IZEMBARD	MTP	5406	06/07/2007	86-87	
Eoliennes. Des zones de développement à partir du 14 juillet, A. IZEMBARD	MTP	5406	06/07/07	86-87	
Le Grenelle de l'environnement. Propositions des groupes de travail et propositions des acteurs de la construction	MTP	5421	19/10/07	cah. dét. 2	
Développement urbain durable et politique énergétique locale : éléments juridiques d'un défi majeur, M.-C. BEGUE	Pouvoirs locaux	71	Déc. 2006	119-126	
L'application des dispositions de l'article L. 600-1 aux plans de prévention des risques naturels ou du caractère attractif du code de l'urbanisme, F. DIEU	RDI	2	Mars-avril 2007	103-109	0, 11
Développement durable et collectivités territoriales. Proposition de loi n° 3475 du 22 décembre 2006, chron. Y. JEGOUZO, G. TREBULLE, L. FONBAUSTIER	RDI	3	Mai-juin 2007	246-247	1
Informations sur les risques – Débat autour du champ d'application de l'art. L. 125-5 C. env., F-G. TREBULLE	RDI	6	Nov- déc. 2006	439-440	
La réforme des parcs nationaux français. Diversification des acteurs, redéfinition des compétences et des outils de gestion, G. FILOCHE	REDE	3	2007	309-320	
« Le Grenelle de l'environnement », la France comble son retard ? , J. BETAILLE	REDE	4	2007	437-454	
Errata- REDE n°3/2007, La refonte des parcs nationaux français	REDE	4	2007	436	
Dossier : Les parcs naturels régionaux et le droit - Introduction, G. MOULINAS - Les parcs naturels régionaux au risque des territoires, P. BILLET, pp. 11-21 - Le droit des parcs aujourd'hui, pp. 29-36 - Réflexions relatives aux moyens d'action des parcs naturels régionaux, A. GOSSEMENT, pp. 41-46 - Cohérence, compatibilité, opposabilité : teneur et portée de l'obligation créée par la charte des parcs naturels, R. ROMI, pp. 55-60 - Les tribulations du droit des chartes : regards d'une juriste de parc, A. TOURNIER, pp. 65-74 - Table ronde : la charte, les signataires et le territoire, pp. 87-98 - Conclusion, pp. 101-102	RJE	NS	2006	7-119	
Parcs nationaux : fin ou renouveau d'un modèle juridique ? R. ROMI	RJE	1	Mars 2007	37-52	1
La loi sur l'eau et les milieux aquatiques : entre attermolements et renoncements, B. DROBENKO	RJE	2	Juin 2007	141-171	1
Droit communautaire et état de l'environnement en Europe, L. KRAMER	RTDE	1	Janv-mars	127-154	
Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil définissant un cadre pour la protection des sols et modifiant la directive 2004/ 35/CE 2006/008/ COD	RTDE	1	Janv-mars	235-254	
La nouvelle politique de protection des sols en Europe, C. OLAZABAL	RTDE	1	Janv-mars	155 et s.	
Le projet de directive cadre sur les déchets au regard de l'acquis communautaire, C. LONDON	RTDE	2	Avr.-juin 2007	277-296	
Cadre de référence pour les Projet territoriaux de développement durable et Agendas 21 locaux , Min. de l'Ecologie	-		2006		

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/Cadre_de_reference.pdf					
4e rapport sur la mise en oeuvre de la Stratégie nationale de développement durable 2003-2008 , Délégation interministérielle au développement durable http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000331/index.shtml?xtor=EPR-526	-		2007		
Changer de méthode ou payer : un an après, la France face au droit communautaire de l'environnement, Rapport d'information No 332 (2006-2007) - par Mme Fabienne KELLER de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation http://www.senat.fr/rap/r06-332/r06-332.html	-		2007		
L'évaluation des moyens en personnels nécessaires à la mise en oeuvre du réseau européen « Natura 2000 » : mission d'audit de modernisation, BADRÉ Michel, BEISSON Guy, Inspection générale de l'environnement ; Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000254/index.shtml?xtor=EPR-526	-		2007		
Proposition de résolution Pour une politique européenne durable de la protection des sols, Rapport n° 290 (2006-2007) de M. Paul RAOULT, fait au nom de la commission des affaires économiques, déposé le 17 avril 2007 http://www.senat.fr/rap/106-290/106-290.html	-		2007		
Rapport d'activité 2006 du Ministère de l'écologie et du développement durable http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000133/index.shtml?xtor=EPR-526	-		2007		
Rapport relatif au schéma d'organisation des dispositifs de recueil de données et d'observation sur le littoral Conseil général des ponts et chaussées ; Inspection générale de l'environnement ; Inspection générale de l'administration http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000144/index.shtml?xtor=EPR-526	-		2006		
Promouvoir l'environnement et l'aménagement durable dans les documents d'urbanisme , DGUHC, réédition http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/DGUHC_Envnt_010607_cle2b7fdf.pdf	-		Juin 2007		
Prévention des risques d'inondation dans la Combe de Savoie , rapport n° 005122-01 Conseil général des Ponts et Chaussées, P. PIERRON, B. DURU, Ph. QUEVREMONT http://www2.equipement.gouv.fr/rapports/themes_rapports/environnement/005122-01_Rapport.pdf	-		Avril 2007		
Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2020-2050 (rapport d'orientation) J. SYROTA, J. BERGOUGNOUX, T. TUOT, Ph. HIRTZMAN La commission Energie présidée par Jean Syrota a remis au Premier ministre début avril 2007 un rapport d'orientation, conformément au calendrier prévu, faisant état des éléments historiques, du diagnostic actuel et des perspectives à moyen terme (horizon 2020) ainsi que des recommandations pour la politique française de l'énergie. http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/ENERGIE_Rapp_ORIENT_Synth_06_04_07.pdf	-		Avril 2007		
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir notamment bilan lois Montagne et Littoral) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	
Grenelle de l'environnement : rapport général, T. TUOT, Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, Secrétariat d'Etat à l'écologie, Paris <i>Fondé sur les rapports des six groupes de travail et des deux intergroupes du Grenelle de l'environnement, le présent rapport fait le point sur les différentes contributions, notamment autour du triple objectif de lutte contre le</i>	-	-	2007	39 p.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p>réchauffement climatique, de préservation de la biodiversité et de réduction des pollutions. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000693/index.shtml Rapports par groupe de travail : Groupe 1 : Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie Groupe 2 : Préserver la biodiversité et les ressources naturelles Groupe 3 : Instaurer un environnement respectueux de la santé Groupe 4 : Vers des modes de production et de consommation durables Groupe 5 : Construire une démocratie écologique : Institutions et gouvernance Groupe 6 : Modes de développement écologique favorables à l'emploi et à la compétitivité Atelier intergroupes sur les déchets</p>					
<p>Écologie, développement et aménagement durables • Avis 92 Tome IV de M. A. DUPONT, fait au nom de la commission des affaires culturelles Budget / Environnement http://www.senat.fr/rap/a07-092-4/a07-092-4.html</p>	-	-	22 nov. 2007	46 p.	
<p>Rapport d'information fait au nom de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le suivi des contentieux communautaires dans le domaine de l'environnement, F. KELLER, Sénat, Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, Paris (Les Rapports du Sénat, n° 332) En mai 2006, Fabienne Keller relevait dans un rapport d'information (http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000484/index.shtml), les insuffisances françaises dans l'application du droit communautaire de l'environnement et formulait 11 propositions pour aider l'administration à changer de méthode de gestion de l'environnement au regard du droit communautaire. Le présent rapport fait le bilan de l'application des dites propositions : il constate une amélioration de la situation française, sans toutefois négliger les sanctions financières qui porteraient sur trois contentieux (directive OGM, nitrates de Bretagne, eaux résiduaires urbaines). Il note une prise de conscience progressive d'un « réflexe communautaire » au sein de l'administration dont il conviendra d'encourager la diffusion. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000427/index.shtml?xtor=EPR-526</p>	-	-	2007	48 p.	
<p>Propositions de la FNAU et des Agences d'Urbanisme pour le Grenelle de l'environnement http://www.fnau.org/publication/contenu_page_publi.asp?ID_PAGE=116</p>	-	-	Sept. 2007	68 p.	
<p>L'utilisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs, Conseil général des ponts et chaussées Créé en 1995, le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), était à l'origine destiné à financer les expropriations de biens exposés à un risque naturel mettant en danger des vies humaines. Les utilisations de ce fonds qui relèvent d'une décision de l'Etat, ont été élargies, prenant la forme de participations à des opérations conduites par ses propres services ou de subventions à des collectivités locales, à des particuliers ou petites entreprises. Constatant cet état de fait, le rapport expose les problèmes rencontrés dans l'application des mesures, remarque le décalage croissant entre les recettes et les dépenses et regrette une déconcentration inaboutie. Il recommande de redonner une lisibilité technique et politique au FPRNM et d'assurer la cohérence de sa gestion avec celle des crédits budgétaires. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000014/index.shtml</p>	-	-	2007	71 p.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p>Avis de M. Christophe Priou sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 278 volume 1 - Tome III - Écologie, développement et aménagement durables - Volume 1 - Environnement et énergie http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/a0278-tiii-v1.asp</p>	-	-	11 oct. 2007	75 p.	
<p>La ville durable, Perspectives française et européennes, J-M. Offner, C. Pourchez , La Documentation française Problèmes politiques et sociaux n° 933 http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303332109333/index.shtml</p>	-		2007	120 p.	2
<p>Bilan de la loi Littoral et des mesures en faveur du littoral, Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, Secrétariat général de la mer, Paris <i>La loi Littoral, adoptée en 1986, était destinée à protéger et aménager à long terme le littoral français. Vingt ans plus tard, le contexte géographique et le cadre institutionnel d'application de la loi littoral ont beaucoup évolué, l'activité résidentielle, économique et touristique du littoral s'étant confirmée et renforcée. Dans le même temps, les écosystèmes littoraux ont été affectés par des pollutions, une érosion du littoral, une raréfaction de ressources naturelles ainsi que par les premiers effets du changement climatique. Au niveau institutionnel, le changement a été marqué par la planification, les nouveaux modes de gouvernance et le renouvellement d'un cadre communautaire et international. Ce rapport du Gouvernement au Parlement, coordonné par la Diact et le Secrétariat général de la mer, fait le bilan des politiques menées en faveur du littoral au regard des objectifs de la loi (effort de recherche et d'innovation spécifique au littoral, qualité des eaux, prévention des risques naturels et de l'érosion, préservation de la biodiversité et des sites, développement des activités économiques). Il expose quelles sont les dispositions particulières au littoral, reposant sur un équilibre entre aménagement, protection et mise en valeur des espaces littoraux (prise en compte de la loi dans les documents d'urbanisme, évolution de la gestion du domaine public maritime, application de la loi Outre-mer). Il présente enfin les mesures spécifiques en faveur du littoral (instruments fiscaux et incitatifs, appel à projets de la DATAR et du Secrétariat général de la mer).</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000695/index.shtml?xtor=EPR-526</p>	-	-	2007	127 p.	
<p>Contribution au débat national sur l'environnement et le développement durable : synthèse des travaux du Conseil économique et social, B. QUINTREAU, Conseil économique et social, Paris, Journaux officiels, avis et rapports du Conseil économique et social, n° 2007-19 <i>Le concept de «développement durable», officialisé en 1987, désigne un modèle de développement fondé sur l'efficacité économique, le progrès social et le respect de l'environnement. Ce rapport met en évidence les travaux, réalisés de 1999 à 2007, par le Conseil économique et social en matière d'écologie, d'environnement et de développement durable. Il insiste sur l'implication du Conseil pour repenser un modèle de croissance plus respectueux des hommes et de l'environnement et formule des propositions pour y parvenir : tirer les conséquences d'une responsabilité planétaire, favoriser une croissance durable, redéfinir la gouvernance à tous les niveaux, créer une démocratie plus participative, mobiliser les moyens pour faciliter la prise en compte des objectifs du développement durable.</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000672/index.shtml</p>	-	-	2007	148 p.	
<p>La nature dans la ville. Biodiversité et urbanisme. B. REYGROBELLET, Avis et rapports du Conseil économique et social http://www.ces.fr/rapport/Etude_BREYGROBELLET.pdf</p>	-	-	Déc. 2007	182 p.	
<p>La nature dans la ville : biodiversité et urbanisme. B. REYGROBELLET. Conseil économique et social. Paris.</p>	-	-	2007	182 p.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p>Journaux officiels <i>Un bilan est dressé dans un premier temps sur l'évolution de la place de la nature dans la société, le cadre normatif actuel en matière de droit de l'urbanisme et de biodiversité, les politiques de nature dans la ville régionales et locales. Des exemples de réalisations à différentes échelles territoriales sont présentés. Dans le chapitre suivant est traité de l'évolution de l'urbanisme et de l'architecture en relation avec la nature, ce qui permet de confronter la vision actuelle des urbanistes et des naturalistes aux représentations et attentes des citoyens, sans oublier la question des nuisances biologiques et du risque sanitaire associé. Quatre points qui posent des problèmes spécifiques et représentent des enjeux majeurs sont ensuite détaillés : la densité du bâti, les services rendus par la nature, le financement des programmes, la formation et la communication sur la thématique de la biodiversité et de l'urbanisme. Enfin, quelques pistes de réflexions sont proposées en guise de conclusion.</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000752/index.shtml?xtor=EPR-526</p>					

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Marseille	08/11/05	Cne de la Croix-Valmer et a., n° 01MA01755 et n° 01MA01971	Concession de plage naturelle. Caractère remarquable du site : art. L. 146-6 c. urb. Violation de la loi Littoral. Régime de l'enquête publique. Dossier incomplet.	RJE, 2/2007, pp. 239-244, note D. GIRARD	7
CAA Douai	02/03/06	Sté BM Chimie, n° 04DA00565	Environnement. Installation classée. Exploitant. Obligation. Diagnostic des sols. Remise en état. Débitur de l'obligation. Pollution non imputable à l'exploitant	RDI, 3/2007, pp. 252-254, chron. Y. JEGOUZO, F. G. TREBULLE, L. FONBAUSTIER,	
CJCE	30/05/06	Comm. CE c/ Irlande, C-459-03	Manquement d'Etat. Pollution	RTDE, 1/2007, pp. 154-182, note Y. KERBRAT et P. MADALON	
TA Nouvelle Calédonie	14/06/06	Comité Rheebe Nu et M. Raphaël X, n° 0536	Etude d'impact. Enquête publique	RJE, 2/2007, pp. 225-237, concl. J.-P. BRISEUL	1-13
CE, Rec.	10/07/06	Assoc. interdepartale et intercnale pour la protection du lac de Ste-Croix, des lacs et des sites du Verdon et a., n°288108, n° 289396, n° 289777, n° 289968	L'intérêt exceptionnel d'un site justifie l'annulation d'une déclaration d'utilité publique d'une ligne électrique	Env., 1/2007, pp. 15-25, concl. C. VEROT.	4-7
TA Caen, ord.	01/08/06	Sté d'exploitation de gestion et d'études rurales et a., n° 0601367	Le caractère réversible de l'implantation de parcs éoliens confirmé par le juge	Dr. env., 145/2007, pp. 10-11, note L. FAYOLLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
TGI Aix-en-Provence, ord. réf	02/08/06	Fare Sud Association et a., n° 06/01075	Protection de la nature	RJE, 2/2007, pp. 215-224, note M.-F. DELHOSTE	
CE, Rec.	04/08/06	CRILAN et Assoc. « Le réseau sortir du nucléaire », n° 254948	Principe de prévention	LPA, 53/2007, p. 15, note M. STAUB	
CAA Bordeaux, Tab.	31/08/06	Sté arboricole de l'Agenais, n° 04BX00807	Admissibilité de l'exception d'illégalité à l'encontre des plans de prévention des risques naturels. Notion de document d'urbanisme	JCP –A., 5/2007, p. 23, obs. B. PACTEAU	11
CAA Paris	26/09/06	Comité des quartiers Mouffetard et des bords de Seine, n° 03PA01892	Permis de construire. Etablissement public du musée du quai de Branly. Avis de l'architecte des Bâtiments de France. Absence d'erreur manifeste. Convention de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.	RFDA, 1/2007, p. 178	10
CE, Tab.	27/09/06	Cne du Lavandou, n° 275922 et n° 275923	Quelles sont les conditions et la portée d'un classement en espace remarquable protégé au titre de l'art. L. 146-6 ?	BJDU, 1/2007, pp. 40-45, concl. C. DEVYS, obs. L. TOUVET	4
CE, Tab.	27/09/06	Cne du Lanvandou, n° 275924	Que signifie « zone urbanisée » au sens du I de l'article L. 146-4 ?	BJDU, 1/2007, pp. 46-49, concl. C. DEVYS, obs. L. TOUVET	4
CAA Nantes	10/10/06	N° 05NT00783	Concours entre polices des déchets et des installations classées pour la protection de l'environnement	Env., 3/2007, pp. 33-34, note D. GILLIG	
CE, Tab.	18/10/06	Min. d'Etat, Min. de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire c/ M. Bègue, n° 264292 et n° 265147	L'urbanisation des espaces proches du rivage des départements d'outre-mer doit-elle être compatible avec les orientations du schéma d'aménagement régional ?	BJCL, 11/2006, pp. 816-821, concl. M. GUYOMAR RDI 6/2006, pp. 507-510, obs. P. SOLER-COUTEAUX	14
CEDH	02/11/06	Giacomelli c/ Italie, n° 59909/00	La CEDH réaffirme les fondements de sa jurisprudence environnementale.	BDEI, 9/2007, pp. 43-46, note J. N. CLEMENT	
CE	06/11/06	Cnauté de cnes du pays de Honfleur, n° 282539	Peut-on prévoir une zone portuaire dans un site remarquable au sens de l'art. L. 146-6 ?	BJDU, 6/2006, pp. 419-423, concl. Y. AGUILA	
CAA Bordeaux	06/11/06	N° 02BX00757	Zonage et réglementation du POS face à un futur site Natura 2000	Env., 1/2007, p. 38, note J.-M. FEVRIER	4
CJCE	09/11/06	Comm. CE c/ Irlande, C-216/05	Manquement d'Etat. Evaluation des incidences de certains projets sur l'environnement.	REDE, 1/2007, pp. 79-89 REDE, 2/2007, pp. 171-180, comm. B. JADOT.	1

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			Directives 85/337/CEE et 97/11/CE. Législation nationale. Participation du public à certaines procédures d'évaluation contre paiement de redevances.		
CE, Tab.	10/11/06	Assoc. de défense du Rizzanese et de son environnement (ADRE), n° 275013	Déclaration d'utilité publique relative à un équipement hydraulique et schéma directeur d'aménagement des eaux	Env., 1/2007, pp. 28-29, note P. TROUILLY	7
CE, Tab.	15/11/06	Synd. Mixte du parc naturel régional de la montagne de Reims, n° 291056	Implantation d'une ligne à très haute tension dans un parc naturel régional. Portée de la convention d'application de la charte d'un PNR	Env., 1/2007, p. 31, note J-M FEVRIER Dr. adm., 1/2007, pp. 22-23, note P. TROUILLY RDI, 2/2007, pp. 136-137, note L. MARION	7
CAA Douai	16/11/06	MEDD, Sté Valnor, n° 05DA01495	Peut-on installer un centre de stockage de déchets sur un lieu de mémoire ?	AJDA, 4/2007, pp. 199-204, concl. J. LEPERS	
CAA Douai	16/11/06	Soc. française Eoliennes, SA infinivent, n° 05DA480 et n° 05DA1404	Deux illustrations du contrôle du juge administratif sur l'implantation d'éoliennes dans deux secteurs d'un même département	Env., 2/2007, pp. 27-30, note J. L.	10
CJCE	11/01/07	Comm. CE c/ Irlande, C-183/05	Condamnation de l'Irlande pour non respect de la directive « Habitats »	Env., 3/2007, p. 29, note P. TROUILLY REDE, 2/2007, pp. 197-226, concl. P. LEGER	
CJCE	11/01/07	Comm. CE c/ Irlande, C-183/05	Manquement d'Etat. Directive n° 92/43/CEE. Art. 12, pg 1, 2 et 13 et art. 16	REDE 3/2007, pp. 197-226, concl. P. LEGER	
CE, Tab.	11/01/07	MEDD c/ Sté Barbazanges Tri Ouest, n° 287674	Police des installations classées et police des déchets.	BDEI, 8/2007, pp. 53-57, comm. N. FOURNEAU et A. HOURCABIE, Env., 1/2007, pp. 27-28, note P. BILLET JCP-A, 19/2007, pp. 25-29, note P. BILLET	
CAA Bordeaux	06/02/07	N° 04BX00167	Le dossier de demande de permis de construire ne doit comporter la justification du dépôt d'une demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée que si la construction projetée concerne une telle installation	Env., 6/2007, p. 27, obs. D. GILLIG	10
CE	14/02/07	Cnauté cnes Blangy Pont-l'Evêque, n° 290327	Plan de prévention des risques : un cas d'école	JCP-A, 26/2007, pp. 37-42, note P. BILLET	1
CE	15/02/07	Min. Ecologie, n° 294186	L'impossible urgence à suspendre en référé une autorisation d'installation classée	Dr. env., n° 150, juill.-août 2007, pp. 179-181, note X. BRAUD	11
CE, Tab.	19/02/07	Grossi, GFA Fielouse Cardet et a., n° 275263	Nécessité d'une révision partielle de l'acte de déclassement pour le transfert de gestion d'un PNR	BJCL, 2/2007, pp. 339-342, concl. M. GUYOMAR Env., 4/2007, pp. 26-27, note J.-M. FEVRIER JCP-A, 19/2007, pp. 30-32, note P. BILLET	
CAA	20/02/07	N° 04BX01510	Plan d'exposition au bruit et développement de	Env., 5/2007, pp. 13-14, note D. GILLIG	3-10

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
Bordeaux			l'urbanisation		
TA Marseille	08/03/07	Féd. de la Drôme pour la pêche et la protection du milieu aquatique, n° 020142	L'irrecevabilité manifeste du recours de plein contentieux d'une association environnementale	Dr. env., 153/2007, pp. 291-292, note A. COQUE	
CE	12/03/07	MTETM, n° 289031	L'exploitation des plages à l'épreuve de la loi Littoral	BJDU, 2/2007, pp. 108-112, concl. Cgvt P. COLLIN et obs. L. TOUVET Dr. env. 148/2007, pp. 123-124, note L. BORDEREAUX	4
TA Caen	15/03/07	Assoc. Comité de Réflexion, d'Information et de lutte antinucléaire (CRILAN), n° 0601858 et n° 0601600	La loi Littoral à l'épreuve des centrales nucléaires	Dr. env., 149/2007, pp. 155-156, comm. B. BUISSON	
CAA Paris	22/03/07	Assoc. Environnement 56, n° 04PA03258	Du recours formé contre une décision d'agrément	Env., 6/2007, p. 18, note P. TROUILLY	
CAA Bordeaux	05/04/07	Stéphane X., n° 03BX02412	Précisions sur le contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée soumise à permis de construire	Env., 6/2007, p. 26, note D. GILLIG	10
CAA Marseille	12/04/07	Assoc. Fédération pour les espaces naturels et l'environnement, n° 04MA00468,	La notion d'espaces remarquables ou caractéristiques	Constr-urb., 6/2007, pp. 22-23, note P. CORNILLE	
CJCE	18/04/07	Comm. CE c/ Pologne, C-193/07	Natura 2000 – Mesures compensatoires susceptibles de détruire un autre site d'importance communautaire – Sursis à exécution	Etudes foncières, n° 128, juill.-août 2007, p. 36	
TA Amiens	23/04/07	Préfet de la Somme, n° 0601149	Charte de l'environnement. Révision simplifiée de POS portant déclassement en zone d'urbanisation future de parcelles jusqu'à présent classées en zone naturelle. Recommandation 2002/413 du Parlement et du Conseil européen relative à la gestion intégrée des zones côtières	RJE, 4/2007, pp. 477-484, concl. A. CARON	
CE	27/04/07	Cne de Bourgoin-Jallieu et a., n° 304402	OGM et droit à l'information	Dr. env., n° 150, juill.-août/2007, pp. 186-188, note L. VERDIER	1
TA Lille	02/05/07	Assoc. France nature environnement et Groupement de défense de l'environnement de l'arrondissement de	L'Enduro du Touquet : suite et fin	AJDA, 28/2007, pp. 1541-1543, note B. BERNABEU	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		Montreuil-sur-Mer, n° 0602892			
CE, Tab.	11/05/07	Mme Pierres, n° 284681	Candide au Conseil d'Etat ou comment il faut cultiver son jardin selon l'art. L. 2213-25 CGCT	AJDA, 31/2007, pp. 1719-1721, note S. HUL	
CE	11/05/07	Assoc. interdptale. et intercnale pour la protection du lac de Sainte-Croix, de son environnement, des lacs, sites et villages du Verdon, n° 305427	Référé liberté et protection de l'environnement	AJDA, 41/2007, pp. 2262-2265, note K. FOUCHER Env., 6/2007, p. 28, note J.-M. FEVRIER	11
CAA Douai	24/05/07	Réseau ferré de France, n° 06DA01393	Travaux non soumis à enquête publique	JCP A., 46/2007, pp. 18-19, obs. O. MESMIN	
CE, Rec.	06/06/07	Assoc. Le réseau Sortir du nucléaire, n° 292386	Le principe de participation et d'information à nouveau devant le Conseil d'Etat	AJDA, 30/2007, pp. 1659-1664, note M.-B. LAHORGUE Dr. Adm., 8-9/2007, p. 30 Env., 7/2007, pp. 28-29, note P. TROUILLY RJEP, n° 648, déc. 2007, pp. 406-409, note I. LECOMTE et L. TILMANT	1
CE, Rec.	06/06/07	Cne de Groslay, n° 292942	L'application anticipée des plans d'exposition au bruit	AJDA, 28/2007, pp. 1527-1535, concl. Y. AGUILA	
CE	27/06/07	Groupement des exploitants des prairies alluvionnaires de l'estuaire de la Seine, n° 276292	Légalité du décret portant extension de la réserve naturelle nationale de l'estuaire de la Seine	Env., 8-9/2007, p. 25, note J.-M. FEVRIER	
CE, Tab.	27/06/07	M. Mielle, n° 280693	Comment appliquer l'art. L. 160-5 lorsqu'un lotissement est rendu inconstructible par la loi Littoral ?	AJDA, 25/2007, p. 1328 BJDU, 3/2007, pp. 233-236, concl. F. SENERS, obs. J.-C. BONICHOT RDI 5/2007, pp. 449-451, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4-9-11
CAA Bordeaux	02/07/07	MEDD, n° 04BX00786	Contrôle du juge administratif sur le contenu de l'étude d'impact	Env., 11/2007, p. 22, note D. GILLIG	
CJCE	05/07/07	Comm. CE c/ Rép. Italienne, C-255/05	Manquement d'Etat- Evaluation des incidences de certains projets sur l'environnement-valorisation des déchets	REDE, 4/2007, pp. 455- 466	
TA Caen	12/07/07	Assoc. Manche nature, n° 0401746 et n° 0500047	Espaces remarquables et utilisations du domaine public maritime – Art. L. 146-6 et R. 146-2 c. urb.	JCP A., 39/2007, p. 19 et s., note L. BORDEREAUX	
CE	13/07/07	M. Coulomb et a., n° 290963 et n° 290970	En application de sa jurisprudence Groupement forestier des Ventes de Nonant, le CE annule partiellement le décret de classement de la presqu'île de Giens en tant qu'il a, étrangement, laissé de côté une parcelle appartenant au conseil	AJDA, 34/2007, pp. 1882-1885, concl. Y. AGUILA	11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			général.		
CE	13/07/07	Yves et Rémi, n° 290963	Contrôle du juge sur la délimitation du site classé	Env., 10/2007, pp. 22-23, note J.-M. FEVRIER	
CE, Tab.	13/07/07	Syndicat intercommunal pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères de la région de Tournan-en-Brie, n° 294603	Référé de l'art. L. 122-2 c. env. : que signifie « absence d'étude d'impact » ? Suspension de permis de construire et étude d'impact : l'existence formelle connue de l'étude compense son absence matérielle	AJDA, 27/2007, p. 1443, E. ROYER AJDA, 40/2007, pp. 2210-2214, note C. CANS Dr. env., n° 151, sept. 2007, pp. 225-227, concl. Y. AGUILA JCP A, 47/2007, pp. 41-44, note P. BILLET	10-11
CE	25/07/07	Leberger et époux, n° 278990	La fermeture d'un camping exposé à des risques importants d'exploitation excède-t-elle l'aléa que comporte nécessairement une telle exploitation ?	BJCL, 10/2007, nov. 2007, pp. 745-750, concl. D. CHAUVAUX	
CAA Nancy	02/08/07	Marcel X, n° 06NC00626	Contrôle de la délimitation du zonage d'un plan de prévention des risques naturels	Env., 12/2007, pp. 30-31, note J.-M. FEVRIER	
CE, Tab.	07/08/07	Assoc. des habitants du littoral du Morbihan, n° 266668	Primauté de la directive 90/313 sur l'art. L. 124-1 c. env. : un document préparatoire est communicable	AJDA, 29/2007, p. 1563, J.-M. PASTOR BJDU, 4/2007, pp. 272-277, concl. C. LANDAIS, obs. J.-C. BONICHOT JCP A, 50/2007, pp. 19-21, note P. BILLET	1-10
CJCE	20/09/07	Comm. CE c/ Italie, C-304/05	Directive 92/43/CEE « Habitats ». Directive 79/409/CEE « Oiseaux sauvages ». Evaluation des incidences sur l'environnement de travaux d'aménagement de pistes de ski	Etudes foncières, n° 130, nov.-déc. 2007, pp. 50-51, comm. F. HAUMONT et P. STEICHEN	
CAA Lyon	25/09/07	Frapna-Ardèche, n° 05LY00953	Compatibilité des décisions administratives avec un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	Env., 12/2007, pp. 22-23, obs. P. TROUILLY	
TA Lyon	25/09/07	Assoc. Paysages de France, n° 0504097 et n° 0602713	Obligation d'abroger un règlement local de publicité illégal	Env., 12/2007, p. 30, note J.-M. FEVRIER	
TA Marseille	02/10/07	Sté Evere et Préfet des Bouches-du-Rhône, n° 0601072 et n° 0602089	Les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés : simples outils de coordination ou véritables instruments de programmation ?	Dr. env., 154/2007, pp. 315-319, note J.-V. BOREL	
CJCE	04/10/07	Comm. CE c/ Rép. Italienne, C-179/06	La méconnaissance, par un Etat membre, de la directive « Habitats » doit être établie par la Commission européenne avec suffisamment de précisions	Env., 11/2007, p. 20, note P. TROUILLY	
Cass. civ. 1, Bull.	17/10/07	Fare Sud et a. c/ Sté Evere, n° 06-21.054	Etendue de la compétence du juge judiciaire en matière d'installations classées	JCP A, 52/2007, pp. 34-35, note O. RENARD-PAYEN	10

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE	19/10/07	M. et Mme Grima c/ Cne du Lavandou, n° 306074 et n° 306123	Que signifie « agglomérations et villages existants » au sens du I de l'art. L. 146-4 c. urb. ?	BJDU, 4/2007, pp. 262-266, concl. T. OLSON, obs. J.-C. BONICHOT	4
CE, Tab.	12/11/07	Sté Vicat SA, n° 295347	Le contenu de l'étude d'impact d'une carrière	AJDA, 40/2007, p. 2174, obs. C. FAIVRE BJCL, 11/2007, déc. 2007, pp. 813-815, concl. Y AGUILA	
CE, Rec.	21/11/07	Cne de Sausheim, n° 280969	Portée de l'obligation d'information en matière de dissémination d'OGM	AJDA, 41/2007, p. 2229, obs. E. ROYER	
CE, Tab.	21/11/07	Mme Calle-Gruber, n° 291017	Le règlement des zones naturelles des POS doit respecter leur objectif de protection	AJDA, 41/2007, p. 2234, obs. Y. JEGOUZO	

➤ **Code**

- Code de l'environnement commenté, Dalloz, 2007, 2733 p.

➤ **Ouvrages :**

- ALAIN Y.-M. et al., *Evaluation du réseau des réserves naturelles*, MEDAD, Inspection générale des services, mars 2007
- AMIRANTE D., AUDRERIR D., AWAJI T...., *Pour un droit de l'environnement, Mélanges en l'honneur de Michel Prieur*, Dalloz, 2007
- ARBOUCH P., ASKENAZY H., *Prévention et précaution*, Bourin éd., 2007
- CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre, DUROUSSEAU Michel, *La protection de la nature, 30 ans après la loi du 10 juillet 1976*, éd. Presses Universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 2007, 224 p.
- CRA, *Les plans de prévention des risques*, PUAM, 2007
- DEHARBE D., *Les installations classées pour la protection de l'environnement*, Litec, éd. du Jurisclasseur, 2007.
- DELNOY Michel, *La participation du public en droit de l'urbanisme et de l'environnement*, éd. Larcier, coll. Droit immobilier, Bruxelles, 2007, 937 p.
- DROBENKO B., *Copropriété : risques et environnement*, Les cahiers du CRIDEAU, tome 15, Presses Universitaires de Limoges - Pulim, mai 2007
- DROBENKO, *Droit de l'eau*, éd. Gualino, 2007
- GUIGO M. et ALLIER Cl., *Gestion de l'environnement et études d'impact*, 2^e éd., Masson, 2007

- Mélanges en l'honneur de Michel PRIEUR, *Pour un droit commun de l'environnement*, Dalloz, Paris, coll. Etudes, mélanges, travaux, 2007, 1782 p.
- MINISTERE DE L'ECOLOGIE, *Rapport du Gouvernement au Parlement portant bilan de la loi Littoral et des mesures en faveur du littoral*, sept. 2007, 127 p.
- MORAND-DEVILLER J., *Le droit de l'environnement*, 8^e éd., PUF, coll. « Que sais-je ? », 2007
- OFFNER JM. et POURCHEZ C., *La ville durable. Perspectives françaises et européennes*, La Documentation française, Paris, 2007,
- PIGEON P., *L'environnement au défi de l'urbanisation*, Presses universitaires de Rennes, avril 2007
- PITRON F., *La gestion du littoral et les espaces marins*, éd. LGDJ, coll. Politiques locales, Paris, 2007, 109 p.
- PINTON F., *La construction du réseau Natura 2000 en France*, La Documentation française, 2007, 254 p.
- REYGROBELLET B., *La nature dans la ville : biodiversité et urbanisme*, Etude du Conseil Economique et Social, éd. Journaux Officiels, déc. 2007, 182 p.
- ROMI R., *Droit et administration de l'environnement*, 6^e éd, Montchrestien, 2007, 656 p.
- VAN LANG A., *Droit de l'environnement*, PUF, 2^e éd., 2007
- VERNIER J., *L'environnement*, 8^e éd., PUF, Que-sais-je ?, 2007
- ZAVOLI P., *Réglementation de l'affichage publicitaire*, Le Moniteur, 2007

-

6. Patrimoine

➤ Articles de doctrine et rapports publics

Rubrique « Patrimoine »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La décentralisation culturelle. Bilan et perspectives, Olivia BUI-XUAN	AJDA	11	2007	563-570	
Le transfert de propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales, M. LE ROUX	AJDA	39	19/11/07	2117-2124	1
Réforme des autorisations d'urbanisme : le temps du décret, P. PLANCHET	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	4-21	9-10-11
Droit de l'urbanisme et nouveau droit du patrimoine : la philosophie des ZPPAUP, (colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, université de Reims), A-H. MESNARD	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	7-9	
Monuments historiques et abords. Des périmètres de protection intelligents autour des monuments historiques, comm. Décret n° 2007-487, 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et ZPPAUP, Circ. n° 2007-008, 4 mai 2007 relative à l'application du décret n° 2007-487, et Décret n° 2007-817, 11 mai 2007 relatif à la restauration immobilière et portant diverses dispositions modifiant le c. urb., G. GODFRIN	Constr.-urb.	10	Oct. 2007	29-31	
Six communes veillent sur le Loiret, I. BERTHIER	Diagonal	176	2007	14-16	
Travaux sur les monuments historiques et affichage sur les échafaudages, D. n° 2007-645, 30 avril 2007, note J.-M. FEVRIER	Environnement	6	Juin 2007	28-29	
Les travaux du Conseil de l'Europe concernant le patrimoine culturel, la civilisation et le paysage : pour une alliance de la nature, de la culture et du paysage, M. DEJEANT-PONS	Environnement	7	Juill. 2007	9-14	
Musées, bibliothèques, monuments...protéger la patrimoine des risques imprévisibles, H. GIRARD	Gaz. communes	28	09/07/07	22-29	
Le maire et le projet d'architecture, M. HUET	Gaz. communes	36	24/09/07	60-63	
La loi engagement national pour le logement du 13 juill. 2006 et la loi Malraux du 4 août 1962... compatibles ? M. PEISSE	GP	54-55	23-24/02/2007	44-47	8
La réforme des autorisations d'urbanisme et les zones protégées, J-R. ETCHEGARAY	JCP A	7	12/02/2007	61-64	10
Monuments historiques : La publicité au secours du patrimoine, D. ERRARD	MTP	5415	07/09/07	12-13	
Réforme du Code : 20 fiches pratiques de la DGUHC Présentation générale du nouveau régime du permis de construire et des autres autorisations d'urbanisme, F-C BERNARD	MTP	5418	28/09/07	cah. dét. 2	9-10-11
Un statut très « particulier » : le statut des architectes en chef des monuments historiques, comm. Décret n° 2007-1405 du 28 sept. 2007, P. DELVOLVE	RFDA	6	Nov.-déc. 2007	1227-1237	1

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Rapport de M. N. PERRUCHOT sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 276 annexe 8, culture : patrimoines http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/b0276-a8.asp	-	-	11 oct. 2007	44-55	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
TA Caen	06/07/07	Sté Sopa, n° 0601127	Publicité et éloignement des monuments historiques	Dr. env., 10/2007, p. 29, note J.-M. FEVRIER	
CE	20/04/05	Ville de Lille, n° 278186	Projet d'agrandissement du stade de Lille et protection du site classé de la citadelle Vauban	LPA, n° 149, 26/07/2007, p. 13	
CE, Tab. et TA Amiens	11/12/06 13/04/06	SCI Groupement de développement immobilier, n° 281567 Sté Valt, n° 0201476	Annulation de prescriptions de fouilles et engagement de la responsabilité de l'Etat au titre de l'archéologie préventive	RDI 2/2007, pp. 183-186, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Paris	21/12/06	Sté Drive Cars, n° 02PA01477	Publicité dans le champ de visibilité d'un monument historique	Env., 2/2007, p. 37, note J.-M. FEVRIER	
CAA Nantes	06/02/07	Corbin, n° 06NT00985	Permis de construire. L'avis de la DRAC et l'immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques	Constr.-urb., 9/2007, pp. 29-30, note P. CORNILLE	10
CE	09/03/07	Synd. CFDT Culture, n° 285289	La décentralisation menace-t-elle les architectes de bâtiments de France et les architectes en chef des monuments historiques ?	BJCL, 2/2007, pp. 343-346, concl. F. SENERS	1
CE Tab.	12/03/07	Marchand, n° 275287	Construction dans la zone des 500 m d'un immeuble classé : nécessité d'une notice d'impact visuel	BJDU, 2/2007, pp. 130-135, concl. P. COLLIN, obs. L TOUVET Constr.-urb., 4/2007, p. 28, obs. Env., 5/2007, pp. 29-30, note J.-M. FEVRIER JCP A, 27/2007, pp. 30-32, note P. BILLET RDI, 4/2007, pp. 361-362, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
CAA Nancy	10/05/07	Assoc. « Sauver Villette », n° 06NC00038	Quelle est la nature juridique du visa donné par l'architecte des bâtiments de France à un projet de construction ?	Env., 7/2007, p. 32, note D. GILLIG	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CEDH	26/06/07	Perinelli et cts c/ Italie	Terrain constructible au plan d'urbanisme. Interdiction absolue de construire en raison d'un intérêt archéologique. Ingérence légale. Absence de droit à indemnisation en raison de l'immobilisme des propriétaires avant l'édition de l'interdiction de construire	Etudes foncières, n° 129, sept-oct. 2007, p. 45, comm. F. HAUMONT et P. STEICHEN	4

➤ **Ouvrages :**

- SAUJOT C., *Le droit français de l'archéologie*, Cujas, 2007

7. Politiques foncières

➤ Articles de doctrine et rapports publics :

Rubrique « Politiques foncières »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Dossier : Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics L'impact du droit de la concurrence sur la gestion du patrimoine des personnes publiques, H. LEGAL, p. 949-953 Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics : l'exemple de Paris, P.-E. SPITZ, pp. 954-959 Externalisation et protection des biens affectés au service public. Le point de vue d'un universitaire, E. FATOME, pp. 959-961 Externalisation du domaine et protection du service public. Le point de vue d'un notaire, P. LEUFFLEN, pp. 962-963 Les meubles de l'Administration, P. YOLKA, pp. 964-969	AJDA	18	14/05/07	949-969	9
La victoire de l'urbanisme dérogatoire à La Défense, J. TREMEAU	AJDA	42	10/12/07	2307-2311	4-3-9
L'expropriation pour cause d'utilité publique, Chronique de jurisprudence 2005-2006, S. GILBERT, E. SIMONET	AJDI	1	Janv. 2007	20-32	
Détermination des liens juridiques entre l'expropriation et l'occupation temporaire des propriétés privées, S. TRAORE	AJDI	11	2007	819-828	
Le droit de préemption : transparence et cohérence, J. MORAND-DEVILLER	BJDU	6	2006	402-409	
Unité foncière, droit de construire et démembrement de propriété, J.-P. MAS, L. CALMELS	Constr.-urba.	6	Juin 2007	5	10
Le droit de préemption spécifique dans les espaces agricoles et naturels périurbains, étude, J-P. MENG, J-J. FEREC	Defrénois	1	15/01/2007	24 et s.	
Le droit de préemption spécifique dans les espaces agricoles et naturels périurbains, étude (suite), J-P. MENG, J-J. FEREC	Defrénois	2	30/01/2007	107 et s.	
Le droit de priorité résultant de l'article 15 de la loi « E.N.L. », C. BARTOLOMEO	Defrénois	2	30/01/2007	126 et s.	
De la notion de droit de superficie à celle de volume immobilier, J-C CHAPUT et S. ROCHEGUDE	Defrénois	8	30/04/2007	573-580	
L'expropriation indirecte, R. NOGUELLOU	Droit administratif	4	Avril 2007	3	
Réflexions sur le droit des sols : l'expropriation des sites pollués, L. LANOY	Droit de l'environnement	154	Déc. 2007	334-338	5
L'élaboration d'une stratégie foncière en territoire périurbain : quel avenir pour les espaces naturels et agricoles ? M. MACARIO	Droit et Ville	62/2006	Juin 2007	133-153	
La rétrocession des lots de propriété en volume, O. EVEILLARD	Etudes foncières	125	Janv.-fév.	26-29	9

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
			2007		
Les représentations du marché foncier agricole – Dans la gestion des documents d’urbanisme - , G. VIANEY	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	15-19	
La réglementation foncière, cause de la crise du logement, V. BENARD	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	8-11	12
Bilan foncier du territoire – Un cadre méthodologique d’observation et de suivi de l’occupation du sol et de ses changements, G. SCHMITT	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	24-27	
La constructibilité anticipée des terres agricoles, G. GENIAUX, C. NAPOLEONE	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	12-14	
Pays-Bas, Un nouvel outil de la politique foncière, R. VERHAGE	Etudes foncières	128	Juill.-août 2007	22-25	
Les anticipations foncières : logiques de marché et logiques publiques, P. NIKONOFF	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	32-35	
Combien vaut la grotte Chauvet ? R. HOSTIOU	Etudes foncières	129	Sept.-oct. 2007	6-7	
Expropriation. La légalité de la procédure française, H. PAULIAT	Gaz. communes	43	12/11/07		
Droit de préemption. Entre dérives et bonnes pratiques, D. GERBEAU	Gaz. communes	45	26/11/07	28-35	
Droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, A. JACQUIN	GP	206-207	25/07/07	4-9	
La loi Engagement national pour le logement et le droit de l’urbanisme, P. BILLET	JCP A	5	29/01/2007	31-52	1, 3, 4, 10, 12
Bretagne : Mise en place d’un établissement public foncier régional	MTP	5402	08/06/07	35	1
Code général de la propriété des personnes publiques. Guide pratique. Min. de l’Intérieur, DGCL, avril 2007	MTP	5408	20/07/07	cah. dét. 3	9
Safer et DPU : quelques précisions attendues en matière de préemption et de rétrocession, D. n° 2006-1824 du 23 déc. 2006, note F. ROUSSEL	Revue Droit Rural	350	Fév. 2007	45-46	
Les nouvelles mesures juridiques et fiscales intéressant le droit des Safer en 2006, E. DORISON	Revue Droit Rural	353	Mai 2007	14-19	
Transmission par les SAFER aux maires des déclarations d’intention d’aliéner portant sur les biens situés sur les territoires de leurs communes : commentaires administratifs, note de F. ROUSSEL sur la circulaire DGFAR/SDEA/C2007-5008, 13 fév. 2007	Revue Droit Rural	353	Mai 2007	30-31	
Les outils de l’action foncière au service des politiques publiques , (guide), DGUHC, CERTU http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_outils_AF_cle2584c8.pdf			Nov. 2006		
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir rubrique Foncier) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	

➤ Jurisprudence commentée

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CA Nîmes	19/09/05	Soc d'équipement de Nîmes métropole c/ Entreprise Cheraki, RG n° 05-00001, 05-03	Quelle indemnité pour l'expropriation d'une succursale ?	AJDI, 7-8/2007, pp. 583-585, note G. CHEROUATI et A. VIDAL-NAQUET	
CAA Marseille	08/11/05	Cne de la Croix-Valmer et a., n° 01MA01755 et n° 01MA01971	Concession de plage naturelle. Caractère remarquable du site : art. L. 146-6 c. urb. Violation de la loi Littoral. Régime de l'enquête publique. Dossier incomplet.	RJE, 2/2007, pp. 239-244, note D. GIRARD	5
Cass. civ. 3, Bull.	11/05/06	M. Torcheux et cts Hubert c/ SAEDEL et cne de Lèves, n° 05-70020	Expropriation : à peine de déchéance de l'appel le mémoire doit être impérativement déposé dans le délai de deux mois à compter de l'acte d'appel	RDI, 4/2007, pp. 341-342, obs. C. MOREL et L. MARION	
Cass. civ. 3	24/05/06	Mazasi c/ cne d'Aubervilliers, n° 05-18030	Recevabilité d'un pourvoi en cassation et indemnisation du droit au bail	AJDI, 1/2007, pp. 46-47, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3, Bull.	08/06/06	M. Doublet c/ Etablissement public de la Basse-Seine, n° 04-18472	En cas de délégation de l'exercice du droit de préemption, qui peut prendre la décision de préempter et effectuer les formalités de notification et de transmission ?	BJDU, 6/2006, pp. 448-450, obs. F. NESI	
Cass. civ. 3, Bull.	08/06/06	Sté d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) c/ cts Gadchaux, n° 05-70071	Date de référence dans une ZAC soumise à un projet de PAZ arrêté antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi SRU	AJDI, 1/2007, pp. 47-48, obs. R. HOSTIOU BJCL, 3/2007, pp. 156-158, obs. F. NESI	9
CE, Rec.	23/06/06	Sté Actilor, n° 289549	Droit de préemption et théorie de l'urgence	AJDI, 2/2007, pp.150-154, obs. J-F. STRUILLOU	
CE, Rec.	10/07/06	Assoc. interdptale et intercnale pour la protection du lac de Ste-Croix, des lacs et des sites du Verdon et a., n° 288108, n° 289396, n° 289777 et n° 289968	L'intérêt exceptionnel d'un site justifie l'annulation d'une déclaration d'utilité publique d'une ligne électrique	Env., 1/2007, pp. 15-25, concl. C. VEROT.	4-5
CE, Rec.	26/07/06	Min. Equip. c/ cts Revillard, n° 270008	L'expropriation est-elle une prérogative « juridiquement subsidiaire » ?	AJDI, 11/2007, pp. 819-828, note S. TRAORE JCP A, 9/2007, pp. 41-44, note E. CARPENTIER RJEP, 638/2007, pp. 21-29, concl. I. DE SILVA RFDA, 2/2006, pp. 304-313, concl. I. DE SILVA et note R. HOSTIOU,	
CE	04/08/06	Bergeron, n° 278515	Opposabilité de la déclaration d'utilité publique d'une ligne électrique	RJEP, n° 645, août-sept. 2007, pp. 295-297, note P. JOLIVET et S. TSCHÜMPERLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab	06/09/06	France Telecom, n° 289822	L'action du propriétaire consécutivement à l'annulation de l'exercice du droit de préemption : ce qu'il ne peut pas faire	RDI, 6/2006, pp. 518-519, obs. P. SOLER-COUTEAUX AJDA, 3/2007, pp. 155-157, note S. PERIGNON Constr.-urb., 5/2007, pp. 25-27, note G. GOFRIN	11
CAA Versailles	21/09/06	SCP Giacomini-Sambain, n° 05VE00122	Défaut de qualité et d'intérêt du notaire à agir en annulation de la décision de préemption	Constr.-urb., 1/2007, p. 26, note P. CORNILLE	
Cass. civ. 3, Bull.	27/09/06	SA Ozanam c/ cts Ernoul, n° 05-13598	Un bien exproprié doit être rétrocédé s'il n'a pas été utilisé conformément à la déclaration d'utilité publique	RDI, 6/2006, pp. 447-448, obs. C. MOREL	
CE, Tab.	02/10/06	Sté Les Fournels, n° 281506	Utilité publique et intérêts privés : théorie du bilan et détournement de pouvoir	AJDI, 2/2007, pp. 144-146, obs. R. HOSTIOU RDI, 1/2007, pp. 77-78, chron. C. MOREL et L. MARION	11
Cass. civ. 3	11/10/06	Le syndicat des copropriétaires et 64 copropriétaires c/ cnauté d'agglom. Nice Côte d'Azur et commissaire du gouvernement, n° 05-16.037	Indemnisation des parties communes dans une procédure d'expropriation	RDI, 4/2007, pp. 342-343, obs. C. MOREL et L. MARION	
Cass. civ. 3	11/10/06	Merceris c/ Maire de la cne de Courtry, n° 05-16.624	Un bien préempté peut faire l'objet d'une demande de rétrocession si le prix n'est pas réglé dans les 6 mois à compter de la décision d'acquiescer au prix convenu, dès lors que l'acte authentique mentionne des éléments indiquant que la vente est faite dans le cadre de l'exercice du droit de préemption	AJDI, 5/2007, pp. 415-416, obs. A. LEVY BJDU, 1/2007, pp. 71-73, obs. F. NESI	
Cass. civ. 3, Bull.	11/10/06	SEM c/ cts Franchi, l'ARC, Féd. des aveugles et handicapés, Administration générale de l'Assistance publique à Paris, n° 05-13.053 et n° 05-13.595	La date de référence à retenir par les juridictions d'expropriation pour la fixation des indemnités est celle à laquelle le POS est opposable aux tiers.	BJCL, 5/2007, pp. 334-336, obs. F. NESI RDI, 2/2007, p. 135, note C. MOREL	
Cass. civ. 3	11/10/06	Cne Auribeau-sur-Siagne c/ Lagarrigue, n° 05-19.192	Réserves foncières, affectation des biens et droit de rétrocession	AJDI, 6/2007, pp. 489-491, obs. R. HOSTIOU	
CE, Tab.	18/10/06	SCI « Les Tamaris », n° 275643	Expropriation. Demande de rétrocession de biens expropriés. Répartition des compétences. Question préjudicielle. Notion d'équipement collectif	RDI, 1/ 2007, pp. 76-77, chron. C. MOREL et L. MARION	11
Cass. civ. 3, Bull.	18/10/06	Hypolite c/ Safer Réunion, n° 05-17.327	Notification à la Safer du projet de vente soumis à droit de préemption	RD rur., 350/2007, pp. 47-48, note F. ROUSSEL	
Cass. Civ. 3	25/10/06	Cts Bricard et Berlv de	Les conditions imposés au commissaire du gouvernement	RDI, 4/2007, pp. 343-344, obs. C. MOREL	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		Buigne c/ l'Etat et le directeur des services fiscaux de Seine-et-Marne, n° 05-15696	pour conclure dans la procédure d'expropriation		
CE, Tab.	03/11/06	Synd. Intercnal d'assainissement du Nord, n° 293794	Expropriation. Déclaration d'utilité publique. Sursis à exécution. Non-lieu. Ordonnance d'expropriation	RDI, 3/2007, pp. 263-265, chron. C. MOREL et L. MARION,	
Cass. civ. 3, Bull.	06/11/06	N° 05-19.376	Les indemnité d'expropriation ne sont dues qu'à compter de l'arrêt rectificatif désignant un nouveau débiteur	RDI, 2/2007, p. 134, note C. MOREL	
Cass. civ. 3	08/11/06	N° 05-18.915	Il n'y a pas de rupture de l'égalité des armes si les mêmes références produites aux débats le sont par l'expropriant et le commissaire du gouvernement	AJDI, 3/2007, p. 218, note C. MOREL	
Cass. civ. 3, Bull.	08/11/06	Chambre de commerce et d'industrie de Paris, n° 05-17. 462	Une DUP mettant un POS en compatibilité avec un projet d'urbanisme peut-elle étendre le droit de préemption urbain ?	BJDU, 1/2007, pp. 74-76, obs. F. NESI RDI, 2/2007, p. 196, obs. P. SOLER- COUTEAUX Defrénois, n° 9, 15/05/2007, pp. 723-726, note P. BENOIT-CATTIN	
CE, Tab.	10/11/06	Assoc. de défense du Rizzanese et de son environnement (ADRE), n° 275013	Déclaration d'utilité publique relative à un équipement hydraulique et schéma directeur d'aménagement des eaux	Env., 1/2007, pp. 28-29, note P. TROUILLY	5
CE, Tab.	15/11/06	Synd. Mixte du parc naturel régional de la montagne de Reims, n° 291056	L'implantation d'une ligne à très haute tension dans un parc naturel régional. Portée de la convention d'application de la charte d'un PNR	Env., 1/2007, p. 31, note J.-M. FEVRIER Dr. adm., 1/2007, pp. 22-23, note P. TROUILLY RDI, 2/2007, pp. 136-137, note L. MARION	5
Cass. civ. 3	15/11/06	SAFER Alsace c/ Zeller, n° 05-15.475	Droit local et préemption de la SAFER	AJDI, 4/2007, pp. 316-317, obs. S. PRIGENT	
CAA Nancy	16/11/06	Cne de Sessenheim, n° 05NC00319	Une application de l'arrêt Commune de Lamotte- Beuvron	RDI, 2/2007, p. 195, obs. P. SOLER- COUTEAUX	
CEDH	19/11/06	Maupas c/ France, n° 13844-02	La CEDH et le contentieux de l'expropriation	AJDA, 4/2007, pp. 180-185, note R. HOSTIOU	
CAA Bordeaux	20/11/06	S. et préfet de la Charente-Maritime c/ Cne de Fouras, n° 03BX01967	La preuve de l'existence d'un projet justifiant la préemption	Const.-urb., 5/2007, pp. 27-28, note G. GODFRIN	
CE	22/11/06	OPAC Gironde Habitat, n° 295003	Existence d'un projet suffisamment réel et précis lors de l'exercice du DPU pour la réalisation de logements sociaux	Constr.-urb., 2/2007, pp. 23-24, note N. ROUSSEAU	
Cass. civ. 3, Bull.	22/11/06	Cts Mathiss c/ CU Strasbourg, n° 05-19.835	Conditions requises pour la production de comparaison aux débats	AJDI, 3/2007, pp. 218-219, note C. MOREL	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
Cass. civ. 3, Bull.	22/11/06	Auger c/ Cne Clichy-La-Garenne, n° 06-11.311	Conditions de l'octroi de dommages-intérêts en cas d'impossibilité de rétrocéder un bien exproprié	AJDI, 6/2007, pp. 491-492, obs. A. LEVY BJCL, 2/2007, pp. 337-338, obs. F. NESI	
CAA Paris	23/11/06	Ville de Paris c/ Sté Avi, n° 05PA04012	Exécution de l'annulation d'une décision de préemption	Constr.-urb., 5/2007, pp. 25-27, note G. GODFRIN AJDA, 4/2007, pp. 210-213, concl. B. BACHINI RFDA, 1/2007, pp. 180-181 BJDU, 6/2006, pp. 402-409, chr. J. MORAND-DEVILLER	
CE, Tab.	24/11/06	M. O'Dru, n° 277981	Expropriation. Utilité publique. Urgence. Immeuble dégradé. Expulsion. Refus de la force publique	RDI, 3/2007, pp. 262-263, chron. C. MOREL et L. MARION	
Cass. civ. 3, Bull.	06/12/06	Mme de Siebenthel c/ CU Marseille Provence Métropole, n° 05-19.376	Point de départ des intérêts dus	AJDI, 7-8/2007, pp. 585-586, note A. LEVY	
Cass. civ. 3	19/12/06	Delavergne c/ Etat, n° 05-70.070	Absence de propriétaire connu et régularité de l'ordonnance d'expropriation	AJDI, 6/2007, p. 492, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3, Bull.	09/01/07	Cne de Saint Prix c/ cts Bonnet, n° 05-15.439	Foncier de la construction. La voie de fait et l'emprise irrégulière sont de la compétence des juridictions judiciaires.	RDI, 4/2007, pp. 346-347, obs. E. GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK	11
CE	10/01/07	Goblet, n° 292214	Illégalité d'un décret attributif de droit de préemption de la Safer	RD rur., 351/2007, pp. 37-38, note F. ROUSSEL	
Cass. civ. 3	16/01/07	Martin c/ Cne Saint-Savin, n° 05-21.940	Les conclusions du commissaire du gouvernement non notifiées aux parties dans la procédure d'expropriation sont irrecevables	AJDI, 9/2007, p. 671, obs. C. MOREL	11
Cass. civ. 3	16/01/07	Epx Barthel c/ Cnauté de Cnes du Pays de Wissembourg, n° 05-20.479	Les éléments de comparaison à retenir pour évaluer les indemnités	AJDI, 9/2007, pp. 670-671, obs. C. MOREL	
Cass. civ. , Bull.	29/01/07	Avis, n° 06-00018	Expropriation	Bull. C. cass, 2007, n° 659, pp. 7-22, rapport Mme Boulanger, conseiller rapporteur + Obs. Cuinat, avocat général,	
CE	31/01/07	SARL Maia, n° 277715 et n° 277716	Conséquences pour l'acquéreur évincé de l'annulation de la décision de préemption	BJDU, 2/2007, pp. 136-145, concl. C. DEVYS, obs. BONICHOT Constr.-urb., 5/2007, pp. 25-27, note G. GODFRIN	
Cass. civ. 3, Bull.	31/01/07	Sté MRS Maia c/ Ville de Paris, n° 06-12.404	L'expropriation des parties privatives	AJDI, 6/2007, pp. 484-485, obs. P. CAPOULADE Defrenois, 12/2007, pp. 973-974, obs. ATIAS RDI, 3/2007, pp. 261, chron. C. MOREL et L. MARION,	
TA Paris	09/02/07	SCI La Foncière Mariolin. n°	Annulation d'une décision de préemption pour erreur dans	Constr.-urb., 4/2007, pp. 24-25, note P. CORNILLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		0318939-7	la déclaration d'intention d'alinéer		
Cass. civ. 3	13/02/07	Mme Puyjalon c/ Cne de St Germain-les-Belles et le préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, n° D 04-70.192	Une ordonnance d'expropriation est valable lorsque l'arrêté de cessibilité est devenu irrévocable et que les expropriés ont été avertis individuellement du dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire. Il importe également que le procès-verbal d'enquête parcellaire soit adressé avec l'avis du commissaire du Gouvernement dans les délais requis.	RDI, 2/2007, p. 135-136, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	20/02/07	Safer Haute-Normandie c/ Biard, n° 06-11-333	Motivation des décisions de rétrocession : la permanence des objectifs visés dans la décision de préemption n'est pas obligatoire	RD rur., 353/2007, pp. 28, note F. ROUSSEL	
Cass. civ. 3, Bull.	21/02/07	Cne de Bia et cnauté de cnes de Mimizan c/ époux Pereira, n° 06-10.071	Foncier de la construction. La voie de fait résulte de la double constatation d'une emprise irrégulière et non susceptible de se rattacher à un quelconque pouvoir de l'administration.	RDI, 4/2007, pp. 344-346, obs. E. GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK	11
Cass. civ. 3	27/02/07	MM. Adolf Kieffer, Kormann c/ Cnauté de cnes du Pays d'Erstein, n° 06-10.915	Contrairement au principe de l'égalité des armes devant les juridictions d'expropriation les conclusions du commissaire du Gouvernement sont recevables dans le département du Haut-Rhin	RDI, 5/2007, pp. 402-403, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	28/02/07	EPA du secteur IV de Marne-la-Vallée, n° 06-11.922	Droit de rétrocession et indemnisation du préjudice subi par les expropriés dans le cadre de la réalisation de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée	AJDI, 10/2007, pp. 760-762, obs. R. HOSTIOU	
CEDH	06/03/07	N° 43662/98	Le contentieux des « expropriations indirectes »	JCP A, 49/2007, pp. 15-16, note D. SZYMCZAK	
Cass. civ. 3, Bull.	28/03/07	Cts Laguille c/ Ordonnance du juge de l'expropriation du département de la Haute-Garonne, n° 98-70.179	Les articles L. 12-1 et R. 12-2 c. exp. n'exigent ni délai pour le prononcé de l'arrêté de cessibilité, ni sa notification individuelle mais seulement une décision irrévocable de rejet de la juridiction administrative en cas de recours contre l'arrêté.	RDI, 3/2007, pp. 260-261, chron. C. MOREL et L. MARION,	11
Cass. civ. 3	28/03/07	n° 06-11.350	Droit de préemption dans les espaces naturels sensibles et bail emphytéotique	Constr.-urb., 9/2007, pp. 32-34, note G. GODFRIN Droit Env., n° 154, déc. 2007, p. 326, note F. NESI Env., 7/2007, pp. 22-23, note J.-M. FEVRIER	
CAA Bordeaux	03/04/07	G. et L., n° 05BX00082	Ne peut être regardée comme établissant l'existence d'un projet d'aménagement suffisamment précis et certain pour justifier la décision de préemption dans le but de créer des commerces de proximité, la commune qui se borne à se référer à un compte rendu dépourvu de date certaine d'une réunion de travail et à la profession de foi distribuée par le maire dans le cadre de la campagne électorale	JCP A., 42/2007, p. 21, note J.-P. MAUBLANC	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
TA Grenoble	20/04/07	Féd. Rhône-Alpes de protection de la nature, n° 0701073	Quand une ordonnance du juge du référé « <i>spécial environnement</i> » conduit à la suspension d'une déclaration d'utilité publique	AJDA, 27/2007, pp. 1473-1476, note M. DREIFUSS	11
CE, Tab.	25/04/07	Cne Beauregard-de-Terrasson, n° 283016	Du faible contrôle juridictionnel opéré sur une déclaration d'utilité publique modificative	AJDA, 42/2007, pp. 2314-2321, note M. CANEDO-PARIS BJCL, 8/2007, sept. 2007, pp. 569-572, concl. E. PRADA BORDENAVE Dr. Adm., 7/2007, pp. 25-26, note F. MELLERAY	
Cass. civ. 3, Bull.	25/04/07	Durcos c. EPF de Normandie, n° 06-10.662	Annulation du POS et autorité de la chose jugée par le juge de l'expropriation	AJDI, 9/2007, pp. 671-673, obs. R. HOSTIOU	4
CAA Versailles	10/05/07	Cne Montgeron, n° 05VE01455	La notion de compatibilité entre une opération d'utilité publique et les dispositions d'un PLU	JCP A., 31-35/2007, pp. 35-36, note G. PELLISSIER	
CAA Versailles	10/05/07	Min. Int. et Aménag. Terr., n° 06VE01636	L'absence dans l'arrêté attaqué du document qui « <i>expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération</i> » entraîne-t-il l'annulation de celui-ci	BJCL, 9/2007, oct. 2007, pp. 639-644, note G. PELLISSIER JCP A., 40/2007, pp. 23-24, note A. BEAL	
Cass. civ. 3, Bull.	10/05/07	M. et Mme Le Bras, n° 05-21.485	La déclaration d'intention d'aliéner au titre du droit de préemption urbain ne vaut pas au titre des espaces naturels sensibles	AJDA, 28/2007, pp. 1543-1548, note C. DEBOUY Env., 6/2007, pp. 23-24, note J.-M. FEVRIER	
CE, Tab.	31/05/07	SCI Russie, n° 298545	DPU. Précisions sur la condition d'urgence et admission de la motivation par référence au PLH	BJDU, 3/2007, pp. 198-202, concl. L. DEREPAS, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 35, note N. ROUSSEAU RDI, 4/2007, pp. 366-367, obs. P. SOLER-COUTEAUX	3-11
Cass. civ. 3, Bull.	31/05/07	Safer Basse-Normandie c/ Costard, n° 06-13.874	Droit de préemption de la Safer et bâtiments d'exploitation : les dispositions législatives prévalent toujours sur les dispositions réglementaires	RD rur., n° 357, nov. 2007, pp. 46-47, note F. ROUSSEL	
CE	18/06/07	Aouizerate et cne d'Antibes, n° 300320	DPU : caractère substantiel de l'avis des domaines	Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 53-54, note P. CORNILLE	
CAA Bordeaux	18/06/07	N° 04BX01416	L'annulation de déclaration d'utilité publique suite au contrôle du bilan coût/avantages n'est plus chose exceptionnelle	JCP A., 42/2007, pp. 12-13, note M.-T. VIEL	
CAA Nancy	21/06/07	Cnauté urb. de Strasbourg, n° 05NC00453	Procédure de préemption en cas d'adjudication « forcée »	Constr.-urb., 9/2007, pp. 35-36, note P. CORNILLE	
TA Versailles	03/07/07	Sté Résireal et M. et Mme Coué, n° 0610896	Pour être légale une décision de préemption doit répondre à l'exigence, découlant de l'art. L. 210-1 c. urb., de descriptions précises de l'objet en vue duquel est exercé le droit de préemption urbain	Constr.-urb., 10/2007, pp. 27-28, note P. CORNILLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Paris	05/07/07	Cne d'Asnières-sur-Seine et OPHLM des Hauts-de-Seine, n° 07PA00711 et 07PA00713	Les risques de l'annulation d'une décision de préemption	JCP A, 52/2007, p. 17	
CE Tab.	06/07/07	M. Jean-Christophe A., n° 300384	Délibération instituant le droit de préemption urbain et obligation de motivation (non)	AJDA, 26/2007, p. 1382, A. VINCENT BJDU, 3/2007, pp. 203-207, concl. C. DEVYS, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 32, note G. GODFRIN et p. 35, note P. CORNILLE RDI, 4/2007, pp. 365-366, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CEDH	09/07/07	Scordino c/ Italie, n° 43662/98	La satisfaction équitable	AJDA, 35/2007, p. 1918, note J.-F. FLAUSS	
CAA Marseille	09/07/07	Comité de défense de la baie des Anges et pays niçois, n° 03MA2235, 03MA2261, 04MA0486 04MA0487 04MA0499 04MA0538, 04MA0647 et 04MA0691	Articulation des règles de compétences en matière de déclaration publique en raison du retard d'édiction du décret d'application de l'art. 140 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité modifiant l'art. L. 11-2 c. exp	JCP A., 52/2007, pp. 13-14, note S. CHATAIN	
CE	10/07/07	Cne d'Ivry-sur-Seine, n° 294142	Droit de priorité des communes pour acquérir des immeubles appartenant à des établissements publics (art. 30 LOV)	Etudes foncières, 129/2007, pp. 42-43, chron. J.-P. DEMOUVEAUX	
CAA Paris	11/07/07	Ville de Paris, n° 05PA04012, n° 05PA02430, n° 06PA02867	Bail emphytéotique et droit de préemption	Constr.-urb., 9/2007, pp. 32-34, note G. GODFRIN JCP A., 46/2007, pp. 42-44, note P. BILLET	
CE, Tab.	13/07/07	Assoc. de protection de la rentabilité de l'agriculture et de son environnement par rapport aux projets routiers de la zone de Dieppe Sud, n° 288752	L'appréciation des dépenses dans le dossier d'enquête publique	AJDA, 36/2007, pp. 1974-1978, concl. Y AGUILA	
CAA Nancy	02/08/07	Cne de La Chapelle Saint-Luc, n° 06NC00347	Droit de préemption urbain	Etudes foncières, n° 130, nov.-déc. 2007, p. 48, note J.-P. DEMOUVEAUX	
CE, Rec.	03/09/07	Assoc. de sauvegarde du droit de propriété et a., n° 282488 et 282385	Le droit de l'expropriation et les exigences de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales	AJDA, 31/2007, p. 1676, note J.-M. PASTOR AJDI, 11/2007, pp. 849-854, note D. MUSSO JCP A., 43/2007, pp. 30-34, concl. D. CHAUVVAUX RFDA, 6/2007, pp. 1175-1182, note R. HOSTIOU	
TA	18/09/07	Peschel, n° 0610311	Espaces naturels sensibles : Nul besoin d'un projet	Constr.-urb., 12/2007, pp. 30-31, note P. CORNILLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
Versailles			d'ouverture au public pour que la préemption soit légale		
Cass. civ. 3, Bull.	26/09/07	Cne Chamonix Mont-Blanc c/ SARL Devouassoux immobilier, n° 06-17.337	Droit de préemption urbain : Qui doit payer la commission d'agence ?	Constr.-urb., 11/2007, p. 31, note N. ROUSSEAU	
Cass. civ. 3, Bull.	03/10/07	Fondation Franz Weber c/ Safer Rhône-Alpes, n° 06-16.083	Rétrocession par les Safer : sanction de l'inobservation des règles de publicité préalable	RD rur., n° 358, déc. 2007, p. 42, note F. ROUSSEL	
Cass. civ. 2, Bull.	04/10/07	Acti Métal c/ SAGE, n° 06-16.685	Portée de l'appréciation souveraine du juge de l'expropriation en matière d'abandon des biens se trouvant dans les lieux	AJDI, 12/2007, p. 937	
CAA Paris	18/10/07	Sté immob. d'économie mixte de la ville de Paris c/ M. Vacher, n° 05PA04089	Déclaration d'utilité publique et modification du PLU : une ou plusieurs enquêtes publiques	AJDA, 44/2007, pp. 2451-2453, note R. HOSTIOU Etudes foncières, n° 130, nov.-déc. 2007, p. 49, note J.-P. DEMOUEVAUX	4
CE	12/11/07	Sté Globe Invest, n° 295798	Le refus d'aliéner un bien n'épuise pas, à lui seul, les effets d'une décision de préemption	AJDA, 40/2007, p. 2176, obs. Z. AIT-EL-KADI	
CE, Tab.	03/12/07	Cne de Saint-Bon-Tarentaise, n° 306949	Le projet de l'acquéreur évincé est sans influence sur la légalité de la décision de préemption	AJDA, 43/2007, p. 2347, obs. AIT-EL-KADI	

➤ **Ouvrages :**

- CERTU, Ministère de l'Equipement, *Les outils de l'action foncière au service des politiques publiques*, 4^e trim. 2006, 82 p.
- CNCE, *Guide du commissaire-enquêteur ou du bon usage de l'enquête publique*, Classeur et CDROM, 2007, 266 p.
- HOSTIOU René et STRUILLOU Jean-François, *Expropriation et préemption*, 3^e éd., Litec, 2007

8. Fiscalité et participations d'urbanisme

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir notamment financement, TLE, loi ENL) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	
La procédure de contestation des taxes et participations d'urbanisme, S. GLOGOWSKI	AJDA	31	17/09/07	1680-1687	
La nature juridique des participations d'urbanisme (colloque « Les mutations du droit de l'urbanisme » journée d'études en l'honneur du doyen Bernard Touret, 22 mars 2007, université de Reims), M. DEGOFTE	Constr.-urb.	7-8	Juill.-août 2007	10-15	
Participation pour non-réalisation d'aires de stationnement – Codification à législation constante ? (ord. n° 2005-1527 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, art. 7), N. GONZALEZ-GHARBI	Constr.-urb.	10	Oct. 2007	35-36	
Taxe sur les cessions de terrains devenus constructibles : conditions d'application, N. GONZALEZ-GHARBI	Constr.-urb.	11	Nov. 2007	34-36	
La fiscalité en zones humides. Décret n° 2007-511 du 3 avril 2007 pris pour l'application de l'article 1395 D du Code général des impôts et relatif aux modalités de l'engagement de gestion prévu par cet article, note R. ROMI	Droit de l'environnement	149	Juin 2007	161-162	
Financer l'urbanisation, J. LASSERON	Études foncières	126	Mars-avr. 2007	6-7	
La loi engagement national pour le logement du 13 juill. 2006 et la loi Malraux du 4 août 1962... compatibles ? M. PEISSE	GP	54-55	23-24/02/2007	44-47	6
Autorisations d'urbanisme et finances locales, M. MBOUHOU	LPA	223	07/11/07	4	
Renouveau des permis de construire tacites : faut-il s'en inquiéter ?, J.-M. PETIT	MTP	5424	09/11/07	94-95	10
Contributions d'urbanisme , DGUHC http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=494			Janv. 2007		

➤ Jurisprudence commentée

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Rec.	13/07/06	Cne de Montady c/ M. Lopez, n° 266093	Sur quels critères peut être assise la participation des constructeurs au financement d'un programme d'aménagement d'ensemble ?	BJDU, 6/2006, pp. 451-455, concl. S. VERCLYTTE	
TA Paris	20/10/06	M. Claude Vincent, n° 0417216/7	Quelle est la portée juridique du registre des participations ?	BJDU, 6/2006, pp. 456-459, concl. T. CELERIER	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	03/11/06	M. et Mme Cantin, n° 277937	Dans quel délai est-il possible de modifier le montant de la participation pour non réalisation d'aires de stationnement si elle est illégale ?	BJCL, 1/2007, pp. 15-18, concl. D. CHAUVAUX BJDU, 3/2007, pp. 208-212, concl. D. CHAUVAUX, obs. J.-C. BONICHOT Défrenois, 9/2007, pp. 705-706, obs. P. BENOIT-CATTIN	
CAA Versailles	08/02/07	Fresnais et Peltier, n° 05VE02213	Taxes d'urbanisme. Compétence du tribunal administratif en premier et dernier ressort.	JCP A., 25/2007, pp. 22-23	
CAA Marseille	03/05/07	SCI Cap Thalassa, n° 04MA00213	La perception effective, condition de l'action en répétition d'une participation d'urbanisme illégale	JCP A., 31-35/2007, pp. 34-35, note P. BILLET	
TA Paris	06/07/07	Caisse de Crédit Mutuel « Paris 5/6 Saint-Michel », n° 0417005	La redevance pour création de bureaux est-elle due pour l'aménagement d'une agence bancaire ?	BJDU, 3/2007, pp. 213-215, concl. T. CELERIER, obs. J.-C. BONICHOT	
CAA Marseille	06/09/07	SCEA du Domaine des Noës, n° 02MA02529	Affectation des locaux et calcul des taxes CAUE et taxe départementale relative aux espaces naturels sensibles	Env., 12/2007, pp. 25-27, note P. BILLET	
CE, Tab.	10/10/07	Cne de Biot, n° 268205	Du danger de permettre l'urbanisation des zones non équipées	AJDA, 36/2007, p. 1962, note Y. JEGOUZO RDI, 5/2007, pp. 456-458, obs. P. SOLER-COUTEAUX	9

➤ **Code**

- Code de l'expropriation, R. HOSTIOU, Litec, 11^e éd., 2008.

9. Opérations d'aménagement

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La procédure de passation des concessions d'aménagement. Entre le décret du 31 juil. 2006, l'arrêt Auroux et le décret à venir, E. FATOME, L. RICHER	AJDA	8/2007	2007	409-418	
Dossier : Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics L'impact du droit de la concurrence sur la gestion du patrimoine des personnes publiques, H. LEGAL, p. 949-953 Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics : l'exemple de Paris, P.-E. SPITZ, pp. 954-959 Externalisation et protection des biens affectés au service public. Le point de vue d'un universitaire, E. FATOME, pp. 959-961 Externalisation du domaine et protection du service public. Le point de vue d'un notaire, P. LEUFFLEN, pp. 962-963 Les meubles de l'Administration, P. YOLKA, pp. 964-969	AJDA	18	14/05/07	949-969	7
Les contrats de partenariats sont aussi coûteux que les autres modes d'investissement public, F. ROLIN	AJDA	23	25/06/07	1209	
Le régime des recettes dans les contrats publics, D. MOREAU	AJDA	28	30/07/07	1513-1521	
Les contrats de partenariat : laissez-les vivre !, T. REYNAUD	AJDA	31	17/09/07	1673	
Peut-on démultiplier l'usage du partenariat public-privé sans réformer la Constitution, J.-D. DREYFUS	AJDA	39	19/11/07	2105	
La victoire de l'urbanisme dérogatoire à La Défense, J. TREMEAU	AJDA	42	10/12/07	2307-2311	4-7-3
L'association syndicale en lotissement, J.-P. MAS et L. CALMELS	AJDI	9	2007	625-635	1
La soumission à la concurrence des conventions d'aménagement, F. Dieu	BJCL	11	2006	778-785	
Le contrat d'aménagement aujourd'hui : constat et perspectives d'évolution, J.-F. BIZET	BJDU	1	2007	29-39	
Le lotissement soumis à déclaration préalable, R. DUCOURAU	BJDU	2	2007	87-94	
Lotissements et promesse de vente après la loi ENL (retour sur une question délicate), J. TREMEAU	BJDU	6	2006	416-417	
Réforme des autorisations d'urbanisme : le temps du décret, P. PLANCHET	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	4-21	6-10-11
Réforme des lotissements : où en est-on ?, S. PERIGNON	Bull. Act. Droit Aménagement	3	Juill. 2007	3-5	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p><u>Dossier : Grands projets urbains en Europe. Conduire le changement dans les métropoles :</u> Grands projets urbains en Europe : quels enseignements pour l'Ile-de-France ?, P. LECROART et J.-P. PALISSE, pp. 5-27 Stratégies, acteurs et grands projets : quelques repères, P. LECROART, pp. 30-38 Des Docklands à Thames Gateway : rééquilibrer le développement de Londres vers l'est, P. HALL, pp. 39-46 La stratégie d'aménagement de Berlin : planification et projets, H. VON LOJEWSKI, pp. 47-59 Zuidas, Amsterdam : ambitions et incertitudes d'un projet d'un nouveau centre métropolitain, S. MAJLOOR, pp. 60-68 Un nouveau font de mer pour Barcelone : le projet Besos-Forum, M. SODUPE, pp. 69-76 Orestad, moteur de la nouvelle région de l'Oresund, C. ARLUND, pp. 77-84 Porto Antico à Gênes : un projet en accélération, M. BASILE, pp. 85-90 Des stratégies à échelles multiples : expériences comparées de mégaprojets en Europe, W. SALET, pp. 91-100 Grands projets urbains : lieux de convergence des stratégies publiques et privées, L. HALBERT, pp. 101-107 D'un plan à la ville : réflexions sur la conduite des grands projets en Europe, P. LECROART, pp. 111-118 Le projet 22@Barcelona : mutation urbaine d'un espace industriel ou creuset d'innovations ?, A. BROGGI, pp. 119-125 IJburg, les hauts et les bas d'un nouveau quartier (sub)urbain d'Amsterdam, T. LUPI, pp. 126-134 Malmö, Västra Hamnen (Suède) : méthodes et outils d'une mutation urbaine, M. OLSSON et G. ROSBERG, pp. 135-142 Renouvellement urbain de la vallée de la Clyde à Glasgow : partenariat public, projets privés, D. FORSYTH, pp. 143-150 Rotterdam Ville-Port : une nouvelle organisation, une nouvelle approche de l'aménagement portuaire, J. VAN DER WANT, pp. 151-156 Le modèle Nord-Milanais : régénération économique sans projet urbain ?, F. DI CIOMMO, pp. 157-162 Les structures d'aménagement en Europe : une approche comparative, T. VILMIN, pp. 163-171 Politiques d'habitat, mixité sociale et grands projets, B. GUIGOU, pp. 172-179 Les grands projets de quartiers durables, laboratoires écologiques du futur ?, D. SELIER, pp. 180-187</p>	Cahiers de l'IAURIF	146	Juin 2007	187 p.	13
Les critères d'identification de la procédure applicable à l'intérieur du lotissement, J.-P. MAS, L. CALMELS	Constr.-urb.	9	Sept. 2007	7-12	
Effet de loupe sur le partenaire en sa qualité de maître de l'ouvrage, E. POURCEL	Constr.-urb.	10	Oct. 2007	7-14	
L'offre foncière à l'épreuve de la simplification du droit, S. PERIGNON	Constr.-urb.	11	Nov. 2007	1	
Le régime du lotissement revu...mais non corrigé, Ph. ENOIT-CATTIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	23-25	
Projet immobilier avec division foncière : comment appliquer le PLU ?, G. GODFRIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	11-12	
Commentaires administratifs de la prorogation du délai de revente des terrains en faveur des aménageurs de ZAC. Instruction du 21 février 2007, BOI 8-A-1-07, note	Constr.-urba.	4	Avril 2007	29-30	
Urbanisme et délinquance. Loi n° 2007-297, 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, art. 14, note G. GODFRIN	Constr.-urba.	5	Mai 2007	25	0

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'utilisation du contrat en matière d'aménagement et de développement local, J-F. DAVIGNON	Contrats et marchés publics	5	Mai 2007	53-58	
La passation des concessions d'aménagement ou de la difficulté de qualifier certains contrats, H. PAULIAT	Contrats et marchés publics	6	Juin 2007	5-10	
Le lotissement soumis à déclaration préalable, S. PERIGNON	Defrénois	10	30/05/2007	747-757	10
La déclaration préalable de division foncière, J.-P. MAS	Defrénois	11	15/06/2007	817-846	10
L'utilisation du droit de construire en copropriété, S. LELIEVRE et S. CHAIX-BRYAN	Defrénois	13-14	15-30/07/07	917-928	
La subdivision d'un lot de ZAC ou de lotissement, G. DELATTRE et C. BECQUE-DEVERRE	Defrénois	13-14	15-30/07/07	985-996	
Divisions foncières, règles d'urbanisme et gestion de densité, S. PERIGNON	Defrénois	21	15/11/07	1491-1497	
La coopération public-privé dans l'aménagement urbain, J.-M. ROUX	Diagonal	175	2007	19-21	
Veille de droit administratif transnational. Chronique 2007, M. AUDIT L'exercice extraterritorial de la propriété publique, Le contrat public transnational	Droit administratif	8-9	Août-sept. 2007	5-7	
L'avenir des conventions d'aménagement, P. LIGNIERES	Droit administratif	8-9	Août-sept. 2007	43-44	
La rétrocession des lots de propriété en volume, O. EVEILLARD	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	26-29	7
Sortir du régime transitoire du plan d'aménagement de zone, J. LASSERON	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	10-11	
La qualité environnementale des opérations d'aménagement, D. BIDOU	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	13-16	
Une simplification qui complique la procédure du lotissement, R. PETIOT	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	6-7	
La notation des projets urbains, T. ASSELIN et S. GUELTON	Etudes foncières	130	Nov.-déc. 2007	18-22	13
Actes de colloque : Le droit administratif français est-il encore exportable ? Nécessaire adaptation du modèle de la concession, T. DAL FARRA, pp. 29-32 Le modèle français de la concession : conquête ou concurrence ?, pp. 34-36	JCP A	16-18	16/04/2007	29-36	
Lotissement : définition et modalités de contrôle de son autorisation – Composition du dossier de permis d'aménager – L'évolution du lotissement, D. LARRALDE	JCP A	7	12/02/2007	49-51 ; 57-60	
Le « in house » dans tous ses états : du pluri-contrôle public appliqué à l'intercommunalité, E. de FENOYL	JCP A	24	11/06/2007	31-34	1
Propositions sur le thème de la division de l'immeuble (le sol, l'espace et le bâti) du 103 ^e congrès des notaires de France, Lyon, 23-26 sept. 2007	JCP A	40	01/10/07	3-5	
La police administrative de la division du terrain, S. AIT BOUDAUD	LPA	179	06/09/07	11	
Les opérations de divisions soustraites au régime du lotissement par indication expresse de la loi, J.-P. MAS et L. CALMELS	LPA	179	06/09/07	14	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'appréhension d'une troisième dimension, C. SLOBODANSKY	LPA	179	06/09/07	21	
La pertinence de la société d'attribution : d'une technique contractuelle sociétaire à une organisation planifiée du droit de l'urbanisme, J.-C. CHAPUT, S. ROCHEGUDE	LPA	179	06/09/07	29	
Vers une définition des pathologies de fonctionnement de l'immeuble divisé, V. BOCCARA	LPA	179	06/09/07	48	
Nous partageons les mêmes valeurs en matière de division de l'immeuble, C. SLOBODANSKY	LPA	179	06/09/07	58	
La réforme du lotissement, V. GUINOT	LPA	248	12/12/07	3	
Une convention d'aménagement requalifiée en un marché public de travaux, N. CHARREL et L. DUCROUX	MTP	5385	09/02/07	85-87	
Avis de tempête sur l'aménagement, T. MILLETT	MTP	5385	09/02/07	84	
Equipements collectifs : du lotissement au domaine communal, G. STOURM	MTP	5387	23/02/07	93	
Contrats publics. Retour sur l'arrêt « Auroux », R. GRANJON et J.-F. BIZET	MTP	5391	23/03/07	84-85	
La définition du lotissement a changé, F. BOURDON	MTP	5391	23/03/07	482	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 5 : Le permis d'aménager	MTP	5402	08/06/07	98	10
La réforme du permis valant division, V. GUINOT	MTP	5405	29/06/07	108-109	10
Code général de la propriété des personnes publiques. Guide pratique. Min. de l'Intérieur, DGCL, avril 2007	MTP	5408	20/07/07	cah. dét. 3	7
Réforme du Code : 20 fiches pratiques de la DGUHC Présentation générale du nouveau régime du permis de construire et des autres autorisations d'urbanisme, F.-C. BERNARD	MTP	5418	28/09/07	cah. dét. 2	6-10-11
Des études de sécurité obligatoires pour certains projets d'aménagement, P. SAVIN	MTP	5419	05/10/07	100	
Un nouveau recours qui préserve la sécurité juridique des contrats publics, D. CASAS	MTP	5422	26/10/07	106-108	
Les conséquences de l'abandon d'un projet d'aménagement, G. LE CHATELIER	MTP	5423	02/11/07	168-169	
Lotissements, divisions de l'immeuble et opérations complexes après la réforme de 2007, H. PERINET-MARQUET	RDI	3	Mai-juin 2007	205-215	
Concession d'aménagement : décret du 31 juil. 2006, obs. J.-D. DREYFUS	RDI	6	Nov- déc. 2006	483-485	
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir notamment grandes opérations d'urbanisme, bilan loi ENL art. 20) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	

➤ Jurisprudence commentée

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
Cass. civ. 3, Bull.	08/06/06	Sté d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) c/ cts Gadchaux, n° 05-70071	Date de référence dans une ZAC soumise à un projet de PAZ arrêté antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi SRU	AJDI, 1/2007, pp. 47-48, obs. R. HOSTIOU BJCL, 3/2007, pp. 156-158, obs. F. NESI	7
CAA Bordeaux	20/11/06	Epx X, n° 03BX00962	La prescription fixant irrégulièrement les délais ouverts pour réaliser les travaux est divisible de l'autorisation de l'édicant	Constr.-urb., 2/2007, pp. 22-23, note P.-E. DURAND	
CJCE	18/01/07	Auroux c/ cne de Roanne, C-220/05	La concession d'aménagement au crible de la jurisprudence communautaire	AJDA, 8/2007, pp. 409-418, E. FATOME, L. RICHER AJDA, 21/2007, pp. 1124-1126, chr. E. BROUSSY, F. DONNAT et C. LAMBERT Comm. Fédération des SEM : http://www.fedsem.fr/ Dr. adm., 5/2007, pp. 32-33, note A. ALONSO GARCIA « Qualification des contrats d'aménagement en droit communautaire » Dr. adm., 8-9/2007, pp. 43-44, note P. LIGNIERES et J. DUVAL JCP A, 7/2007, pp. 18-24, note C. DEVES ; JCP A, 37/2007, pp. 13-14, note O. DUBOS ; Drefrénois, 9/2007, pp. 715-722, J.-P. MENG ; RDP, n° 5, 2007, pp. 1329-1353, note S. BRACONNIER LPA, n° 146, 23/07/2007, p. 16, note H. DE GAUDEMAR	
CAA Douai, Tab.	25/01/07	Assoc. Stella 2000, n° 06DA00488	Une association ne peut exciper de l'illégalité de l'autorisation de lotir pour demander l'annulation du certificat délivré en application de l'art. R. 315-36 c. urb.	JCP A, 46/2007, pp. 21-22, obs. O. MESMIN	10 ?
CAA Bordeaux	19/03/07	Cne Villenave-d'Ornon, n° 03BX01944	Illustration positive de la règle énoncée à l'art. R. 315-30 c. urb.	JCP A., 42/2007, pp 19-20, note J.-P. MAUBLANC	
TA Lyon	22/03/07	Jean Auroux, n° 0205404	La qualification de la concession d'aménagement devant le juge national : dénouement ou simple péripétie ?	JCP A., 21/2007, pp. 43-46, note C. DEVES	
CE, S.	06/04/07	Min. Agriculture c/ M. et Mme Blondeau, n° 265702	Les conditions de contestation des actes relatifs à une opération d'aménagement foncier	RFDA, 3/2007, pp. 632-634 RFDA, 4/2007, pp. 736-743, concl. D. CHAUVAUX	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CJCE	19/04/07	Asociacion Nacional de Empresas Forestales, C-295/05	La Cour de justice précise la notion de marché in house	AJDA, 21/2007, pp. 1125-1126, chr. E. BROUSSY, F. DONNAT et C. LAMBERT	
Cass. civ. 3	09/05/07	N° 06-12474	Démolition d'un mur édifié en violation d'un cahier des charges d'un lotissement	RDI, 4/2007, pp. 336-337, obs. F-G. TREBULLE	
CAA Nantes	05/06/07	Sté TGB Aménagement, n° 05NT01414	Délai d'instruction d'une autorisation de lotir et loi du 12 avril 2000	AJDA, 37/2007, pp. 2039-2040, note D. ARTUS	
CE, Tab.	18/06/07	ASL des propriétaires du lotissement Te Maru Ata, n° 289336	Lotissement illégal et légalité d'une autorisation de travaux ultérieure	AJDA, 24/2007, p. 1273 BJDU, 3/2007, pp. 194-197, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT	10-11
TA Versailles	22/06/07	Buffet, n° 0505044	La validation législative des conventions publiques d'aménagement encore une fois mise à mal	JCP A., 31-35/2007, p. 11, note A. PELCRAN JCP A., 42/2007, pp. 22-25, note G. TERRIEN	
CE, Tab.	27/06/07	M. Mielle, n° 280693	Comment appliquer l'art. L. 160-5 lorsqu'un lotissement est rendu inconstructible par la loi Littoral ?	AJDA, 25/2007, p. 1328 BJDU, 3/2007, pp. 233-236, concl. F. SENERS, obs. J.-C. BONICHOT RDI, 5/2007, pp. 449-451, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4-5-11
CAA Paris, Tab.	05/07/07	Cne de Levallois-Perret, n° 07PA00560 et n° 07PA00561	Les suites de l'annulation pour défaut de cause du refus de résilier une convention publique	AJDA, 38/2007, pp. 2089-2091, note J.-D. DREYFUS	
Cass. civ. 3	11/07/07	Bellon et a. c/ sté civile La Favorite et a., n° 06-14566	Lotissement. Le notaire est responsable de ne pas détecter la valeur commerciale d'un cahier des charges	Constr.-urb. 10/2007, pp. 33-34, note P. CORNILLE	
CE, Tab.	10/10/07	Cne de Biot, n° 268205	Du danger de permettre l'urbanisation des zones non équipées	AJDA, 36/2007, p. 1962, note Y. JEGOUZO RDI, 5/2007, pp. 456-458, obs. P. SOLER-COUTEAUX	8

➤ **Ouvrages :**

- BONAMY P., PELCRAN A., *Les concessions d'aménagement en pratique*. Instruments juridiques de la ZAC, Litec, 2007, 234 p.
- GUERARD Stéphane (dir.), *Regards croisés sur l'économie mixte – approche pluridisciplinaire droit public et droit privé*, L'Harmattan, 2006, 423 p.

10. Autorisations d'occupation des sols

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Dossier : La réforme des autorisations d'urbanisme, contributions de B. PHEMOLANT, F. PRIET, S. PERIGNON, Y. JEGOUZO	AJDA	5/2007	2007	230-253	
Intégrer l'urbanisme commercial dans l'urbanisme général, J.-F. JOYE	AJDA	20	04/06/07	1063-1071	4-3
La nouvelle réforme des certificats d'urbanisme, J. TREMEAU	BJDU	1	2007	21-28	
Une petite histoire du permis de construire et de ses réformes, P. BAFFERT	BJDU	1	2007	2-8	
La réorganisation du champ d'application du permis de construire, C. BENOIT	BJDU	1	2007	9-14	
La nouvelle procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'occupation du sol : la maîtrise des délais, Y. PITTARD	BJDU	1	2007	15-20	
La réorganisation des dispositions relatives au tourisme, C. MAUGUE	BJDU	2	2007	82-86	4
Les plans locaux d'urbanisme et la réforme des autorisations d'urbanisme, J.-P. STREBLER	BJDU	4	2007	250-256	4
Redéfinition du périmètre et du régime du permis de démolir, G. GHAYE	BJDU	4	2007	257-260	
Réforme des autorisations d'urbanisme : le temps du décret, P. PLANCHET	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	4-21	6-9-11
Editorial. Le décret et la loi, J.-P. LEBRETON	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	2-3	12
Editorial. A la veille de la réforme des autorisations d'urbanisme, Y. JEGOUZO	Bull. Act. Droit Aménagement	3	Juill. 2007	2-3	
Editorial : Entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme, Y. JEGOUZO	Bull. Act. Droit Aménagement	4	Nov. 2007	2-3	
Le nouveau régime des autorisations d'urbanisme et la protection de l'environnement, P. BILLET	Constr.-urb.	9	Sept. 2007	13-17	5
Le Conseil de la concurrence préconise une réforme radicale de la législation de l'équipement commercial, M.-A. RENAUX et J.-A. FRESNEAU	Constr.-urb.	11	Nov. 2007	2-3	
Les instruments d'application de l'ordonnance relative aux autorisations d'urbanisme, S. TRAORE	Constr.-urba.	2	Fév.2007	7-10	
Quelques réflexions sur le champ d'application et la procédure de délivrance des nouvelles autorisations d'occuper le sol, P. CORNILLE, N. ROUSSEAU	Constr.-urba.	3	Mars 2007	12-15	
La procédure commune aux trois permis : pas moins de 134 articles ! Ph. BENOIT-CATTIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	17-20	
Certificat d'urbanisme : information en silence..., G. GODFRIN,	Constr.-urba.	3	Mars 2007	15-16	
La conformité des travaux, Ph. BENOIT-CATTIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	21	
Unité foncière, droit de construire et démembrement de propriété, J.-P. MAS, L. CALMELS	Constr.-urba.	6	Juin 2007	5	7
Le lotissement soumis à déclaration préalable, S. PERIGNON	Defrénois	10	30/05/2007	747-757	9

Rubrique « Autorisations d'urbanisme »

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La déclaration préalable de division foncière, J.-P. MAS	Defrénois	11	15/06/2007	817-846	9
La simplification et la sécurisation des autorisations d'urbanisme par le décret du 5 janvier 2007, C. DENIZEAU	Droit administratif	3	Mars 2007	7-18	
Autorisations d'urbanisme : Délais d'instruction et décisions tacites, P. BOULISSET et N. BEAL	Etudes foncières	128	Juill.-août 2007	26-27	
Mettre de l'urbanisme dans « l'urbanisme commercial », P. DUGOT	Etudes foncières	130	Nov.-déc. 2007	23-24-33	
Autorisation de construire : les 10 pièges à éviter, N. POLUBOCSKO et E. LANDOT	Gaz. communes	37	01/10/07	62-66	
Urbanisme. Réforme du Code : 20 fiches pratiques, F.-C. BERNARD, K. DESTARC	Gaz. communes	41	29/10/07	Cah. dét.	
La loi Engagement national pour le logement et le droit de l'urbanisme, P. BILLET	JCP A	5	29/01/2007	31-52	1, 3, 4, 7, 12
Permis de démolir - Déclaration préalable - Procédure commune aux permis et aux déclarations préalables – Régime commun aux permis et aux déclarations préalables – Contrôle de la conformité des travaux – Composition du dossier de permis de construire, D. LARRALDE	JCP A	7	12/02/2007	36-48 ; 52-54	
Le champ d'application du permis de construire et de la déclaration de travaux, C. PISANI	JCP A	7	12/02/2007	30-35	
Le décret réformant le droit de l'urbanisme, F. BOUYSSOU	JCP A	7	12/02/2007	25-29	4, 11
La réforme des autorisations d'urbanisme et les zones protégées, J-R. ETCHEGARAY	JCP A	7	12/02/2007	61-64	6
Le nouveau permis valant division, S. PERIGNON	JCP A	7	12/02/2007	54-56	
Réforme des autorisations d'urbanisme : un report bien cavalier, P. BILLET	JCP A	21	21/05/2007	3-4	
La simplification de la procédure d'agrément des locaux ou installations en région Ile-de-France, P. BILLET	JCP A	48	26/11/07	3-4	
Diviser l'immeuble, les notaires au service de la précision, C. SLOBODANSKY	LPA	179	06/09/07	33	
Le permis de construire enfin simplifié, J. DEQUEANT	MTP	5381	12/01/07	10-11	
Réforme du permis de construire, J-D DREYFUS, B. KERN	MTP	5383	26/01/07	Cahier dét.	
Le nouveau souffle du permis de construire, K. DESTARAC	MTP	5383	26/01/07	100-103	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 1 : Présentation de la réforme	MTP	5398	11/05/07	66-67	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 2 : Les nouvelles autorisations d'urbanisme	MTP	5399	18/05/07	79	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 3 : Le certificat d'urbanisme	MTP	5400	25/05/07	103	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 4 : Le permis de construire	MTP	5401	01/06/07	77	
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire Fiche n° 5 : Le permis d'aménager	MTP	5402	08/06/07	98	9
Droit de l'urbanisme : 20 fiches pratiques pour maîtriser la réforme du permis de construire	MTP	5403	15/06/07	105	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Fiche n° 6 : La déclaration préalable					
Fiche n°7 : le permis de démolir. K. DESTARAC	MTP	5404	22/06/07	99	
La réforme du permis valant division, V. GUINOT	MTP	5405	29/06/07	108-109	9
Les formulaires de la réformes du permis de construire et des autorisations d'urbanisme	MTP	5405	29/06/07	Cah. dét. n°2	
Fiche n°8 : les travaux sur constructions existantes. K. DESTARAC	MTP	5405	29/06/07	112	
Peut-on refuser un permis de construire éolien pour atteinte à la sécurité ? P. ELFASSI et J.-L. TIXIER	MTP	5406	06/07/2007	88	
Peut-on refuser un permis de construire éolien pour atteinte à la sécurité ? P. ELFASSI et J.-L. TIXIER	MTP	5406	06/07/07	88	
Les changements de destination. Fiche pratique n°9. K. DESTARAC	MTP	5406	06/07/2007	91	
Réforme du Code : Fiche pratique. Les changements de destination, K. DESTARAC	MTP	5406	06/07/07	91	
Grenoble prépare la réforme de l'urbanisme, Entretien avec L. GAILLARD, Directeur de l'urbanisme de Grenoble	MTP	5411	10/08/07	38-39	
Permis de construire : Attention aux pièges de la péremption !, G. LE CHATELIER	MTP	5414	31/08/07	50-51	
Autorisations d'urbanisme. Sécurité juridique : ombres et lumières de la réforme, M. SERROR FIENBERG et J. ROUACH	MTP	5418	28/09/07	104-106	11
Réforme du Code : Fiche pratique. Présentation générale du nouveau régime du permis de construire et des autres autorisations d'urbanisme, F-C BERNARD	MTP	5418	28/09/07	cah. dét. 2	6-9-11
Autorisations d'urbanisme : le champ du contrôle s'est restreint, Y. JEGOUZO	MTP	5418	28/09/07	107	
Notice explicative pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable, MEDAD	MTP	5420	12/10/07	cah. dét. 2	
Avis n° 07-A-12 du 11 octobre 2007 du Conseil de la Concurrence sur la législation relative à l'équipement commercial	MTP	5423	02/11/07	cah dét 1 pp. 2-12	
Urbanisme commercial : revaloriser le permis de construire, J. DEQUEANT	MTP	5423	02/11/07	171	
Renouveau des permis de construire tacites : faut-il s'en inquiéter ?, J.-M. PETIT	MTP	5424	09/11/07	94-95	8
Urbanisme commercial : une réforme vraiment nécessaire, D. DEBAUSSART	MTP	5431	28/12/07	50-51	
Commissions départementales d'équipement commercial : conditions de composition, F. ROSE-DULCINA	MTP	5431	28/12/07	52	1
Colloque : les nouvelles règles de la rénovation immobilière Le nouveau champ des autorisations ou déclarations d'urbanisme en matière de rénovation, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	1	Janv-fév. 2007	1-6	
Colloque : les nouvelles règles de la rénovation immobilière Réforme de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation. De l'affectation à l'usage., P. WALLUT	RDI	1	Janv-fév. 2007	9-12	
Colloque : les nouvelles règles de la rénovation immobilière	RDI	1	Janv-fév.	7-8	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La cadre administratif de la rénovation urbaine, B. LAMORLETTE			2007		
Dinocrate et Damoclès. Architecture et architectes au regard de la réforme des autorisations de construire, M. HUET	RDI	3	Mai-juin 2007	217-222	
L'impact de la loi ENL sur le droit de l'urbanisme, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	6	Nov- déc. 2006	407-416	1, 3, 4, 12
Tourisme rural et règles d'occupation des sols, P. BILLET	Revue Droit Rural	354	Juin-Juill./2007	32-35	
Le changement de destination des bâtiments agricoles (à propos de l'art. L. 123-3-1 c. urb.), E. DORISON et S. DEHAUDT	Revue Droit Rural	355	Août-sept. 2007	40-45	4
La réforme des autorisations d'urbanisme, C. MAUGUE et E. CREPEY	RFDA	3	Mai-juin 2007	535-546	
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir réforme du permis de construire) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=442	-	-	2007	-	
Rapport de M. Hervé Mariton sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 276 annexe 19 - Écologie, développement et aménagement durables - Transports routiers, ferroviaires, fluviaux et maritimes - Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route <i>Voir : la réforme du permis de construire</i> http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/b0276-a19.asp#P8545_449954	-	-	11 oct. 2007	221-222	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Rec.	28/09/05	Jean-Paul YX, n° 266208	Equipement commercial	LPA, n°140, 13/07/07, p. 20, note A. GRABOY-GROBESCO	
TA Nice	24/05/06	Baracco, n° 02-05432	Autorisations d'urbanisme et ouvrages concomitants divisibles	Constr.-urb., 1/2007, pp. 25-27, note P.-E. DURAND	
TA Marseille	22/06/06	Soc. AVIMMO SA/ Cne de Joucas	Les huguenots, les chevaliers de Maltes en Lubéron et l'art. L. 111-3 al. 2 c. urb.	Dr. env., 145/2007, pp. 18-19 note A. COQUE	4
CAA Paris	11/07/06	Mme Mausay, n° 03PA03707	Urbanisme commercial. Autorisation. Commission départementale d'équipement commercial. Procédure. Rapport d'instruction. Communication tardive. Vice de procédure.	RFDA, 1/2007	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Nantes, Rec.	18/07/06	Sté Anse de Toulvern, n° 05NT00628	Les conditions du retrait d'un permis de construire	AJDA, 1/2007, pp. 36-37, obs. D. ARTUS RFDA, 1/2007, p. 177	
CE	21/07/06	M. et Mme Marincovic, n° 278085	Permis de construire. Titre habilitant à construire. Propriétaire apparent. Mitoyenneté. Copropriété	Defrénois, n° 9, 15 mai 2007, chron. P. BENOIT-CATTIN et J.-P. MENG	
CE, Tab.	27/07/06	Min. Transports c/ M. Patouille, n° 287836	Un permis de construire modificatif permet-il de reprendre une construction interrompue par une ordonnance de suspension ?	BJDU, 6/2006, pp. 464-468, concl. E. GLASER	
CAA Marseille	04/09/06	Moracchini, n° 04MA02245	Certificat d'urbanisme et POS	JCP A., 23/2007, pp. 13-14, obs. S. DELIANCOURT	4
CAA Paris	26/09/06	Comité des quartiers Mouffetard et des bords de Seine, n° 03PA01892	Permis de construire. Etablissement public du musée du quai de Branly. Avis de l'architecte des Bâtiments de France. Absence d'erreur manifeste. Convention de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.	RFDA, 1/2007, p. 178	5
TA Amiens	05/10/06	Assoc. syndicale du Lys-Chantilly, n° 0602270	Le juge peut-il suspendre le permis de construire nonobstant un arrêté interruptif de travaux	Constr.-urb., 4/2007, pp. 21-22, note P. CORNILLE	11
CEDH	10/10/06	Pessino c/ France, n° 40403-02	Construction sans permis ou avec un permis suspendu : quelle différence au regard du droit pénal de l'urbanisme ? Exécution des travaux après la notification d'un sursis à exécution ordonné par le TA. Non constitutif d'infraction pénale à défaut de précédent jurisprudentiel	AJDA, 23/2007, pp. 1257-1260, note E. CARPENTIER et J. TREMEAU Etudes Foncières, 125/2007, pp. 42-43, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN RDI 2/2007, pp. 196-197, obs. P. SOLER- COUTEAUX	11
CE, Rec.	12/10/06	Mlle Cavallo ép. Cronier, n° 292263	Dans quelles conditions peut être retiré un permis de construire ?	BJDU, 6/2006, pp. 433-438, concl. Y. STRUILLLOU Defrénois, 15/05/2007, pp. 703-705, note P. BENOIT-CATTIN	11
CAA Versailles, Tab.	18/10/06	Cne de Juvisy-sur-Orge, n° 04VE00238	Permis de construire. Titre habilitant à construire. Propriétaire apparent. Mitoyenneté. Copropriété	Defrénois, n° 9, 15 mai 2007, pp. 698-700, chr. P. BENOIT-CATTIN et J.-P. MENG	
CAA Nancy	19/10/06	Cne de Schiltigheim, n° 05NC00146	Le déféré préfectoral ne suspend pas le délai de retrait du permis par la mairie	Constr.-urb., 2/2007, p. 21, note P. CORNILLE RFDA, 1/2007, pp. 179-180.	
CAA Bordeaux	23/10/06	Aubelle, Prunier, n° 03BX02301	Le déféré préfectoral ne suspend pas le délai de retrait du permis par la mairie	Constr.-urb., 2/2007, p. 21, note P. CORNILLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	25/10/06	MTETM c/ Mme Duckstein, n° 289515	Des travaux opérant un changement de destination, même partiel, nécessitent un permis de construire	RDI, 6/2006, pp. 512-514, obs. P. SOLER-COUTEAUX Dr. adm., 1/2007, pp. 30-31, note E. G BJDU, 6/2006, pp. 439-441, concl. E. GLASER	
CE, Tab.	27/10/06	SNC LIDL, n° 278226	Un permis de construire ne peut être transféré que s'il est en vigueur au moment où l'autorité administrative se prononce	Constr.-urb., 1/2007, pp. 24-25, note P.-E. DURAND RDI, 6/2006, pp. 514-515, obs. P. SOLER-COUTEAUX BJDU, 2/2007, pp. 118-121, concl. D. CASAS, obs. J.-C. BONICHOT	11
CAA Bordeaux	02/11/06	Staneck c/ cne de Saint-Paul, n° 04BX01608	Formalisme du retrait du PC obtenu par fraude	Constr.-urb., 2/2007, pp. 21-22, note N. ROUSSEAU JCP A, 24/2007, p. 17, obs. J.-P. MAUBLANC	
CE	06/11/06	Sté Cogedim, n° 258565	Comment apprécier la hauteur d'un bâtiment ?	BJDU, 2/2007, pp. 122-129, concl. L. VALLEE, obs. L. TOUVET	4
CAA Bordeaux	06/11/06	Assoc. des Belles dames, n° 03BX00390	Une autorisation d'urbanisme « superfétatoire » ne fait pas grief	AJDA, 2/2007, pp. 100-102, note P. E. DURAND Constr.-urb., 2/2007, pp. 20-21, note G. GODFRIN	11
TA Clermont-Ferrand	07/11/06	Gungah, n° 0601027,	Nature de la délibération du conseil municipal qui vise à écarter la règle de constructibilité limitée	Constr.-urb., 3/2007, pp. 34-35, note S. DELIANCOURT	4
CE, Tab.	10/11/06	MTETM c/ Degrenne, n° 283201	Comment combiner le dispositif anti-mitage avec l'art. L. 111-1-2 ?	BJDU, 1/2007, pp. 64-66, concl. C. VEROT	4
CAA Douai	16/11/06	Sté française Eoliennes, SA infinivent, n° 05DA00480 et n° 05DA01404	Deux illustrations du contrôle du juge administratif sur l'implantation d'éoliennes dans deux secteurs d'un même département	Env., 2/2007, pp. 27-30, note J. L	5
TA Limoges	23/11/06	Dauriat et a. c/ Cne Isle et Cnauté agglo de Limoges, n° 0500801	Aire d'accueil des gens du voyage et droit de l'urbanisme : la sécurité prise en défaut	JCP A., 27/2007, pp. 33-36, note P. BILLET	4-11-12
CE	01/12/06	Cne de Saint-Denis, n° 294131	Contenu du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme	Constr.-urb., 1/2007, p. 23, note G. GODFRIN Defrénois, n° 9, 15 mai 2007, pp. 701-703, note P. BENOIT-CATTIN	
CE réf., Tab.	01/12/06	Sté GFLBI, n° 296543	Le PADD peut fonder un sursis à statuer	BJDU, 3/2007, pp. 183-187, concl. M.-H. MITJAVILE et obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 1/2007, pp. 22-23, note G. GODFRIN RDI, 2/2007, pp. 191-192, obs. P. SOLER-COUTEAUX LPA, n° 234, 22/11/2007, note N. FOUILLEUL	4
CE, Tab.	11/12/06	Ville de Paris. n°	Le certificat de conformité ne contrôle pas le	Constr.-urb., 5/2007, p. 24, note P. CORNILLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		274851	changement de l'usage de l'immeuble après travaux	RDI 2/2007, pp. 192-193, obs. P. SOLER- COUTEAUX	
CE, Tab.	13/12/06	M. Mme Caitucoli, n° 284237	Sur le droit de contester la décision initiale autorisant la construction d'un ouvrage endommagé par un sinistre dont la reconstruction à l'identique est sollicitée	RDI 2/2007, pp. 189-190, obs. P. SOLER-COUTEAUX,	11
CAA Nantes	19/12/06	Sté Expan Lanvallay, n° 05NT01988 et n° 05NT01989	Commission départementale d'équipement commercial, composition	AJDA, 13/2007, pp. 683-686, chron. D. ARTUS	1
CAA Lyon	28/12/06	Assoc. « SOS Parc Paul Mistral », n° 05LY01535	De la pluralité de permis de construire se rapportant à un ouvrage indivisible	Constr.-urb., 4/2007, pp. 22-24, note P. E. DURAND	
CE	29/12/06	SCI La Source, n° 274681	Conditions du retrait des autorisations de clôture	MTP, n°5395, 2007, cah. dét. n° 1, pp. 7-8	
CAA Bordeaux	29/12/06	Cne Balma, n° 03BX01646	Quelles sont les conditions de la péremption d'un permis de construire tacite dont le retrait a été suspendu ?	JCP A., 24/2007, pp. 16-17, obs. A. PARIENTE RDI, 4/2007, pp. 363-365, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
CE, Tab.	12/01/07	Fernandez, n° 274362	Faut-il tenir compte de la destination initiale ou de l'usage effectif de l'immeuble pour apprécier un changement de destination avec travaux ?	BJDU, 3/2007, pp. 188-193, concl. M.-H. MITJAVILE et obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb. 4/2007, p. 22, note P. CORNILLE RDI 2/2007, pp. 188-189, obs. P. SOLER- COUTEAUX Défrénois, 9/2007, pp. 707-711, obs. J.-P. MENG	
CE, Tab.	22/01/07	M. Ducommun, n° 279284	Hauteur maximale des constructions	BJDU, 2/2007, pp. 122-129, concl. R. KELLER, obs. L TOUVET Etudes Foncières, 125/2007, p. 41, chr. J.-P. DEMOUVEAUX JCP A., 31-35/2007, pp. 37-38, note P. BILLET	4
CE	22/01/07	Cne de Saint-Nom-la-Bretèche, n° 279058 et n° 279295	Comment apprécier le respect des dispositions relatives aux plantations ?	BJDU, 6/2006, pp. 442-447, concl. Y. AGUILA	
CE	24/01/07	Mme Poupelin, n° 282637	Intérêt pour agir d'une commune à l'encontre d'un permis de construire délivré par son maire	Etudes Foncières, 125/2007, pp. 40-41, chr. J.-P. DEMOUVEAUX	
CAA Douai, Tab.	25/01/07	Assoc. Stella 2000, n° 06DA00488	Une association ne peut exciper de l'illégalité de l'autorisation de lotir pour demander l'annulation du certificat délivré en application de l'art. R. 315-36 c. urb.	JCP A, 46/2007, pp. 21-22, obs. O. MESMIN	9 ?
CAA Marseille	25/01/07	SCI Vector, n° 05MA01425	Les travaux entrepris pour terminer une structure en béton inachevée et ainsi la transformer en véritable construction peuvent-ils bénéficier de la jurisprudence	Constr.-urb., 4/2007, pp. 25-26, note P. E DURAND	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			Selker ?		
CE	26/01/07	Sté Logidis, n° 278642	La représentation des maires en Commission départementale d'équipement commercial : elle est régulière et peut reposer sur différents textes	Constr.-urb., 4/2007, pp. 27-28, note M.-A RENAUX	1
CE, Tab.	26/01/07	Assoc. la Providence, n° 297991	Annulation et suspension de l'exécution du permis de construire	MTP, n° 5397, 2007, cah. dét. n° 1, pp. 13-14	
CE	05/02/07	Cne Correns, n° 294594	Urgence à suspendre l'exécution d'un refus de permis de construire et préservation des espaces naturels	Env., 4/2007, pp. 35-36, note D. GILLIG	11
CAA Bordeaux	06/02/07	N° 04BX00167	Le dossier de demande de permis de construire ne doit comporter la justification du dépôt d'une demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée que si la construction projetée concerne une telle installation	Env., 6/2007, p. 27, obs. D. GILLIG	5
CAA Nantes	06/02/07	Corbin, n° 06NT00985	Permis de construire. L'avis de la DRAC et l'immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques	Constr.-urb., 9/2007, pp. 29-30, note P. CORNILLE	6
CAA Marseille	08/02/07	Joseph X., n° 04MA02390	En l'absence de toute définition, la notion de « <i>vue directe</i> » utilisée par l'art. 7 d'un règlement local d'urbanisme correspond à celle de « <i>vue droit</i> » au sens de l'art. 678 c. civ.	Constr.-urb., 4/2007, pp. 24-25, note P. E DURAND Constr.-urb., 6/2007, pp. 29-30, note P. CORNILLE	
CAA Bordeaux	20/02/07	N° 04BX01510	Plan d'exposition au bruit et développement de l'urbanisation	Env., 5/2007, pp. 13-14, note D. GILLIG	3-5
CAA Marseille	21/02/07	N° 03MA00068	Les travaux de construction portant sur une installation classée relevant du régime de l'autorisation sont soumis à la procédure d'étude d'impact	Env., 5/2007, pp. 27-28, note D. GILLIG	1
CAA Bordeaux	22/02/07	N° 02BX00376	La légalité d'une autorisation de mise en service d'une installation classée s'apprécie au regard des dispositions du POS/ PLU applicable au terrain d'assiette de cette installation	Env., 5/2007, pp. 25-26, note D. GILLIG	4
CAA Bordeaux	06/03/07	G., n° 04BX01885	Ne méconnaît pas l'exception apportée à la règle de constructibilité limitée le préfet qui refuse de délivrer le permis sollicité en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune aux fins de transformer un bâtiment à usage agricole en maison d'habitation, dès lors que le motif d'intérêt communal tiré de la lutte contre la désertification des campagnes est insuffisant pour établir l'intérêt d'une commune à l'édification	JCP A., 42/2007, pp. 19-20, note J.-P. MAUBLANC	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			d'une maison d'habitation dans une zone à vocation essentiellement agricole		
CAA Paris	08/03/07	Cne de Meudon, n° 03PA04100	Annulation du permis de construire en raison d'un POS devenu illégal	AJDA, 23/2007, pp. 1254-1257, concl. B. BACHINI	
CE Tab.	12/03/07	Marchand, n° 275287	Construction dans la zone des 500 m d'un immeuble classé : nécessité d'une notice d'impact visuel	BJDU, 2/2007, pp. 130-135, concl. P. COLLIN, obs. L TOUVET Constr.-urb., 4/ 2007, p.28, obs. Env., 5/2007, pp. 29-30, note J-M FEVRIER JCP A, 27/2007, pp. 30-32, note P. BILLET RDI, 4/2007, pp. 361-362, obs. P. SOLER-COUTEAUX	6
CE	12/03/07	Cne de Lancieux, n° 280326	Comment appliquer la loi Littoral dans les espaces proches du rivage ?	BJDU, 1/2007, pp. 50-53, concl. C. LANDAIS, obs. J.-C. BONICHOT	4
CAA Marseille	15/03/07	N° 04MA01996	Permis de construire et système d'assainissement non collectif	Env., 6/2007, pp. 29-30, note D. GILLIG	1
CAA Versailles	15/03/07	EARL Franquet, n° 03VE02338	Précisions sur le champ d'application de l'art. L. 111-3 c. rur.	Env., 8-9/2007, p. 29, note D. GILLIG JCP A., 40/2007, p. 24, note G. PELLISSIER	
CAA Versailles	15/03/07	N° 04VE02898	Ne faudra-t-il plus demain l'autorisation du syndicat pour déposer un permis sur un immeuble en copropriété ?	Constr.-urb., 6/2007, pp. 29, note P. CORNILLE	
CAA Bordeaux	20/03/07	Sté Loca-Parc Loisirs, n° 04BX01119	Est irrégulière la décision du maire qui autorise l'extension du périmètre d'un terrain de camping de 199 à 224 emplacements au vu d'une simple notice d'impact	JCP A., 42/2007, p. 20, note J.-P. MAUBLANC	
CAA Marseille	29/03/07	N° 05MA00158	Atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique et régularisation d'un permis de construire initial	Env., 6/2007, pp. 30-31, note D. GILLIG	
CAA Versailles	29/03/07	Assoc. pour la défense de l'environnement de Jouy-en-Josas, n° 06VE01147	Quand le respect du COS dépend des stipulations de la promesse de vente !	Constr.-urb., 9/2007, pp. 28-29, note G. GODFRIN RDI, 5/2007, pp. 451-453, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4
TA Grenoble	29/03/07	Mme Fatima Ghazi, n° 0304980	Un recours gracieux peut-il être oral ?	AJDA, 24/2007, pp. 1305-1309, concl. F. GARDE	11
CE	04/04/07	N° 275463	Comment déterminer l'autorisation d'urbanisme qu'il convient de solliciter pour la mise en conformité d'une construction irrégulière ?	Constr.-urb. 6/ 2007, p. 30, note N. ROUSSEAU	
CAA Bordeaux	05/04/07	Stéphane X., n° 03BX02412	Précisions sur le contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée	Env., 6/2007, p. 26, note D. GILLIG	5

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			soumise à permis de construire		
CAA Bordeaux	05/04/07	N° 04VE02898	Ne faudra-t-il plus demain l'autorisation du syndicat pour déposer un permis sur un immeuble en copropriété ?	Constr-urb. 6/ 2007, p. 29, note P. CORNILLE	
CAA Marseille	12/04/07	Palmade, Cne Ramatuelle, n° 04MA02240	Partie non actuellement urbanisée de la commune	Constr-urb., 6/2007, p. 22, note P. CORNILLE	4
CAA Marseille	12/04/07	N° 04MA02573	Permis anonyme : permis annulé !	Constr-urb., 6/2007, pp. 28-29, note P. CORNILLE	
CE	07/05/07	Soc. Immobilière de la banque de Bilbao et de Viscaya d'Ibarritz, n° 282311	Certificat d'urbanisme. Quelles sont les conditions d'engagement de la responsabilité d'une commune pour violation de la loi Littoral ?	BJDU, 3/2007, pp. 216-222, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 31	11
CAA Douai, Tab.	09/05/07	Assoc. Bois-Guillaume Réflexion, n° 06DA00943	Quelles sont les conséquences de l'annulation d'un POS sur les permis de construire ultérieurement délivrés ?	Constr.-urb., 10/2007, pp. 32-33, note P. CORNILLE	11
CE	16/05/07	SCI La Batisienne, n° 280100	Comment interpréter les dispositions du règlement d'un POS sur les constructions existantes ?	BJDU, 3/2007, pp. 179-182, concl. L. VALLEE, obs. J.-C. BONICHOT	4
CAA Bordeaux	21/05/07	Sté Guyenne Négoce, n° 04BX00374	L'arrêté du préfet fixant la composition de la commission départementale d'équipement commercial doit-il préciser l'identité des membres ?	BJCL, 11/2007, déc. 2007, pp. 805-807, concl. P. POUZOULET	
Cass. civ. 3 Bull.	23/05/07	N° 06-11.889	De l'importance des informations entourant la vente d'un bien situé en zone inondable	RDI, 5/2007, pp. 396-399, obs.	
CEDH	24/05/07	Paudicio c/ Italie, n° 77.606-01	Construction en infraction aux règles d'urbanisme. Jugement ordonnant la démolition. Non-exécution. Violation de l'art. 1 du 1 ^{er} Protocole	Etudes foncières, n° 128, juill.-août 2007, p. 37, comm. F. HAUMONT et P. STEICHEN	
CAA Lyon	24/05/07	Sté Ets Pierre Fabre, n° 04LY00262	Sur le caractère nominatif de l'arrêté de composition de la Commission départementale d'équipement commercial	Constr.-urb., 9/2007, pp. 36-37, note N. ROUSSEAU	
CE, Rec.	25/05/07	MTETM, n° 277960	Une construction peut être nécessaire à l'exploitation agricole nonobstant son éloignement de l'exploitation. Les dérogations au principe d'interdiction des changements d'affectation des locaux à usage d'habitation revêtent-elles un caractère personnel ou réel ?	BJCL, 10/2007, nov. 2007, concl. Y. STRUILLOU RDI, 4/2007, p. 360, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	30/05/07	SCI Agyr, n° 288519	Déclaration de travaux : retrait d'une décision implicite de non opposition	BJDU, 4/2007, pp. 288-292, concl. C. LANDAIS et obs. Constr.-urb., 9/2007, note N. ROUSSEAU MTP, 5415, 07/09/07, cah. dét. n° 1, pp. 3-4	
CE, Tab.	30/05/07	Copede, n° 292741	Contenu du dossier de demande de permis de construire. Comment déterminer la surface à partir de laquelle le recours à un architecte est obligatoire ?	BJDU, 4/2007, pp. 267-271, concl. C. LANDAIS Env., 8-9/2007, pp. 29-30, note J.-M. FEVRIER RDI, 4/2007, pp. 360-361, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	15/06/07	Charles C. c/ cne Châteauneuf-du-Rhône, n° 300208	Référé-suspension en matière de permis de construire : l'urgence présumée	BJDU, 3/2007, pp. 228-232, concl. C. DEVYS et obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 52-53, note P. CORNILLE JCP A., 31-35/2007, pp. 38-40, note P. BILLET	11
CE, Tab.	18/06/07	ASL des propriétaires du lotissement Te Maru Ata, n° 289336	Lotissement illégal et légalité d'une autorisation de travaux ultérieure	AJDA, 24/2007, p. 1273 BJDU, 3/2007, pp. 194-197, concl. C. VEROT et obs. J.-C. BONICHOT	9-11
CAA Bordeaux	26/06/07	Cne de Toulouse, n° 05BX01660	Déclaration de travaux. Réalisation d'une piscine découverte.	Constr.-urb. 10/2007, pp. 31-32, note P. E. DURAND	
CAA Marseille	28/06/07	Sté d'exploitation Energie Sud, n° 05MA01007	Utilisation de l'art. R. 111-21 c. urb. et permis de construire d'éoliennes	Env., 11/2007, p. 31, note J.-M. FEVRIER	4
TA Bastia	28/06/07	Boettcher, n° 0600569	Faute de l'administration et indemnisation du préjudice pour certificat d'urbanisme erroné	Constr.-urb., 10/2007, p. 28, note P. CORNILLE	11
CAA Bordeaux	05/07/07	Mme Richard et M. Bougerolle, n° 05BX00191	Champ d'application dans le temps du décret modifiant le régime du délai de validité du permis de construire	AJDA, 36/2007, pp. 1994-1997, note P. E. DURAND	
CE Tab.	06/07/07	Cne Saint-Paul-Trois-Châteaux, n° 298744	La transmission du permis de construire à la DDE ne fait pas courir le délai du déféré préfectoral	BJDU, 3/2007, pp. 237-241, concl. C. DEVYS, et obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 11/2007, pp. 32-33, note P. CORNILLE RDI, 4/2007, pp. 362-363, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
Cass. civ. 3	10/07/07	N° 06-16.811	De l'importance des informations entourant la vente d'un bien situé en zone inondable	RDI, 5/2007, pp. 396-399, obs.	
CE, Tab.	13/07/07	Syndicat intercommunal pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères de la région de Tournan-en-Brie, n° 294603	Référé de l'art. L. 122-2 c. env. : que signifie « absence d'étude d'impact » ? Suspension de permis de construire et étude d'impact : l'existence formelle connue de l'étude compense son absence matérielle	AJDA, 27/2007, p. 1443, E. ROYER AJDA, 40/2007, pp. 2210-2214, note C. CANS Dr. env., n° 151, sept. 2007, pp. 225-227, concl. Y. AGUILA JCP A., 47/2007, pp. 41-44, note P. BILLET	5-11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	13/07/07	Cne de Sanary-sur-Mer, n° 294721	Un permis de construire délivré à la suite d'une ordonnance de référé est par nature provisoire	AJDA, 27/2007, p. 1441, A. VINCENT RDI, 5/2007, pp. 454-456, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
CE, Rec.	20/07/07	Soc. Immobart, n° 278611	Une demande d'indemnité au maire agent de l'Etat doit être transmise au préfet	AJDA, 35/2007, pp. 1943-1946, concl. C. LANDAIS	
CE, Tab.	25/07/07	Min. Emploi, Cohésion Sociale et Logement c/ M. Caballero, n° 277960	Nature des autorisations de transformation de logements en locaux professionnels. Le caractère personnel des dérogations d'urbanisme	AJDA, 28/2007, p. 1500, M.-C. DE MONTECLERC RFDA, 6/2007, pp. 1238-1244, concl. Y. STRUILLOU	
CE, Tab.	07/08/07	Assoc. des habitants du littoral du Morbihan, n° 266668	Primauté de la directive 90/313 sur l'art. L. 124-1 c. env. : un document préparatoire est communicable	AJDA, 29/2007, p. 1563, J.-M. PASTOR BJDU, 4/2007, pp. 272-277, concl. C. LANDAIS et obs. J.-C. BONICHOT JCP A, 50/2007, pp. 19-21, note P. BILLET	1-5
TA Montpellier	02/09/07	Scheidt et a., n° 07-03227	Le délai de recours ne court pas faute d'affichage du permis visible depuis une voie publique	Env., 10/2007, pp. 31-32, note J.-M. FEVRIER	
CE	14/09/07	SCI de Ternay, n° 299308	Construction sur une parcelle enclavée bénéficiant d'une servitude de passage	MTP, 5429, p. 85 + cah. dét. n° 1 pp. 15-16	
TA Amiens	18/09/07	Cne Brest, n° 0500855	Quel est le délai de retrait municipal d'un permis de construire sur recours gracieux du préfet ?	Constr.-urb., 12/2007, p. 32, note P. CORNILLE	
TA Amiens	18/09/07	M. Leterne, n° 0502793	Un maire ne peut s'opposer à l'édification d'une clôture pour des motifs autres que ceux tenant à la libre circulation des piétons	AJDA, 43/2007, p. 2399	
TA Amiens	18/09/07	Sté. Energieteam	La consultation irrégulière d'un conseil municipal entraîne l'irrégularité du refus de permis de construire opposé par le préfet	AJDA, 43/2007, p. 2399	
Cass. Crim., Bull.	18/09/07	N° 07-80.804	Distinction entre construction sans permis et construction avec permis illégalement retiré	Constr.-urb., 12/2007, pp. 34-35, note O. CHAMBORD	11
Cass. crim., Bull.	18/09/07	N° 06-88.171	Le juge pénal doit vérifier que le permis de construire tacite retiré par l'administration était illégal	Dr. Env., n° 154, déc. 2007, p. 327, note D. GUIHAL	
CAA Versailles	20/09/07	SNC Coprim Résidences c/ Uffi Versailles, n° 05VE01502	Sur la qualité du vendeur d'immeuble à construire pour déposer un permis de construire modificatif	Constr.-urb., 12/2007, pp. 14-15, note C. SIZAIRE	
CE, Tab.	26/09/07	Syndicat des copropriétaires de l'immeuble du 2, rue de la Paroisse, n° 288514	Délai de recours des tiers contre une décision de non-opposition à une déclaration de travaux	AJDA, 34/2007, p. 1850, note A. VINCENT BJDU, 4/2007, pp. 293-296, concl. E. PRADA BORDENAVE et obs. B. PHEMOLANT RDI, 5/2007, pp. 453-454, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	26/09/07	Mme Labeaume, n° 290059	Dans quelles conditions un acte administratif peut-il être retiré sur la demande de l'intéressé ?	BJDU, 4/2007, pp. 278-281, concl. Cgvt E. PRADA BORDENAVE, obs. J.-C. BONICHOT	
CE, Tab.	10/10/07	Cne Toulouse, n° 248908	Les travaux sur les murs mitoyens doivent réunir l'accord des deux propriétaires	AJDA, 36/2007, p. 1962, note Y. JEGOUZO Constr.-urb., 12/2007, pp. 32-33, note N. ROUSSEAU JCP A, 48/2007, pp. 35-36, note G. PELLISSIER	
CE	10/10/07	Assoc. de défense de l'environnement d'une usine située aux Maisons à St-Jory-Lasbloux, n° 277314	Des constructions constituant un ensemble indivisible doivent faire l'objet d'un permis de construire unique	BJDU, 4/2007, pp. 282-287, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 11/2007, pp. 29-30, note P. E. DURAND	
Cass. com.	16/10/07	N° 06-13.805	Garanties des vices cachés et défaut de permis de construire	Constr.-urb., 12/2007, pp. 22-23, note O. CHAMBORD	
Cass. civ. 1, Bull.	17/10/07	Fare Sud et a. c/ Sté Evere, n° 06-21.054	Etendue de la compétence du juge judiciaire en matière d'installations classées	JCP A, 52/2007, pp. 34-35, note O. RENARD-PAYEN	5
Cass. crim., Bull.	30/10/07	N° 06-88.355	Quid du délit d'utilisation du sol non conforme aux règles d'urbanisme en cas d'annulation du POS ?	Dr. Env., n° 154, déc. 2007, pp. 327-328, note D. GUIHAL	4
CE, Rec.	12/11/07	METATM c/ Cne de la Talaudière, n° 281345	Quelle doit être la précision d'un projet d'intérêt public pour qu'il justifie un sursis à statuer ?	AJDA, 40/2007, p. 2174, obs. J.-M. PASTOR Constr.-urb., 12/2007, pp. 31-32, note G. GODFRIN	
CE, Rec.	14/11/07	M. Raysseguier, n° 305987	Usufruit successif et intérêt à agir contre un permis de construire	AJDA, 40/2007, p. 2176, obs. A. VINCENT Constr.-urb., 12/2007, p. 34, note G. GODFRIN	11

- **Ouvrages :**

- BERNARD François-Charles et DURAND Patrick, *Le nouveau régime des autorisations d'urbanisme*, Le Moniteur, coll. Guides juridiques, 2007
- BOULISSET Philippe, *Permis de construire et autres autorisations d'urbanisme*, éd. Delmas, 1^{ère} éd., 2007
- CEJUAP, *La réforme des régimes d'autorisation d'urbanisme : simplification, sécurisation, clarification ?*, Edilax, 2007
- CITEAU Benoît, BOULISSET Philippe et LEGIER Patrick, *Permis de construire et autres autorisations d'urbanisme*, coll. Encyclopédie Delmas, éd. Delmas, octobre 2007, 778 p.

- DUFLOT A., *Permis de construire, mode d'emploi, n° 241. Le nouveau permis de construire : procédures, responsabilités, recours et contentieux*, éd. du Puits Fleuri, 2007
- HOCREITERE P et MENG J-Ph., *La réforme des autorisations d'urbanisme*, éd. Berger-Levrault, 2007, 430 p.
- RICARD M., *Le permis de construire*, Le Moniteur, 5^e éd., novembre 2007, 558 p.
- VIVIANO M., *Manuel pratique du nouveau permis de construire*, Ed. du Papyrus, mai 2007

11. Contentieux

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Réflexions sur la dimension morale du détournement de pouvoir, C. BALLANDRAS-ROZET	AJDA	41	03/12/07	2236-2242	
Le droit pénal de l'urbanisme : risques et opportunités, P. BONFILS	BJDU	2	2007	95-98	
Réforme des autorisations d'urbanisme : le temps du décret, P. PLANCHET	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	4-21	6-9-10
Les recours abusifs à l'encontre de permis de construire et leur traitement potentiel sur un plan pénal, Y. DOUSSET	GP	297-298	24/10/07	21-22	
Le décret réformant le droit de l'urbanisme, F. BOUYSSOU	JCP A	7	12/02/2007	25-29	4, 10
Autorisations d'urbanisme. Sécurité juridique : ombres et lumières de la réforme, M. SERROR FIENBERG et J. ROUACH	MTP	5418	28/09/07	104-106	10
Réforme du Code : Fiche pratique. Présentation générale du nouveau régime du permis de construire et des autres autorisations d'urbanisme, F-C BERNARD	MTP	5418	28/09/07	cah. dét. 2	6-9-10
L'application des dispositions de l'article L. 600-1 aux plans de prévention des risques naturels ou du caractère attractif du code de l'urbanisme, F. DIEU	RDI	2	Mars-avril 2007	103-109	0, 5
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 (voir rubrique contentieux) http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/article.php?id_article=442	-	-	2007	-	

➤ Jurisprudence commentée

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Douai	29/03/06	Cne de Gouvieux, n° 06DA01087	Zonage : classement d'une parcelle construite et desservie en secteur naturel	Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 51-52, note N. ROUSSEAU	4
CAA Douai	11/05/06	Cnauté urbaine Lille métropole, n° 05DA00209	Intérêt à agir	JCP A 8/2007, pp. 21-22, obs. O. MESMIN	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Nancy	11/05/06	X, n° 04NC00689	Habitat social- Implantation des logements sociaux sur le territoire communal. Contrôle du juge- contrôle minimum	RDI, 1/2007, pp. 79-80, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ	12
CAA Versailles	22/06/06	Mme Nicole Guiteau, n° 05VE00087	Qu'est-ce que le pignon d'un bâtiment ?	BJDU, 6/2006, pp. 428-432, concl. G. PELLISSIER	4
CAA Lyon, Tab.	02/07/06	SCI Plein sud c/ Cne de Val-d'Isère, n° 03LY01742	Condition d'appréciation du bien fondé d'une requête en démolition d'un ouvrage public dont le permis de construire a été annulé	Constr.-urb., 1/2007, pp. 28-29, note N. ROUSSEAU	
CE	10/07/06	Cts Sabban, n° 267943	La responsabilité de l'administration peut-elle être engagée en cas de carence à faire respecter la législation de l'urbanisme ?	BJDU, 6/2006, pp. 460-463, concl. E. PRADA BORDENAVE	
CAA Bordeaux, Tab.	31/08/06	Sté arboricole de l'Agenais, n° 04BX00807	Admissibilité de l'exception d'illégalité à l'encontre des plans de prévention des risques naturels. Notion de document d'urbanisme	JCP A., 5/2007, p. 23, obs. B. PACTEAU	5
CE, Tab.	06/09/06	France Telecom, n° 289822	L'action du propriétaire consécutivement à l'annulation de l'exercice du droit de préemption : ce qu'il ne peut pas faire	RDI 6/2006, pp. 518-519, obs. P. SOLER-COUTEAUX AJDA, 3/2007, pp. 155-157, note S. PERIGNON Constr.-urb., 5/2007, pp. 25-27, note G. GOFRIN	7
CE, Tab.	02/10/06	Sté Les Fournels, n° 281506	Utilité publique et intérêts privés : théorie du bilan et détournement de pouvoir	AJDI, 2/2007, pp. 144-146, obs. R. HOSTIOU RDI, 1/2007, pp. 77-78, chr. C. MOREL et L. MARION	7
TA Amiens	05/10/06	Assoc. syndicale du Lys-Chantilly, n° 0602270	Le juge peut-il suspendre le permis de construire nonobstant un arrêté interruptif de travaux	Constr.-urb., 4/2007, pp. 21-22, note P. CORNILLE	10
CEDH	10/10/06	Pessino c. France, n° 40403-02	Construction sans permis ou avec un permis suspendu : quelle différence au regard du droit pénal de l'urbanisme ? Exécution des travaux après la notification d'un sursis à exécution ordonné par le TA. Non constitutif d'infraction pénale à défaut de précédent jurisprudentiel	AJDA, 23/2007, pp. 1257-1260, note J. TREMEAU et E. CARPENTIER Etudes Foncières, 125/2007, pp. 42-43, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN RDI 2/2007, pp. 196-197, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
Cass. crim., Bull.	10/10/06	N° 06-81841	Arrêté interruptif de travaux : précisions sur le formalisme du procès-verbal	RDI 4/2007, p. 369, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Rec.	12/10/06	Mlle Cavallo ép. Cronier, n° 292263	Dans quelles conditions peut être retiré un permis de construire ?	BJDU, 6/2006, pp. 433-438, concl. Y. STRUILLLOU Defrénois, 15/05/2007, note P. BENOIT-CATTIN	10
CE	18/10/06	SCI « Les Tamaris », n° 275643	Expropriation. Demande de rétrocession de biens expropriés. Répartition des compétences. Question préjudicielle. Notion d'équipement collectif	RDI, 1/2007, pp. 76-77, chr. C. MOREL et L. MARION	7
CE, Tab.	27/10/06	SNC LIDL. n°	Un permis de construire ne peut être transféré que s'il est	Constr.-urb., 1/2007, pp. 24-25, note P.-E. DURAND	10

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		278226	en vigueur au moment où l'autorité administrative se prononce	RDI 6/2006, pp. 514-515, obs. P. SOLER-COUTEAUX BJDU, 2/2007, pp. 118-121, concl. D. CASAS, obs. J.-C. BONICHOT	
CE, Tab.	27/10/06	Mme Dreysse et a., n° 286569	La notion d'intérêt à agir dans le contentieux du permis de construire	AJDI, 6/2007, pp. 316-319, note F. NICOU BJDU, 6/2006, pp. 474-478, concl. L. OLLEON RDI 6/2006, pp. 515-517, obs. P. SOLER-COUTEAUX ;	
CE	06/11/06	Assoc. Les Amis du château d'Hénonville, n° 277829	Comment rejeter le moyen tiré du détournement de pouvoir ?	BJDU, 2/2007, pp. 146-152, concl. C. DEVYS, obs. BONICHOT	4
CE, Tab.	06/11/06	Assoc. Préservation des paysages exceptionnels du Mezenc, n° 281072	La divisibilité des permis de construire Etendue du contrôle du juge de cassation sur la question de l'indivisibilité d'un acte	Dr. adm., 1/2007, pp. 28-30, note M. STAUB RDI 6/2006, pp. 517-518, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Bordeaux	06/11/06	Assoc. des Belles dames, n° 03BX00390	Une autorisation d'urbanisme « superfétatoire » ne fait pas grief	AJDA, 2/2007, pp. 100-102, note P. E. DURAND Constr.-urb., 2/2007, pp. 20-21, note G. GODFRIN	10
Cass. civ., Bull.	07/11/06	Béliard, n° 06- 80.882	La publicité des débats relatifs à l'astreinte. Droit pénal- remise en état des lieux- astreinte. Liquidation. Publicité des débats	RDI, 1/2007, p. 85, chr. G. ROUJOU de BOUBEE	
CE	22/11/06	Melle Drompt, SCI L'Imprévue du Lys, n° 279068	Notification des recours contre les permis modificatifs	RDI 2/2007, pp. 194-195, obs. P. SOLER- COUTEAUX	
Cass. civ. 3, Bull.	22/11/06	Pellerin c/ Sté Palmetto, n° 05- 14.833	Du transfert à l'acquéreur des mesures de restitution de l'art. L. 480-5 c. urb.	BJDU, 1/2007, pp. 77-79, obs. F. NESI Constr.-urb., 1/2007, p. 24, note P. CORNILLE Dr. env., 149/2007, pp. 153-154, note F. NESI Défrénois, 9/2007, pp. 711-715, obs. J.-P. MENG	
TA Limoges	23/11/06	Dauriat et a. c/ Cne Isle et Cnauté agglo de Limoges, n° 0500801	Aire d'accueil des gens du voyage et droit de l'urbanisme : la sécurité prise en défaut	JCP A., 27/2007, pp. 33-36, note P. BILLET	4-10- 12
Cass. civ. 2, Bull.	23/11/06	Cne Deaux c/ Arnal, n° 05-19.615	Compétence en matière de litiges concernant les chemins ruraux	RD rur., 350/2007, pp. 62-63, note J. MOREAU	
CE	29/11/06	MTETM, n° 271164	Art. L. 480-2 c. urb. Constatation de péremption d'un permis de construire et de réalisation de travaux	RFDA, 1/2007, p. 214	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
			postérieurement à cette date conduisant nécessairement un maire à porter une appréciation sur les faits. Arrêté d'interruption de ces travaux. Absence de compétence liée rendant inopérants les moyens tirés des vices de procédure dont serait entachée sa décision.		
CE	13/12/06	Cne Issy-les-Moulineaux, n° 264115	Défaut d'intérêt pour agir. Agrément association de protection de l'environnement	RFDA, 1/2007, pp. 26-31, concl. C. VEROT BJCL, 2/2007, pp. 117-121, concl. C. VEROT	1
CE, Tab.	13/12/06	M. Mme Caitucoli, n° 284237	Sur le droit de contester la décision initiale autorisant la construction d'un ouvrage endommagé par un sinistre dont la reconstruction à l'identique est sollicitée	RDI 2/2007, pp. 189-190, obs. P. SOLER-COUTEAUX,	10
CE, Rec.	29/12/06	MTETM, n° 271164	Le maire n'est pas en situation de compétence liée lorsqu'il interrompt les travaux en raison de la péremption du permis	RDI, 4/2007, pp. 367-369, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Bordeaux	29/12/06	Cne Balma, n° 03BX01646	Quelles sont les conditions de la péremption d'un permis de construire tacite dont le retrait a été suspendu ?	JCP A., 24/2007, pp. 16-17, obs. A. PARIENTE RDI, 4/2007, pp. 363-365, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
Cass. civ. 3, Bull.	09/01/07	Cne de Saint Prix c/ cts Bonnet, n° 05-15439	Foncier de la construction. La voie de fait et l'emprise irrégulière sont de la compétence des juridictions judiciaires.	RDI 4/2007, pp. 346-347, obs. E. GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK	7
Cass. civ. 3	16/01/07	Martin c/ cne Saint-Savin, n° 05-21.940	Les conclusions du commissaire du gouvernement non notifiées aux parties dans la procédure d'expropriation sont irrecevables	AJDI, 9/2007, p. 671, obs. C. MOREL	7
CE	17/01/07	MTETM, n° 291895	L'interruption des travaux irréguliers doit être prononcée par une autorité compétente	Env., 3/2007, p. 41, note J.-M. FEVRIER	
Cass. crim.	30/01/07	N° 06-86.045	Rappel des conditions de validité des mesures de restitution prononcées en application de l'art. L. 480-5 c. urb.	Env., 4/2007, p. 36, note J.-M. FEVRIER	
CE	05/02/07	Cne Correns, n° 294594	Urgence à suspendre l'exécution d'un refus de permis de construire et préservation des espaces naturels	Env., 4/2007, pp. 35-36, note D. GILLIG	10
CE	15/02/07	Min. Ecologie, n° 294186	L'impossible urgence à suspendre en référé une autorisation d'installation classée	Dr. env., n° 150, juill.-août 2007, pp. 179-181, note X. BRAUD	5
Cass. civ. 3, Bull.	21/02/07	Cne de Bia et cnauté des communes de Mimizan c/ épx Pereira, n° 06-10.971	Foncier de la construction. La voie de fait résulte de la double constatation d'une emprise irrégulière et non susceptible de se rattacher à un quelconque pouvoir de l'administration.	RDI 4/2007, pp. 344-346, obs. E. GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK	7

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
TA Clermont-Ferrand	27/02/07	Assoc. de défense du cadre de vie des rues du verger et des allières, n° 06.01695	Précision sur les conditions d'entrée en vigueur dans le temps des dispositions de l'art. L. 600-1-1 c. urb.	Env., 12/2007, p. 32, note D. GILLIG	
TA Amiens	06/03/07	Assoc. « Habitons Mercey », n° 0502281	Première application des dispositions de l'art. L. 600-1-1 c. urb.	Env., 8-9/2007, p.27, note D. GILLIG	
Cass. civ. 3, Bull.	28/03/07	Cts Laguille c/ Ordonnance du juge de l'expropriation du département de la Haute- Garonne, n°98-70.179	Les articles L. 12-1 et R. 12-2 c. exp. n'exigent ni délai pour le prononcé de l'arrêté de cessibilité, ni sa notification individuelle mais seulement une décision irrévocable de rejet de la juridiction administrative en cas de recours contre l'arrêté.	RDI, 3/2007, pp. 260-261, chr. C. MOREL, L. MARION,	7
TA Grenoble	29/03/07	Mme Fatima Ghazi, n° 0304980	Un recours gracieux peut-il être oral ?	AJDA, 24/2007, pp. 1305-1309, concl. F. GARDE	10
CE, Tab.	06/04/07	Chabran et a., n° 296493	Quel est le délai de recours contre un permis de construire dont le retrait a été annulé ?	BJDU, 2/2007, pp. 153-157, concl. M. GUYOMAR Constr.-urb., 5/2007, pp. 28-29, note G. GODFRIN Constr.-urb., 6/2007, p. 28, note P. CORNILLE RDI 4/2007, pp. 363-364, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Marseille	12/04/07	Cne Beausset, n° 04MA02255	Combinaison du principe interdisant à l'Administration l'application d'un règlement illégal, avec les dispositions de l'art. L. 600-1 c. urb.	Constr.-urb., 6/2007, pp. 23-24, note N. ROUSSEAU	
TA Grenoble	20/04/07	Féd. Rhône-Alpes de protection de la nature, n° 0701073	Quand une ordonnance du juge du référé « spécial environnement » conduit à la suspension d'une déclaration d'utilité publique	AJDA, 27/2007, pp. 1473-1476, note M. DREIFUSS	7
CE	07/05/07	Sté Immob. de la banque de Bilbao et de Viscaya d'Ibarriz, n° 282311	Certificat d'urbanisme. Quelles sont les conditions d'engagement de la responsabilité d'une commune pour violation de la loi Littoral ?	BJDU, 3/2007, pp. 216-222, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 31, comm. G. GODFRIN	10
CAA Douai, Tab.	09/05/07	Assoc. Bois-Guillaume Réflexion, n° 06DA00943	Quelles sont les conséquences de l'annulation d'un POS sur les permis de construire ultérieurement délivrés ?	Constr.-urb., 10/2007, pp. 32-33, note P. CORNILLE	10
TA Strasbourg	10/05/07	Assoc. Adena, n° 07.02048	Le contrôle du juge administratif sur l'intérêt d'une association à agir contre un permis de construire	Env., 8-9/2007, p. 28, note D. GILLIG	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE	11/05/07	Assoc. interptale et intercnale pour la protection du lac de Sainte-Croix, de son environnement, des lacs, sites et villages du Verdon, n° 305427	Référé liberté et protection de l'environnement	AJDA, 41/2007, pp. 2262-2265, note K. FOUCHER Env., 6/2007, p. 28, note J.-M. FEVRIER	5
CE	30/05/07	Cne de Correns, n° 298365	Peut-on obtenir la suspension d'un plan local d'urbanisme ?	BJDU, 3/2007, pp. 223-227, concl. F. SENERS	
CE, Tab.	31/05/07	SCI Russie, n° 298545	DPU. Précisions sur la condition d'urgence et admission de la motivation par référence au PLH	BJDU, 3/2007, pp. 198-202, concl. L. DEREPA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 9/2007, p. 35, note N. ROUSSEAU RDI, 4/2007, pp. 366-367, obs. P. SOLER-COUTEAUX	3-7
CAA Versailles	07/06/07	Cne Gagny, n° 06VE02007	Application rigoureuse faite par la Cour des dispositions de l'art. L. 600-4-1 c. urb.	JCP A., 40/2007, pp. 22-23, note G. PELLISSIER	
CE	08/06/07	M. X, n° 268558	L'appel contre un jugement rendu dans le cadre d'un recours en appréciation de légalité n'a pas à être notifié	Constr.-urb. 7-8/2007, p. 53, note P. CORNILLE RDI, 5/2007, p. 456, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
Cass. civ. 3	14/06/07	Sté Calcialiment, n° 06-15.851	Le droit de pré-occupation : un droit strictement encadré	Env., 8-9/2007, pp. 23-24, note D. GILLIG	
CE, Tab.	15/06/07	Charles C. c/ cne Châteauneuf-du-Rhône, n° 300208	Référé-suspension en matière de permis de construire : l'urgence présumée	BJDU, 3/2007, pp. 228-232, concl. C. DEVYS et obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 7-8/2007, pp. 52-53, note P. CORNILLE JCP A., 31-35/2007, pp. 38-40, note P. BILLET	10
CE, Tab.	18/06/07	ASL des propriétaires du lotissement Te Maru Ata, n° 289336	Lotissement illégal et légalité d'une autorisation de travaux ultérieure	AJDA, 24/2007, p. 1273 BJDU, 3/2007, pp. 194-197, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT	9-10
CE, Tab.	27/06/07	M. Mielle, n° 280693	Comment appliquer l'art. L. 160-5 lorsqu'un lotissement est rendu inconstructible par la loi Littoral ?	AJDA, 25/2007, p. 1328 BJDU, 3/2007, pp. 233-236, concl. F. SENERS, obs. J.-C. BONICHOT RDI, 5/2007, pp. 449-451, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4-5-9
TA Bastia	28/06/07	Boettcher, n° 0600569	Faute de l'administration et indemnisation du préjudice pour certificat d'urbanisme erroné	Constr.-urb., 10/2007, p. 28, note P. CORNILLE	10
CE Tab.	06/07/07	Cne Saint-Paul-Trois-Châteaux, n° 298744	La transmission du permis de construire à la DDE ne fait pas courir le délai du déféré préfectoral	BJDU, 3/2007, pp. 237-241, concl. C. DEVYS, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 11/2007, pp. 32-33, note P. CORNILLE	10

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
				RDI, 4/2007, pp. 362-363, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE	13/07/07	M. Coulomb et a., n° 290963 et 290970	En application de sa jurisprudence Groupement forestier des Ventes de Nonant, le CE annule partiellement le décret de classement de la presqu'île de Giens en tant qu'il a, étrangement, laissé de côté une parcelle appartenant au conseil général	AJDA, 34/2007, pp. 1882-1885, concl. Y AGUILA	5
CE, Tab.	13/07/07	Synd. intercnal pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères de la région de Tournan-en-Brie, n° 294603	Référé de l'art. L. 122-2 c. env. : que signifie « absence d'étude d'impact » ? Suspension de permis de construire et étude d'impact : l'existence formelle connue de l'étude compense son absence matérielle	AJDA, 27/2007, p. 1443, E. ROYER AJDA, 40/2007, pp. 2210-2214, note C. CANS Dr. env., n° 151, sept. 2007, pp. 225-227, concl. Y. AGUILA JCP A, 47/2007, pp. 41-44, note P. BILLET	5-10
CE, Tab.	13/07/07	Cne de Sanary-sur-Mer, n° 294721	Un permis de construire délivré à la suite d'une ordonnance de référé est par nature provisoire	AJDA, 27/2007, p. 1441, A. VINCENT RDI, 5/2007, pp. 454-456, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
CE, Tab.	13/07/07	Sté carrières et matériaux, n° 298772	Les PLU entrent dans le champ d'application du référé de l'art. L. 554-12 du CJA	AJDA, 27/2007, p. 1440, A. VINCENT Dr. env., n° 151, sept. 2007, pp. 223-225, concl. Y. AGUILA RDI, 5/2007, pp. 448-449, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4
Cass. crim.	18/09/07	N° 06-87.759 et n° 06-86.392	Sanction pénale des constructions irrégulières en site classé	Env., 12/2007, pp. 31-32, note J.-M. FEVRIER	
Cass. Crim., Bull.	18/09/07	N° 07-80.804	Distinction entre construction sans permis et construction avec permis illégalement retiré	Constr.-urb., 12/2007, pp. 34-35, note O. CHAMBORD	10
CE, Tab.	26/09/07	Synd. des copropriétaires de l'immeuble du 2, rue de la Paroisse, n° 288514	Délai de recours des tiers contre une décision de non-opposition à une déclaration de travaux	AJDA, 34/2007, p. 1850, note A. VINCENT BJDU, 4/2007, pp. 293-296, concl. E. PRADA BORDENAVE et obs. B. PHEMOLANT RDI, 5/2007, pp. 453-454, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
Cass. civ. 3, Bull.	26/09/07	SCI Les Chênes c/ Assoc. Union Déptale Vie et Nature, n° 04.20.636, FS-P+B+I+R	Condition de l'action en responsabilité civile des associations de protection de l'environnement combinée avec l'action en réparation issue de l'article L. 480-13 c. env.	Constr.-urb., 11/2007, p. 32, note N. ROUSSEAU Env., 12/2007, pp. 28-29, note M. BOUTONNET	
CE, ord.	10/10/07	Assoc. Ornothologique et mammologique de Saône-et-Loire. n°	Situation créée par une déclaration d'utilité publique. Absence d'urgence au sens de l'art. L. 521-1 du CJA	Env., 12/2007, pp. 27-28, note P. TROUILLY.	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
		309286			
CE, Tab.	15/10/07	Féd. Dptale de l'hôtellerie de plein air de Charente-Maritime, n° 269301	L'exception tirée de l'illégalité d'un schéma directeur n'est pas opérante à l'appui d'un recours contre un POS	AJDA, 37/2007, p. 2010, note A. VINCENT BJDU, 4/2007, pp. 297-302, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT JCP A., 43/2007, p. 8 RDI, 5/2007, pp. 446-448, obs. P. SOLER-COUTEAUX	3, 4
CE, Rec.	14/11/07	M. Raysseguier, n° 305987	Usufruit successif et intérêt à agir contre un permis de construire	AJDA, 40/2007, p. 2176, obs. A. VINCENT Constr.-urb., 12/2007, p. 34, note G. GODFRIN	10
CE	14/11/07	SCI du Marais, n° 305620	Le juge des référés doit pouvoir éviter les effets irréversibles d'une préemption	AJDA, 40/2007, p. 2175, obs. E ROYER	

12. Habitat

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Don Quichotte à Aix-en-Provence. Le droit à l'occupation du domaine public, en attendant le droit au logement opposable, J. RAYNAUD	AJDI	3	Mars 2007	177	
Le droit au logement opposable, P. QUILICHINI	AJDI	5	Mai 2007	364-369	
Les conventions globales de patrimoine, B. WERTENSCHLAG	AJDI	9	2007	638-644	
L'avenir incertain de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles, M. FEVRE	BJCL	1	2007	6-9	
La réforme du statut des offices d'HLM, P. QUILICHINI	BJCL	6	Juin 2007	278-383	
Editorial. Le décret et la loi, J.-P. LEBRETON	Bull. Act. Droit Aménagement	1	Fév. 2007	2-3	10
Le nouveau statut des offices publics de l'habitat, Ord. n° 2007-157, 1 ^{er} février 2007, note M. BARRE-PEPIN	Constr.-urba.	3	Mars 2007	32-34	1
L'habitat, levier de développement des territoires ruraux, I. BERTHIER	Diagonal	176	2007	17-19	
Aspects administratifs de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 « instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale », R. GRAËFFLY	Droit administratif	7	Juill. 2007	13-17	
Gens du voyage : accueil ou rejet ?, R. ROUQUETTE	Droit administratif	12	Déc. 2007	14-19	
Assurer l'exercice du droit au logement, J-F. TRIBILLON	Etudes foncières	125	Janv.-fév. 2007	6-9	
La réglementation foncière, cause de la crise du logement, V. BENARD	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	8-11	7
La leçon de Montfermeil, P. HERMET	Etudes foncières	126	Mars-avr. 2007	31-34	
Pour qu'habiter ne soit plus un privilège, F. LEONHARDT	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	22-27	
La mixité sociale, facteur de risque économique, P. MADRY	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	17-19	
Logement. Que font les économistes ?, D. DUJOLS	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	31-32	
La dimension territoriale de la crise du logement, D. VANONI	Etudes foncières	128	Juill.-août 2007	7-13	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La réforme du logement municipal britannique (1975-2007), R. GRAEFFLY	Etudes foncières	129	Sept-oct. 2007	14-19	0
Marché foncier et habitat informel dans la banlieue de Johannesburg, L. ROYSTON, M. NARSOO	Etudes foncières	129	Sept-oct. 2007	36-40	0
Logement. Les collectivités au chevet des bailleurs sociaux, D. GERBEAU et A. THOUVENOT	Gaz. communes	35	17/09/07	24-33	
Agir contre l'habitat insalubre ou dangereux. Méthode et choix des procédures. Rôle national de lutte contre l'habitat indigne, Ministère du Logement et de la Ville	Gaz. communes	39	15/10/07	cah. dét.	
Gens du voyage. Procédure d'expulsion préfectorale, L. BEAULAC	Gaz. communes	39	15/10/07	62-65	
La loi Engagement national pour le logement et le droit de l'urbanisme, P. BILLET	JCP A	5	29/01/2007	31-52	1, 3, 4, 7, 10
Un statut unique pour les offices de l'habitat, L. JEGOUZO	JCP A	6	05/02/2007	3-5	
"La loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale", C. COUTANT-LAPALUS	JCP A	12	19/03/2007	3-5	
"Le Nomade et le Hérisson », Ph. YOLKA	JCP A	19	07/05/2007	3-4	
L'accueil des gens du voyage, G. TERRIEN	JCP A	21	21/05/2007	30-34	
La consolidation de la législation sur les immeubles menaçant ruine, M. FAU-NOUGARET	JCP A	23	04/06/2007	26-29	
Gens du voyage. De l'aire d'accueil à l'habitat adapté, Y. NODIN	MTP	5382	19/01/07	50-53	
Droit au logement opposable. Construire plus et plus social, F. VAYSSE	MTP	5382	19/01/07	16-17	
Logement. Halte à l'insalubrité !, L. DUBRAY	MTP	5386	16/02/07	101	
Pour une approche globale du droit au logement, F. LEBLOND	MTP	5386	16/02/07	498	
Logement : Le droit opposable devient effectif, P. DERREZ	MTP	5390	16/03/07	90-91	
Enquête : Logement	MTP	5392	30/03/07	54-59	
Les nouveaux offices publics de l'habitat, T. ROUVEYRAN et G. FOUCAULT	MTP	5392	30/03/07	94-96	1
Les organismes HLM partiellement assujettis à l'impôt sur les sociétés, G. MAROT	MTP	5393	06/04/07	102-103	
Logement. A Grenoble, signature d'une charte pour garantir la mixité sociale, I. AMBREGNA	MTP	5400	25/05/07	68	
Logement : la conférence métropolitaine suggère une autorité régionale organisatrice, H. BOULET	MTP	5407	13/07/07	25	1
Politiques envers les quartiers en difficulté. Bilan et perspectives, P. ANDRE	MTP	5411	10/08/07	cah. dét. 2	13
Discours du Président de la République sur le thème du logement, le 11 déc. 2007 à l'Hôtel de ville de Vandoeuvre-Lès-Nancy	MTP	5429	14/12/07	cah	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
				dét 1 pp. 7- 12	
La ville de Saint-Germain-en-Laye veut augmenter son quota de logements sociaux	MTP	5431	28/12/07	19	
La régionalisation des politiques sanitaires et sociales, Y. CHICOT	Pouvoirs locaux	72	Mars 2007	41-49	
<u>Le droit au logement opposable</u> : DALO : une unanimité qui n'est pas le gage de plus d'efficacité..., Y. MAURY, pp. 21-24 Logement social : les « bonnes pratiques » en Europe, V. DE BRIANT, pp. 25-26	Pouvoirs locaux	73	Mai 2007	21-26	
Politique du logement et programmation des crédits aidés pour 2007	RDI	5	Sept.-oct. 2007	403- 404	
L'impact de la loi ENL sur le droit de l'urbanisme, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	6	Nov- déc. 2006	407- 416	1, 3, 4, 12
Loi ENL et nouveau dispositif d'aide à l'investissement locatif privé à titre de résidence principale : Borloo populaire, Robien recentré, ets..., H. HEUGAS-DARRASPEN	RDI	6	Nov- déc. 2006	448- 457	
Bilan d'activité des commissions départementales de conciliation : 2005 Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000076/index.shtml?xtor=EPR-526			2005		
De nouvelles perspectives pour la rénovation urbaine , Rapport d'évaluation 2006 Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) Une série de recommandations pour faciliter et accélérer la mise en œuvre de projets de renouvellement urbain intégrés. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110066039/index.shtml			2006		
Expertise sur les conditions de mise en œuvre du Programme national de rénovation urbaine Capacités des maîtrises d'ouvrage et ingénieries locales, rôle des DDE Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) Conseil général des Ponts et Chaussées (CGPC) Ce rapport émet une série de recommandations pour que les aspects économiques et sociaux des PRU soient constitutifs d'une démarche qui génère une transformation socioéconomique pérenne du quartier. 88 pages, 8 euros http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110064028/index.shtml			2007		
La prise en compte du parc privé dans les programmes locaux de l'habitat, 2 ^{ème} éd., ANAH http://www.anah.fr/actualite/resume-guides/pdf/parc-prive.pdf			2007		
Le logement social en Nouvelle-Calédonie RIERA Ramiro, DUBOIS Pierre - Conseil général des ponts et chaussées ; Inspection générale de l'administration http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000142/index.shtml?xtor=EPR-526			2006		14

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Un nouveau regard sur les tours - Eléments pour un débat public , DGUHC http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/Tours_cle28a5c3.pdf			Fév. 2007		1
M. Jean-Claude Driant, chercheur, a réalisé pour l'Union sociale pour l'habitat (USH), une étude intitulée « Délégation des aides à la pierre : regards croisés des acteurs de l'habitat » : http://www.adcf.org/files/dosinstitetjuridique/DelegationRegardsCroises.pdf			Juin 2007	42 p.	
Table générale des questions parlementaires du projet de loi de finances 2008 http://www.logement.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1319	-	-	2007	-	
Rapport public 2006 de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) Créée par décret en 1993, la Mission interministérielle d'inspection du logement social (MILOS) présente chaque année, dans le cadre de son travail de contrôle des organismes de logement social, son rapport d'activité. Le rôle de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) est de garantir le bon respect des règles juridiques et de la mission sociale des organismes concernés. Elle a rédigé 189 rapports, couvrant près de 25 % du parc social des organismes de logements sociaux. Les thèmes prioritaires d'inspection pour 2006 concernaient notamment la politique sociale et l'offre nouvelle de logements sociaux. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000539/index.shtml?xtor=EPR-526	-	-	2007	37 p.	
Avis de M. J-P. ABELIN sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189), n° 278 tome XI, Ville et logement : logement http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/a0278-txi.asp	-	-	11 oct. 2007	46 p.	
Ville et logement. Avis 93 Tome X de MM. P. ANDRÉ et T. REPENTIN, fait au nom de la commission des affaires économiques http://www.senat.fr/rap/a07-093-10/a07-093-10.html	-	-	22 nov. 2007	54 p.	13
Ville et logement. Avis 95 Tome VIII de M. J-M. VANLERENBERGHE, fait au nom de la commission des affaires sociales http://www.senat.fr/rap/a07-095-8/a07-095-8.html	-	-	22 nov. 2007	54 p.	13
Ville et logement. Rapport général annexe 34 de M. P. DALLIER, fait au nom de la commission des finances http://www.senat.fr/rap/107-091-334/107-091-334.html	-	-	22 nov. 2007	68 p.	
Premier rapport annuel du Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable - Franchir les étapes pour rendre effectif le droit au logement opposable, Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable, Ministère du logement et de la ville, Paris <i>Le Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable, institué en mars 2007 (loi 2007-290 du 5 mars 2007 sur le droit au logement opposable - DALO) présente son premier rapport annuel. Ce rapport analyse les propositions du Comité, sur la base des dispositions de la loi de mars 2007. Le comité retient six enjeux, les trois premiers découlant des échéances fixées par la loi : ouverture d'une voie de recours amiable au plus tard au 1er janvier 2008 ; ouverture d'une voie de recours contentieux en deux étapes (1er décembre 2008 et 1er janvier 2012), élargissement au 1er janvier 2012 du recours contentieux aux ménages dont la demande dépasse un délai « anormalement long ». Les trois autres enjeux sont transversaux : articuler hébergement, logement et accompagnement ; concilier le droit au logement et la mixité sociale ; prendre en compte la spécificité de l'Ile-de-France (référence à un « plan Marshall » en faveur du logement en Ile-de-France).</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000676/index.shtml	-	-	2007	78 p.	
Rapport de M. F. SCHELLIER sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 276 annexe 47, Ville et logement : logement http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/b0276-a47.asp	-	-	11 oct. 2007	114 p.	

➤ Jurisprudence commentée

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CAA Nantes, Tab.	28/12/05	Min. Economie, n° 03NT01578	Habitat social. Organismes d'HLM. Statut fiscal. Finalité des activités	RDI, 1/2007, p. 82, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ	
CAA Nancy	11/05/06	X, n° 04NC00689	Habitat social. Implantation des logements sociaux sur le territoire communal. Contrôle du juge. contrôle minimum	RDI, 1/2007, pp. 79-80, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ	11
CAA Marseille et CAA Paris	26/06/06 30/05/06	MTETM, n° 03MA01928 Min. Emploi, n° 04PA01439	Habitat social. Art. L. 302-5 CCH. Quota de 20% de logements locatifs sociaux. Résidences principales	RDI, 1/2007, pp. 78-79, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ	
CAA Marseille	03/07/06	Cne de Montauroux, n° 05MA01016	Habitat social. Gens de voyage. Schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage- Champ d'application. Contenu	RDI, 1/2007, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ, pp. 80-85	
CAA Versailles	21/09/06	Min. Emploi, n° 04VE01586	Habitat social. Gens de voyage. Schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Champ d'application- Contenu	AJDA, 10/2007, pp. 539-542, note E. AUBIN RDI, 1/2007, pp. 80-85, chr. J.-P. BROUANT et M. CARRAZ	
CE, Rec.	15/11/06	MTETM, n° 293370	Evacuation des résidences mobiles : question de compétence juridictionnelle	Dr. adm. 1/2007, p. 20.	
TA Limoges	23/11/06	Dauriat et a. c/ Cne Isle et Cnauté agglo de Limoges, n° 0500801	Aire d'accueil des gens du voyage et droit de l'urbanisme : la sécurité prise en défaut	JCP A., 27/2007, pp. 33-36, note P. BILLET	4-10-11
CE	22/02/07	M. Raab, n° 281468 AWAH, n° 281562	Pour l'attribution d'une aide financière, l'ANAH est-elle tenue par son règlement général de procédure ?	BJCL, 6/2007, pp. 414-417, concl. R. KELLER, obs. M. GUYOMAR	
CAA Versailles	29/03/07	Min. Emploi, Travail et Cohésion sociale, n° 05VE01210	Calcul du prélèvement pour insuffisance de logements sociaux	AJDA, 22/2007, p. 1204	
TA Versailles	05/06/07	Assoc. Acro des Loges et a., n° 0610279	Pas d'inscription d'office au schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour les communes de moins de 5000 habitants	AJDA, 37/2007, p. 2053	
CE	08/06/07	Cne de Gisors, n° 298467	Une commune peut-elle saisir le juge administratif des référés pour protéger son domaine public contre les occupations irrégulières des gens du voyage ?	BJCL, 10/2007, nov. 2007, pp. 751-754, concl. P. COLLIN	
CE, Tab.	30/11/07	M. Luneaut, n° 294768	Ne pas confondre insalubrité d'un terrain et édifices menaçant ruine	AJDA, 42/2007, p. 2288, obs. E. ROYER	

➤ **Ouvrages**

- DURANCE A., *Le financement du logement*, Litec, 2007
- EMMANUELLI Xavier (Prés.), LACHARME Bernard (Rapp.), *Franchir les étapes pour rendre effectif le droit au logement opposable*, Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable, oct. 2007, 73 p.
- GHEKIERE Laurent, *Le développement du logement social en Europe*, Comité européen de coordination de l'habitat social, Union sociale pour l'habitat et Dexia, Dexia Editions
- GRAEFFLY, Romain, *Le logement social (Etude comparée de l'intervention publique en France et en Europe occidentale)*, LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, t. 247, 2006, 626 p.
- HAUT COMITE POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEE, *Droit au logement opposable : le temps de la décision ?*, déc. 2006, 68 p.
- LATREILLE P., *La question du logement. Guide d'approche d'une problème complexe*, mai 2007
- PIAN Francis, *Les immeubles menaçant ruine*, éd. Sorman, 13 juin 2007, 84 p.
- QUILICHINI P., *La politique de l'habitat*, Le Moniteur, 2^{ème} éd., janvier 2007
- ROBERT C., D. VANONI, *Logement et cohésion sociale. Le mal-logement au coeur des inégalités*, La Découverte, 2007
- STEBE J.-M., *Le logement social en France*, PUF, 3^e éd., 2007

13. Politique de la ville

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Intercommunalité et politique de la ville : un cadre juridique à parfaire, G. CHAVRIER	AJDA	16	2007	834-839	1
La loi relative à la délinquance et le maire, X. LATOUR	BJCL	4	2007	218-223	
<p><u>Dossier : Grands projets urbains en Europe. Conduire le changement dans les métropoles :</u> Grands projets urbains en Europe : quels enseignements pour l’Ile-de-France ?, P. LECROART et J.-P. PALISSE, pp. 5-27 Stratégies, acteurs et grands projets : quelques repères, P. LECROART, pp. 30-38 Des Docklands à Thames Gateway : rééquilibrer le développement de Londres vers l’est, P. HALL, pp. 39-46 La stratégie d’aménagement de Berlin : planification et projets, H. VON LOJEWSKI, pp. 47-59 Zuidas, Amsterdam : ambitions et incertitudes d’un projet d’un nouveau centre métropolitain, S. MAJOOR, pp. 60-68 Un nouveau font de mer pour Barcelone : le projet Besos-Forum, M. SODUPE, pp. 69-76 Orestad, moteur de la nouvelle région de l’Oresund, C. ARLUND, pp. 77-84 Porto Antico à Gênes : un projet en accélération, M. BASILE, pp. 85-90 Des stratégies à échelles multiples : expériences comparées de mégaprojets en Europe, W. SALET, pp. 91-100 Grands projets urbains : lieux de convergence des stratégies publiques et privées, L. HALBERT, pp. 101-107 D’un plan à la ville : réflexions sur la conduite des grands projets en Europe, P. LECROART, pp. 111-118 Le projet 22@Barcelona : mutation urbaine d’un espace industriel ou creuset d’innovations ?, A. BROGGI, pp. 119-125 IJburg, les hauts et les bas d’un nouveau quartier (sub)urbain d’Amsterdam, T. LUPI, pp. 126-134 Malmö, Västra Hamnen (Suède) : méthodes et outils d’une mutation urbaine, M. OLSSON et G. ROSBERG, pp. 135-142 Renouvellement urbain de la vallée de la Clyde à Glasgow : partenariat public, projets privés, D. FORSYTH, pp. 143-150 Rotterdam Ville-Port : une nouvelle organisation, une nouvelle approche de l’aménagement portuaire, J. VAN DER WANT, pp. 151-156 Le modèle Nord-Milanais : régénération économique sans projet urbain ?, F. DI CIOMMO, pp. 157-162 Les structures d’aménagement en Europe : une approche comparative, T. VILMIN, pp. 163-171 Politiques d’habitat, mixité sociale et grands projets, B. GUIGOU, pp. 172-179 Les grands projets de quartiers durables, laboratoires écologiques du futur ?, D. SELLIER, pp. 180-187</p>	Cahiers de l’IAURIF	146	Juin 2007	187 p.	9

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Pour un Conservatoire national des villes, J. GORISSE	Etudes foncières	127	Mai-juin 2007	20-21	1
La notation des projets urbains, T. ASSELIN et S. GUELTON	Etudes foncières	130	Nov.-déc. 2007	18-22	9
Pour une approche globale du développement durable du territoire	MTP	5386	16/02/07	71	0
Politiques envers les quartiers en difficulté. Bilan et perspectives, P. ANDRE	MTP	5411	10/08/2007	cah. dét. 2	12
Politique de la ville : Bruxelles change la donne, H. BOULET	MTP	5411	10/08/2007	26	
Rénovation urbaine : la transformation au long cours des Minguettes, G. EHRET	MTP	5419	05/10/07	62-65	
Rénovation urbaine : Organiser l'espace public et densifier les quartiers, C. VERAN	MTP	5430	21/12/07	36-39	
Les délégués de l'Etat pour la politique de la ville : un essai réussi, une transformation toujours en attente, Rapport d'information n° 320 (2006-2007) de M. Philippe DALLIER, fait au nom de la commission des finances, déposé le 30 mai 2007 http://www.senat.fr/rap/r06-320/r06-320.html			Mai 2007		
Mission d'expertise sur les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement LE DORE Francis, RIBIERE Georges, THORET Jean-Claude Ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ; Ministère de la culture et de la communication ; Ministère de l'écologie et du développement durable http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000055/index.shtml?xtor=EPR-526			2007		
La rénovation urbaine concernant le "Serpentin" dans le quartier des Courtilières à Pantin , rapport n° 004939-01 Conseil général des Ponts et Chaussées, Inspection générale de l'Architecture et du Patrimoine G. CREPEY, P. CHECCAGLINI, F. CHASSEL http://www2.equipement.gouv.fr/rapports/themes_rapports/circulation/004939-01/004939-01_Rapport.pdf			Avril 2007		
La Délégation interministérielle à la ville (DIV) vient de mettre en ligne une cartographie détaillée des 491 contrats urbains de cohésion sociale , signés ces derniers mois par les collectivités territoriales et l'État : http://i.ville.gouv.fr/Data/carteCUCS.php			2007		
De nouvelles perspectives pour la rénovation urbaine <i>AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE, Paris, La Documentation française</i> Le comité d'évaluation et de suivi (CES) de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) fait le point sur l'articulation des compétences entre les deux acteurs de la politique de la ville que sont l'ANRU et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), particulièrement dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme national de rénovation urbaine (PRU). http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000429/index.shtml			2007	96 p.	
Publication sur le site de la Délégation interministérielle à la ville d'une étude sur l'exercice de la compétence « politique de la ville » par les établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre des contrats de ville			Mars 2007	111 p.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
2000-2006 - mars 2007 : http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/rapport_interco.pdf					
Enquête de la Cour des Comptes – Politique de la ville – Audition pour suite à donner. Travaux de la commission des finances, Sénat. <i>Audition relative aux crédits d'intervention de la politique de la ville, de Mme Marie-Thérèse Cornette, présidente de la 5^{ème} chambre à la Cour des comptes, M. Jean-Pierre Bayle, conseiller-maître, M. David Gruson, auditeur, M. Yannick Prost, directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat à la politique de la ville, M. Yves-Laurent Sapoval, délégué interministériel à la ville, M. Dominique Dubois, directeur général de l'ACSé, Mme Hélène Eyssartier, sous-directeur à la direction du budget, et M. Jean-Christophe Moraud, sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la direction générale des collectivités locales.</i> http://www.senat.fr/bulletin/20071105/fin.html	-	-	6 nov. 2006	Non paginé	
Avis sur le bilan la réforme de la dotation de solidarité urbaine, Conseil national des villes http://www.ville.gouv.fr/pdf/cnv/cnv-avis-dsu-nov-2007.pdf	-	-	21 nov. 2007	11 p.	
Rapport de M. Y. JEGO sur le projet de loi de finances pour 2008 (n°189), n° 276 annexe 46, ville et logement : ville http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/b0276-a46.asp	-	-	11 oct. 2007	37 p.	
Avis de M. P. PEMEZEC sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189), n° 278 tome X, Ville et logement : ville http://www.assemblee-nationale.fr/13/budget/plf2008/a0278-tx.asp	-	-	11 oct. 2007	38 p.	
Ville et logement. Avis 93, Tome X de P. ANDRÉ et T. REPENTIN, fait au nom de la commission des affaires économiques http://www.senat.fr/rap/a07-093-10/a07-093-10.html	-	-	22 nov. 2007	54 p.	12
Ville et logement. Avis 95, Tome VIII de J.-M. VANLERENBERGHE, fait au nom de la commission des affaires sociales http://www.senat.fr/rap/a07-095-8/a07-095-8.html	-	-	22 nov. 2007	54 p.	12
De nouvelles perspectives pour la rénovation urbaine, ANRU, Paris, La Documentation française <i>Le comité d'évaluation et de suivi (CES) de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) fait le point sur l'articulation des compétences entre les deux acteurs de la politique de la ville que sont l'ANRU et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), particulièrement dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme national de rénovation urbaine (PRU).</i> http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000429/index.shtml?xtor=EPR-526	-	-	2007	96 p.	
Rapport 2007 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles, Ministère du logement et de la ville, Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, Observatoire national des zones urbaines sensibles, Paris <i>Le présent rapport s'appuie, comme les années précédentes, sur les cinq indicateurs prévus par la loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville : l'habitat, l'emploi et l'activité économique, la réussite scolaire, la santé, la sécurité et la tranquillité publique. La loi fixe comme objectif à la politique de la ville la réduction significative, sur une période de cinq ans, des écarts entre ses territoires prioritaires, les zones urbaines sensibles (ZUS), et le reste des territoires urbains dans les cinq grands domaines précités.</i>	-	-	2007	157 p.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000717/index.shtml					
Politique de la ville : une efficacité entravée. Rapport d'information n° 71, P. DALLIER, commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-071-notice.html	-	-	7 nov. 2007	303 p.	

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
TA Nouvelle Calédonie	14/06/06	Comité Rheebeu Nuu et M. Raphaël X, n° 0536	Etude d'impact - enquête publique	RJE, 2/2007, pp. 225-237, concl. J.-P. BRISEUL	1-5

➤ **Ouvrages**

- Fédération nationale des Offices d'HLM, *La rénovation des quartiers d'habitat social. L'engagement des offices dans les opérations de rénovations urbaines*, La Découverte, avril 2007

14. Urbanisme outre-mer

➤ Articles de doctrine et rapports publics

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Les lois organique et ordinaire portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer du 21 février 2007, J.-P. THIELLAY	AJDA	12	2007	630-635	
Le Conseil d'Etat, conseil et juge de l'outre-mer, R. FRAISSE	AJDA	21	11/06/07	1113-1116	
L'évolution statutaire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy : la consolidation de catégorie des collectivités d'outre-mer, V. NATALE	BJCL	9	Sept. 2007	622-629	
« L'identité et la spécialité législatives au gré des évolutions institutionnelles de l'outre-mer », L. org. n°2007-223 et L. n°2007-224, note E. MATUTANO	JCP A	10-11	05/03/2007	28-32	
Dossier : Réforme des statuts de l'outre-mer. Vitalité et innovation du droit de l'outre-mer - Présentation, L. TESOKA, pp. 655 - Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et Antarctiques, J.-M. PONTIER, pp. 656-661 - Les transformations du pouvoir normatif des collectivités territoriales d'outre-mer par la loi organique du 21 février 2007, L. TESOKA, pp. 661-664 - La création de deux nouvelles collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution : Saint-Barthélemy et Saint-Martin, S. DIEMERT, pp. 669-680 - Le statut des Terres australes et antarctiques françaises à la lumière de l'article additionnel 72-3 de la Constitution, A. ORAISON, pp. 681-695	RFDA	4	Juill.-août 2007	655-696	
Le logement social en Nouvelle-Calédonie RIERA Ramiro, DUBOIS Pierre - Conseil général des ponts et chaussées ; Inspection générale de l'administration http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000142/index.shtml?xtor=EPR-526			2006		12

➤ **Jurisprudence commentée**

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R 2
CE, Tab.	18/10/06	Min. d'Etat, Min. de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire c/ M. Bègue, n° 264292, 265147	L'urbanisation des espaces proches du rivage des départements d'outre-mer doit-elle être compatible avec les orientations du schéma d'aménagement régional ?	BJCL, 11/2006, pp. 816-821, concl. M. Guyomar RDI, 6/2006, pp. 507-510, obs. P. SOLER-COUTEAUX	5
CE S.	13/12/06	Genelle, n° 279323	La Nouvelle- Calédonie n'est plus une collectivité territoriale	RFDA, 1/2007, pp. 18-25, concl. S. VERCLYTTE	

➤ **Ouvrages**

- DANIEL J., *L'Outre-Mer à l'épreuve de la décentralisation : nouveaux cadres institutionnels et difficultés d'adaptation*, L'Harmattan-GRALÉ, mars 2007
- THIELLAY J.-P., *Droit des outre-mers*, Dalloz, coll. Connaissance du Droit, 1^{ère} éd. 2007